

SDMIS

SAPEURS-POMPIERS

Recueil des actes administratifs

**du service départemental-métropolitain
d'incendie et de secours**

N°60 – juillet 2022

Responsable de la publication

Contrôleur général Emmanuel CLAVAUD
Directeur départemental et métropolitain
des services d'incendie et de secours

Conception, réalisation et impression

Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours
Direction de l'administration et des finances
17 rue Rabelais 69421 LYON CEDEX 03
Tél. 04 72 84 37 25

Dépôt légal

Juillet 2022

I - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DIRECTION DE LA PREVENTION ET DE L'ORGANISATION DES SECOURS

- Délibération n° D/22-06-05 du 24 juin 2022 : mise en œuvre des dispositions de la loi du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, dite loi MATRAS, dans le domaine des secours et des soins d'urgence aux personnes (SSUAP) et de l'aide médicale urgente (AMU) page 1
- Délibération n° D/22-06-06 du 24 juin 2022 : convention-cadre C2021-007 entre les Hospices civils de Lyon (HCL) et le SDMIS pour la période 2021-2024 – avenant n°1 page 7

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

- Délibération n° D/22-06-09 du 24 juin 2022 : recours au vote électronique par internet comme modalité exclusive de vote pour les élections professionnelles de décembre 2022 page 13

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Délibération n° E/22-06-01 du 24 juin 2022 : désignation de membres du conseil d'administration et de représentants de l'administration appelés à siéger au sein de comités et commissions du SDMIS ainsi qu'au sein du conseil médical départemental page 15
- Délibération n° D/22-06-01 du 24 juin 2022 : compte-rendu des décisions prises par le bureau du conseil d'administration en application de la délégation accordée par la délibération du conseil d'administration du 9 juillet 2021 page 19

GROUPEMENT FINANCES

- Délibération n° D/22-06-10 du 24 juin 2022 : budget principal du SDMIS - Compte administratif pour l'exercice 2021 page 23
- Délibération n° D/22-06-11 du 24 juin 2022 : budget principal du SDMIS et budget annexe énergies renouvelables - Comptes de gestion pour l'exercice 2021 page 55
- Délibération n° D/22-06-12 du 24 juin 2022 : budget principal du SDMIS - Reprise et affectation du résultat comptable définitif de l'exercice 2021 page 57
- Délibération n° D/22-06-13 du 24 juin 2022 : budget principal du SDMIS - Projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2022 page 59
- Délibération n° D/22-06-14 du 24 juin 2022 : budget principal du SDMIS - Autorisations de programme et crédits de paiement – compte rendu 2021 page 81
- Délibération n° D/22-06-15 du 24 juin 2022 : budget annexe énergies renouvelables - Compte administratif pour l'exercice 2021 page 87
- Délibération n° D/22-06-16 du 24 juin 2022 : budget annexe énergies renouvelables - Reprise et affectation du résultat comptable de l'exercice 2021 page 93
- Délibération n° D/22-06-17 du 24 juin 2022 : budget annexe énergies renouvelables - Projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2022 page 95

GROUPEMENT AFFAIRES JURIDIQUES

- Délibération n° D/22-06-02 du 24 juin 2022 : compte-rendu des décisions prises en matière contentieuse par la présidente du conseil d'administration page 101

GROUPEMENT MARCHES ET ASSURANCES

- Délibération n° D/22-06-03 du 24 juin 2022 : compte-rendu des dons et des cessions à titre onéreux des matériels réformés du SDMIS page 107
- Délibération n° D/22-06-04 du 24 juin 2022 : compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion page 113

DIRECTION DES MOYENS MATERIELS

- Délibération n° D/22-06-07 du 24 juin 2022 : plan d'actions du SDMIS en faveur de la transition écologique pour la période 2022-2027 page 123

GROUPEMENT BATIMENTS

- Délibération n° D/22-06-08 du 24 juin 2022 : autorisation de programme et crédits de paiement 2022 – Déploiement de panneaux photovoltaïques en autoconsommation page 131

II - ARRETES

- Arrêté n°22/06/01 : composition du comité technique page 133
- Arrêté n°22/06/02 : composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail page 137
- Arrêté n°22/06/03 : composition de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours page 141
- Arrêté n°22/06/04 : composition du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires page 145
- Arrêté n°22/06/05 : liste d'aptitude d'accès au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels page 149
- Arrêté n°22/06/06 : délégations de signature page 165
- Arrêté n°22/06/07 : composition de la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A page 175

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE L'ORGANISATION DES SECOURS

NUMÉRO **D/22 – 06/05**

OBJET Mise en œuvre des dispositions de la loi du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, dite loi MATRAS, dans le domaine des secours et des soins d'urgence aux personnes (SSUAP) et de l'aide médicale urgente (AMU)

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVTZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« La mission de secours et de soins d'urgence aux personnes (SSUAP) et d'aide médicale urgente (AMU) n'a cessé de progresser en volume pour désormais représenter plus de 80 % de l'activité opérationnelle du SDMIS. Chaque jour, en moyenne 300 VSAV du SDMIS sont engagés pour une opération de SSUAP-AMU.

Les sapeurs-pompiers du SDMIS interviennent annuellement auprès d'environ 100 000 victimes, ce qui, en proportion, équivaut à près de 5% de la population totale du département du Rhône et de la métropole de Lyon.

Ces chiffres témoignent de l'évolution opérée dans le champ des missions des services d'incendie et de secours pour lesquels le SSUAP-AMU est devenu l'activité prépondérante. Accomplie en complémentarité avec les acteurs de santé, et au premier rang desquels le SAMU (Service d'Aide Médicale Urgente), cette mission est un marqueur du rôle des sapeurs-pompiers, acteurs de la réponse du secours et du soin d'urgence au profit des territoires.

La progression continue de l'activité du SSUAP-AMU impacte notablement le fonctionnement et l'organisation des services d'incendie et de secours, confrontés à une sollicitation opérationnelle croissante et mobilisatrice en personnels pour des missions qui ne relèvent pas toujours de l'urgence.

Le SSUAP-AMU est un sujet majeur pour notre établissement public et se situe au croisement d'une multiplicité d'enjeux sociétaux, financiers, d'équipements ou de formation.

À l'horizon du prochain schéma d'analyse et de couverture des risques (SACR) qui définira les orientations stratégiques de la réponse opérationnelle de demain, il apparaît d'ores et déjà nécessaire de déterminer les grandes lignes directrices vers lesquelles doit s'engager le SDMIS dans sa mission de SSUAP-AMU.

Aussi, je souhaite vous présenter les grandes orientations du SDMIS dans le domaine du SSUAP-AMU, en conformité avec les orientations nationales, à travers deux axes qui vont gouverner l'action de l'établissement public en la matière :

- I- La montée en compétence des sapeurs-pompiers dans le SSUAP-AMU
- II- La nécessaire maîtrise de l'activité opérationnelle relevant du SSUAP-AMU

I- La montée en compétence des sapeurs-pompiers dans le SSUAP-AMU

La loi du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, dite loi MATRAS, a modifié l'article L1424-2 du code général des collectivités territoriales relatif aux missions des services d'incendie et de secours en ajoutant à celles-ci la réalisation de soins d'urgence.

Cette évolution législative marque la reconnaissance du rôle des sapeurs-pompiers dans leur participation à l'aide médicale urgente.

Le plus souvent, les sapeurs-pompiers sont les premiers au contact de la victime et doivent être en capacité de prodiguer rapidement des soins dans des situations qui appellent

une réponse urgente. Dans 80 % des cas, les VSAV interviennent seuls pour prendre en charge la victime, et dans 20 % des cas, un SMUR (Service Mobile d'Urgence et de Réanimation) ou un personnel de santé du SDMIS, médecin ou infirmier, est également présent sur les lieux.

Le décret n°2022-621 du 22 avril 2022 relatif aux actes de soins d'urgence relevant de la compétence des sapeurs-pompiers est venu définir le contour de ces nouvelles dispositions prévues par la loi. Ce sont ainsi 13 actes de soins d'urgence que les sapeurs-pompiers, n'étant pas par ailleurs professionnels de santé, peuvent désormais réaliser dans le cadre de leur participation à l'aide médicale urgente, dès lors qu'ils sont habilités à cet effet et dans les conditions citées ci-après.

Le texte distingue les actes de soins d'urgence qui sont réalisés en autonomie et les actes de soins d'urgence effectués sur prescription médicale (du médecin régulateur du CRRA-15 [Centre de Réception et de Régulation des Appels] ou du médecin présent sur les lieux, et dans certains cas du médecin de sapeurs-pompiers) :

➤ Les actes de soins d'urgence pratiqués en autonomie visent à recueillir et à transmettre au médecin régulateur les informations à caractère clinique contribuant à l'évaluation de l'état de santé de la victime :

- 1° Prise de température, de pulsation cardiaque et de pression artérielle par voie non invasive ;
- 2° Recueil de la glycémie par captation capillaire brève ou lecture transdermique ;
- 3° Administration en aérosols de produits non médicamenteux ;
- 4° Scores de gravité clinique ;
- 5° Recueil du taux de saturation en oxygène ou en monoxyde de carbone par voie non invasive.

➤ Les actes de soins d'urgence réalisés sur prescription médicale :

1° Administration en aérosols ou pulvérisation de produits médicamenteux auprès d'une personne présentant un tableau clinique de :

- a) Asthme aigu grave lorsque la personne est asthmatique connue ;
- b) Douleurs aiguës ;

2° Administration par voie orale ou intra-nasale de produits médicamenteux dans le respect des recommandations de bonnes pratiques des sociétés savantes, en présence d'un tableau clinique de :

- a) Overdose d'opiacés ;
- b) Douleurs aiguës ;

3° Administration de produits médicamenteux par stylo auto-injecteur auprès d'une personne présentant un tableau clinique de :

- a) Choc anaphylactique ;
- b) Hypoglycémie ;

- 4° Enregistrement et transmission d'électrocardiogramme ;
- 5° Recueil de l'hémoglobininémie.

Cet élargissement des compétences dans la réponse sapeur-pompier constitue une plus-value pour les victimes dans des situations d'urgence vitale pour lesquelles chaque minute compte.

Dans le cadre de nos missions de service public et eu égard au bénéfice attendu pour la population de ces nouvelles mesures, je souhaite que le SDMIS se saisisse de l'opportunité offerte par les textes et s'engage dans la mise en œuvre de ces actes de soins d'urgence qui s'inscrivent dans une montée en compétence des sapeurs-pompiers dans la mission SSUAP-AMU.

La réalisation de ces actes de soins d'urgence en opération, lorsque ceux-ci sont effectués sur prescription médicale, doit faire l'objet d'un process partagé avec le SAMU.

À cet effet, nous devons faire évoluer la convention-cadre 2021-2024 du 31 mars 2021 signée avec les Hospices civils de Lyon (HCL), siège du SAMU 69, afin de définir les conditions dans lesquelles le médecin de sapeurs-pompiers pourra être amené à prescrire un acte de soins d'urgence. La modification en ce sens de la convention-cadre par un avenant n°1 fait l'objet d'un rapport distinct soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Par ailleurs, comme le prévoit le décret n°2022-621 du 22 avril 2022, il conviendra également de délivrer à nos personnels les formations requises afin de pouvoir prodiguer les gestes de soins d'urgence.

Il sera également nécessaire d'acquérir des matériels complémentaires pour accompagner cette évolution qui ouvre la voie à la télémédecine comme par exemple la transmission d'électrocardiogramme.

II- La nécessaire maîtrise de l'activité opérationnelle relevant du SSUAP-AMU

La montée en compétence des sapeurs-pompiers par la réalisation d'actes de soins d'urgence n'est envisageable que dans le cadre d'une sollicitation opérationnelle maîtrisée.

Ces dernières années, les services d'incendie et de secours ont eu à connaître une inflation de leur sollicitation mettant en tension le modèle français de sécurité civile.

Un des enjeux pour le SDMIS est donc de pouvoir contenir et maîtriser son activité opérationnelle relevant du SSUAP-AMU, tout en continuant à offrir un service de qualité à la population.

Il s'agit avant tout de préserver notre capacité opérationnelle pour des missions relevant réellement de l'urgence alors que trop fréquemment les sapeurs-pompiers sont appelés à intervenir en dehors de leur champ d'action. Ce sont par exemple les interventions à caractère social ou médico-social pour lesquelles l'appel aux sapeurs-pompiers n'est pas indispensable mais qui sont néanmoins mobilisés, faisant office de dernier recours, pour pallier l'absence ou l'insuffisance de réponse des autres acteurs.

Les transformations sociales telles que le vieillissement de la population et la politique de maintien à domicile des personnes âgées ou l'affaiblissement des liens sociaux et familiaux de proximité contribuent à expliquer ce phénomène de sollicitation en dehors des missions d'urgence. A cela, s'ajoute la désertification médicale dans certains territoires avec pour conséquence une tendance à davantage faire appel aux services de secours pour des situations ne relevant pourtant pas de l'urgence.

Un point d'équilibre doit nécessairement être trouvé entre la préservation d'un service public de proximité au bénéfice des territoires et des populations et le maintien de la capacité pour le SDMIS à assurer l'ensemble des missions prévues par les dispositions de l'article L1424-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

C'est dans cet esprit que la loi MATRAS a entendu redonner aux services d'incendie et de secours la capacité de maîtriser leur activité opérationnelle avec la possibilité, conformément aux dispositions de l'article L1424-42 du CGCT, dans certains cas, de différer ou de refuser leur engagement afin de préserver une disponibilité opérationnelle pour les missions relevant de l'article L1424-2 du CGCT.

Un certain nombre de sujets sont identifiés comme étant à l'origine d'une sollicitation opérationnelle en marge de nos missions et qui génèrent un volume élevé d'interventions.

En tout premier lieu, figure le sujet des carences ambulancières avec 2 800 interventions réalisées par le SDMIS en 2021 afin d'assurer des transports de personnes vers les structures hospitalières en lieu et place des transporteurs sanitaires privés. Ces interventions, qui par nature ne relèvent pas d'une mission d'urgence, impactent le service avec une mobilisation des personnels pour un simple transport qui peut parfois durer plusieurs heures avec le trajet aller-retour pour les casernes les plus éloignées des structures hospitalières

L'objectif est de s'inscrire dans une démarche de très forte diminution du nombre de carences effectuées par le SDMIS, voire de tendre vers « le zéro carence ». Le décret n° 2022-631 du 22 avril 2022 portant réforme des transports sanitaires urgents et de leur participation à la garde est un levier pour atteindre cet objectif.

En effet, la réorganisation à venir de la garde ambulancière, sous l'égide de l'agence régionale de santé (ARS), avec un fonctionnement visant à mieux coordonner la réponse des entreprises de transport sanitaire, doit contribuer à faire baisser le niveau de sollicitations pour les carences.

L'officier de liaison et de coordination du SDMIS qui sera, d'ici la fin de l'année 2022, positionné en tant que de besoin au CRRA-15, comme le prévoit l'avenant n°1 à la convention avec les HCL, aura notamment pour mission de coordonner notre engagement pour carence ambulancière. Il sera en lien direct avec le coordonnateur ambulancier affecté au CRRA-15 pour solliciter les entreprises de transport sanitaire dans la réponse aux demandes de transport.

En second lieu, au-delà du volet spécifique aux carences ambulancières, il convient également de prêter une attention particulière aux opérations effectuées dans les EHPAD ou dans les établissements pénitentiaires (plus de 1 000 interventions par an au total), alors que ces structures disposent en leur sein des personnels de santé pouvant prendre en charge les demandes d'ordre médical.

Enfin, dans le même ordre d'idée, la réduction de la sollicitation opérationnelle concerne aussi les interventions réalisées par les sapeurs-pompiers à la suite des déclenchements de téléalarme médicale (plus de 2 500 opérations par an). Il n'est pas rare que l'intervention se traduise par une simple action de relevage de la personne, sans réalisation d'un geste de secours, et même, dans certains cas par un déplacement inutile des secours lorsque le déclenchement de la téléalarme a eu lieu par mégarde.

Il ressort de ce constat que la montée en compétence des sapeurs-pompiers dans le SSUAP-AMU doit impérativement s'accompagner de la maîtrise de l'activité opérationnelle dans ce domaine.

Compte tenu du temps nécessaire à la réalisation de ces réformes dans de bonnes conditions et afin de garantir l'égalité d'accès au SSUAP-AMU sur le territoire du département du Rhône et de la métropole de Lyon, je vous propose que sa mise en œuvre soit envisagée sur une période de 3 ans.

Les dépenses d'investissement afférentes, notamment l'évolution nécessaire des équipements des 150 VSAV, estimées à ce jour à environ 2,5 millions d'€ au total, s'intégreront dans les enveloppes annuelles de 23 millions d'€ définies au titre de la programmation pluriannuelle d'investissement (PPI) approuvée par le conseil d'administration du SDMIS dans sa séance du 8 mars 2021.

Je vous demande, mesdames, messieurs, d'approuver les orientations générales du SDMIS dans le domaine du SSUAP-AMU qui viennent de vous être présentées. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE L'ORGANISATION DES SECOURS

NUMÉRO **D/22 – 06/06**

OBJET **Convention-cadre C2021-007 entre les Hospices civils de Lyon (HCL) et le SDMIS pour la période 2021-2024 – avenant n°1**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« La loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels a fait évoluer le périmètre des missions des services d'incendie et de secours avec l'introduction de la notion de soins d'urgence.

En concordance avec ces dispositions législatives, vous avez validé les orientations générales du SDMIS dans le domaine des secours et des soins d'urgence aux personnes (SSUAP) et de l'aide médicale urgente (AMU), qui se déclineront à travers deux axes complémentaires :

- la montée en compétence des sapeurs-pompiers dans le SSUAP-AMU ;
- la nécessaire maîtrise de l'activité opérationnelle relevant du SSUAP-AMU.

Dans cette continuité, il convient de faire évoluer par avenant la convention-cadre 2021-2024 du 31 mars 2021 signée avec les Hospices civils de Lyon, siège du SAMU 69.

Cet avenant n°1 a pour objet :

- de prendre en compte l'évolution de la mission du SDMIS en matière de soins d'urgence résultant de la modification par la loi précitée de l'article L1424-2 du code général des collectivités territoriales ;

- de prévoir le positionnement, en tant que de besoin, d'un officier de liaison et de coordination du SDMIS au CRRA-15 (Centre de Réception et de Régulation des Appels)/SAS 69 (Service d'Accès aux Soins) ;

- de prévoir, en complément du médecin régulateur du CRRA-15 ou d'un médecin sur les lieux, les modalités de réalisation par le médecin de sapeurs-pompiers d'une prescription d'un acte de soin d'urgence par les sapeurs-pompiers, en déclinaison des dispositions du décret n° 2022-621 du 22 avril 2022 relatif aux actes de soins d'urgence relevant de la compétence des sapeurs-pompiers. Il est précisé que le comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUP-TS), saisi pour avis comme le prévoit le décret, s'est prononcé favorablement le 21 juin 2022 sur le sujet.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver l'avenant n°1 à la convention-cadre de partenariat 2021-2024 du 31 mars 2021 entre les Hospices civils de Lyon et le SDMIS et de m'autoriser à le signer, ainsi que tout acte y afférent. »

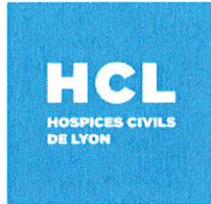
DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



CONVENTION CADRE 2021 – 2024

AVENANT N°1

Entre :

Les Hospices civils de Lyon, sis 3 quai des Célestins, 69002 Lyon, représentés par monsieur Raymond LE MOIGN directeur général,

ci-après désignés « HCL ».

Et :

Le Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours, sis 17 rue Rabelais – 69421 Lyon Cedex 03, représenté par madame Zémorda KHELIFI, présidente du conseil d'administration, habilitée à signer la présente convention en vertu d'une délibération du conseil d'administration du 24 juin 2022,

ci-après désigné "SDMIS".

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente ;

Vu l'arrêté du 5 juin 2015 portant modification de l'annexe I et de l'annexe VI du référentiel commun d'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente du 25 juin 2008 ;

Vu la circulaire N°DSC/DHOS/2009/192 du 14 octobre 2009 relative à l'application de l'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente et de l'arrêté du 5 mai 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant organisation de la réponse ambulancière à l'urgence pré-hospitalière ;

Vu la circulaire interministérielle N°DGOS/R2/DGSCGC/2015/190 du 5 juin 2015 relative à l'application de l'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente ;

Vu l'instruction interministérielle N°DGOS/R2/DGSCGC/2016/399 du 22 décembre 2016 relative aux arbres décisionnels d'aide à la décision de déclenchement des départs réflexes des sapeurs-pompiers ;

Vu l'arrêté du 30 novembre 2006 modifié fixant les modalités d'établissement de la convention entre les services d'incendie et de secours et les établissements de santé sièges des SAMU mentionnée à l'article L. 1424-42 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la convention cadre 2021 – 2024 du 31 mars 2021 entre les HCL et le SDMIS ;

Vu l'avis en date du 21 juin 2022 du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires rendu en application de l'article R6311-18-1 du code de la santé publique.

Préambule

La convention cadre 2021 – 2024 du 31 mars 2021 définit les modalités de la coopération entre les HCL, siège du SAMU du Rhône, et le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours dans le domaine des secours et des soins d'urgence aux personnes et de l'aide médicale urgente.

Les parties ont souhaité apporter des modifications à celle-ci par le présent avenant n°1 dont les dispositions ont pour objet :

- de prendre en compte les évolutions en matière de soins d'urgence pouvant être réalisés par les sapeurs-pompiers à la suite, d'une part, de la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels et, d'autre part, du décret n° 2022-621 du 22 avril 2022 relatif aux actes de soins d'urgence relevant de la compétence des sapeurs-pompiers.
- de prévoir la présence au CRRA 15 / SAS 69 d'un officier de liaison et de coordination du SDMIS.

IL EST CONVENU CE QU'IL SUIT

Article 1

L'article 1.1 - Structures et principes généraux - de la convention cadre 2021-2024 du 31 mars 2021 est modifié comme indiqué ci-après.

Les dispositions relatives aux missions du SDMIS :

3. la protection des personnes, des biens et de l'environnement ;
4. les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation.

Sont remplacées par :

3. la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement ;
4. les secours et les soins d'urgence aux personnes ainsi que leur évacuation, lorsqu'elles :
 - a) Sont victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ;
 - b) Présentent des signes de détresse vitale ;
 - c) Présentent des signes de détresse fonctionnelle justifiant l'urgence à agir.

Article 2

Après l'article 1.4, il est inséré un article 1.4.1 ainsi rédigé :

« Article 1.4.1 – Présence au CRRA 15 / SAS 69 d'un officier de liaison et de coordination du SDMIS

Un officier de liaison et de coordination du SDMIS est positionné au sein du CRRA 15 / SAS 69.

Sous l'autorité directe du chef CTA/CODIS, cet officier a pour rôle d'optimiser la coordination entre le CRRA 15 / SAS 69 et le CTA/CODIS dans le cadre de la mission du secours et du soin d'urgence aux personnes du SDMIS.

Il est un relai d'échanges et de partage d'informations entre le CRRA 15 / SAS 69 et le CTA/CODIS, tant dans la réponse courante de distribution des secours que lors de situations exceptionnelles ou complexes (interventions notables, ORSEC NOVI...), ou pour des situations associées à une menace, notamment pour les intervenants en cas de contexte hostile.

Il est chargé de coordonner l'engagement des moyens du SDMIS, notamment pour les carences ambulancières en lien avec le coordinateur ambulancier.

L'officier de liaison et de coordination du SDMIS n'a pas vocation à s'immiscer dans la mission de régulation médicale qui relève exclusivement des prérogatives du SAMU

Les HCL et le SDMIS conviennent de manière conjointe des modalités d'organisation relatives au déploiement de cet officier au CRRRA 15 / SAS 69 (formation préalable, emplacement, matériels nécessaires à l'exercice de la mission, planning de présence...).

Article 3

Après l'article 1.6, il est inséré un article 1.6.1 ainsi rédigé :

« Article 1.6.1 – Réalisation d'actes de soins d'urgence par les sapeurs-pompiers - Conditions d'intervention du médecin de sapeurs-pompiers si la situation l'exige lorsque le médecin régulateur ne peut apporter une réponse immédiate et en l'absence de médecin présent sur les lieux.

L'article R6311-18-1 du code de la santé publique, créé par le décret n° 2022-621 du 22 avril 2022 relatif aux actes de soins d'urgence relevant de la compétence des sapeurs-pompiers, prévoit que ceux-ci sont habilités, dans le cadre de leur participation à l'aide médicale urgente, à pratiquer des actes de soins d'urgence sur prescription du médecin régulateur ou d'un médecin présent sur les lieux.

Ce même article dispose, si la situation l'exige, notamment en cas de détresse vitale, qu'un médecin de sapeurs-pompiers peut intervenir lorsque le médecin régulateur ne peut apporter une réponse immédiate et en l'absence de médecin présent sur les lieux.

Il est ainsi convenu entre les HCL et le SDMIS :

Pour un bilan susceptible de nécessiter la prescription d'un acte de soin d'urgence, si le médecin régulateur ne prend pas l'appel du CTA-CODIS dans les deux minutes, cet appel est transféré au médecin de sapeurs-pompiers qui pourra, le cas échéant, prescrire la réalisation d'un acte de soin d'urgence.

La déclinaison de ce processus est définie dans le RPOP.

Les prescriptions du médecin de sapeurs-pompiers sont effectuées par téléphone, sauf s'il est présent sur les lieux de l'opération de secours. Le CRRRA 15 est informé, dès que possible, qu'une prescription est faite par le médecin de sapeurs-pompiers.

Les prescriptions d'actes de soins ainsi que leur réalisation font l'objet d'une traçabilité sur le portail de transmission des bilans victimes.

Le médecin de sapeur-pompier est sous l'autorité du médecin-chef du SDMIS..

Article 4

Le présent avenant prend effet à la date de signature par les parties. Les dispositions de convention cadre 2021 – 2024 du 31 mars 2021 qui ne sont pas modifiées par l'avenant sont inchangées et restent applicables.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux, le

**Pour le Service départemental-métropolitain
d'incendie et de secours**

Pour les Hospices civils de Lyon

Zémorda KHELIFI
Présidente du conseil d'administration

Raymond LE MOIGN
Directeur général

Contrôleur général Serge DELAIGUE
Directeur départemental et métropolitain

Professeur Pierre-Yves GUEUGNIAUD
Chef du pôle Urgences Réanimation
Médicale Anesthésie-Réanimation SAMU
(URMARS) du Groupement Hospitalier
Centre

Professeur Karim TAZAROURTE
Chef de service SAMU 69

Professeur Etienne JAVOUHEY
Chef du service d'urgences et de réanimation
pédiatriques de l'Hôpital Femme Mère Enfant

Docteur Véronique POTINET
Présidente de la collégiale des services
d'urgence des Hospices Civils de Lyon

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

NUMÉRO **D/22 – 06/09**

OBJET **Recours au vote électronique par internet comme modalité exclusive de vote pour les élections professionnelles de décembre 2022**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Dans le cadre de l'organisation de ses élections relatives à la désignation des représentants des sapeurs-pompiers et personnels administratifs et techniques et spécialisés siégeant aux différentes instances, le SDMIS a adopté depuis 2018 le vote électronique comme modalité exclusive de vote.

Les élections professionnelles de décembre 2022 concernent huit scrutins :

- le comité social territorial (CST),
- les commissions administratives paritaires des sapeurs-pompiers professionnels (CAP) pour les catégories A, B et C,
- les commissions administratives paritaires des personnels administratifs, techniques et spécialisés (CAP) pour les catégories A, B et C,
- la commission consultative paritaire pour les contractuels (CCP).

Le vote électronique apparaît à nouveau comme la modalité de vote la plus adaptée à ces élections et aux différents personnels du SDMIS.

Notre établissement fera appel à un prestataire spécialisé afin d'assurer la conception, la gestion et la maintenance du système de vote électronique avec un renforcement des modalités permettant la sécurisation des opérations électorales. Il fera également appel à un expert indépendant chargé de réaliser des opérations de contrôle du système de vote.

Afin d'autoriser le SDMIS à opter pour le système de vote électronique, l'avis du comité technique a été sollicité. Les organisations syndicales seront associées à la définition des modalités d'organisation pratiques et de déroulement de l'ensemble des opérations de vote, qui feront l'objet d'une délibération complémentaire qui sera proposée au conseil ou bureau du conseil d'administration du SDMIS au cours du deuxième semestre 2022.

Je vous demande, mesdames, messieurs, d'approuver la proposition de recours au vote électronique comme modalité exclusive d'expression des suffrages pour l'ensemble des scrutins organisés par le SDMIS dans le cadre des élections professionnelles prévues en décembre 2022. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

CONSEIL D'ADMINISTRATION

NUMÉRO **E/22 – 06/01**

OBJET **Désignation de membres du conseil d'administration et de représentants de l'administration appelés à siéger au sein de comités et commissions du SDMIS ainsi qu'au sein du conseil médical départemental**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Suite à la création, par le décret n°2022-350 du 11 mars 2022, d'une nouvelle instance médicale unique au sein de la fonction publique territoriale, le conseil médical départemental, institué auprès du préfet et dont le secrétariat est assuré par le CDG 69, se substituant à la commission départementale de réforme des agents, il a été proposé, conformément aux dispositions des articles 4 et 4-3 du décret n°87-602 du 30 juillet 1987, modifié par le décret n°2022-350 susvisé, que soient désignés pour siéger au sein du conseil médical départemental (formation plénière) comme titulaires madame Claude GOY et madame Blandine COLLIN et comme suppléants madame Véronique GIROMAGNY, monsieur Mohamed CHIHI, monsieur Pierre MARMONIER et monsieur Jean-Jacques BRUN.

En outre, il a été proposé que le contrôleur général Emmanuel CLAVAUD, directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours à compter du 1^{er} juillet 2022, remplace le contrôleur général Serge DELAIGUE auquel il succède, comme titulaire au comité technique (CT), au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Enfin, suite à des mouvements de personnel au sein de l'établissement, il a été proposé que le lieutenant-colonel Dominique DREVET, directeur des ressources humaines, remplace le colonel hors classe Alain COLLOT comme suppléant au CT, au CCDSPV et au CHSCT, que le lieutenant-colonel Jérôme BELLERET, directeur des moyens matériels, remplace le colonel hors classe Eric COLLOT comme suppléant à la commission des achats adaptés (CAA) et au CHSCT et que monsieur Paul VELIKONIA, chef du groupement finances, et madame Céline TALBOT, cheffe du bureau affaires juridiques, remplacent respectivement madame Carine ROCHER et madame Géraldine ACHARD comme suppléants à la CAA.

En conséquence, dans la délibération E/20-11/06 du 3 novembre 2020 portant désignation des membres du conseil d'administration et des représentants de l'administration appelés à siéger au sein des comités et commissions du SDMIS ainsi qu'au sein de certains organismes extérieurs au SDMIS, modifiée par la délibération E/20-12/01 du 16 décembre 2020, par la délibération E/21-03/02 du 8 mars 2021, par la délibération E/21-07/06 du 9 juillet 2021 et par la délibération E/22-02/01 du 4 février 2022 :

- sont désignés par le conseil d'administration pour siéger au sein du conseil médical départemental (formation plénière), comme titulaires madame Claude GOY et madame Blandine COLLIN et comme suppléants madame Véronique GIROMAGNY, monsieur Mohamed CHIHI, monsieur Pierre MARMONIER et monsieur Jean-Jacques BRUN; en conséquence les dispositions relatives à la commission départementale de réforme des agents de la FPT du centre de gestion du Rhône et de la métropole de Lyon sont supprimées ;

- le contrôleur général Emmanuel CLAVAUD remplace le contrôleur général Serge DELAIGUE comme titulaire au CT, au CCDSPV et au CHSCT ;
- le lieutenant-colonel Dominique DREVET remplace le colonel hors classe Alain COLLOT comme suppléant au CT, au CCDSPV et au CHSCT ;
- le lieutenant-colonel Jérôme BELLERET remplace le colonel hors classe Eric COLLOT comme suppléant à la CAA et au CHSCT ;
- monsieur Paul VELIKONIA et madame Céline TALBOT remplacent respectivement madame Carine ROCHER et madame Géraldine ACHARD comme suppléants à la CAA ;

Les autres dispositions de la délibération E/20-11/06, modifiée par la délibération E/20-12/01, par la délibération E/21-03/02 du 8 mars 2021, par la délibération E/21-07/06 du 9 juillet 2021 et par la délibération E/22-02/01 du 4 février 2022 demeurent inchangées.

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/01**

OBJET **Compte-rendu des décisions prises par le bureau du conseil d'administration en application de la délégation accordée par la délibération du conseil d'administration du 9 juillet 2021**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Par délibération du 9 juillet 2021 notre assemblée a accordé délégation au bureau pour prendre des décisions à l'exclusion de celles concernant les budgets et comptes ainsi que la fixation des contributions des collectivités territoriales au budget de notre établissement public.

Je vous rends compte, par le présent rapport, des décisions prises par notre bureau, dans le cadre de cette délégation, depuis notre séance du 18 mars 2022.

Réunion du 8 avril 2022 :

Le bureau a :

1. autorisé la présidente à lancer, passer et signer les marchés publics à procédure formalisée du SDMIS ;
2. approuvé la mise en place du Comité social territorial (CST) et de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein du CST (FSSCT) ;
3. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention de partenariat C2022-019 entre la métropole de Lyon et le SDMIS dans le cadre de la coopération décentralisée pour la période 2022-2027 ;
4. approuvé et autorisé l'octroi d'une subvention exceptionnelle à CASC APPUI pour la mission de soutien d'urgence aux blessés et victimes civils du conflit en Ukraine, du 11 au 19 mars 2022 ;
5. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2022-036 de partenariat entre le CASC et le SDMIS relative au soutien logistique apporté par le CASC au SDMIS dans la cadre de la solidarité avec l'Ukraine ;
6. approuvé et autorisé l'indemnisation du préjudice subi par des sapeurs-pompiers du SDMIS dans le cadre de la protection fonctionnelle ;
7. approuvé et autorisé l'octroi d'une subvention au titre de l'année 2022 à l'ODP (Œuvre des Pupilles Orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France) ;
8. approuvé et autorisé l'octroi d'une subvention au titre de l'année 2022 à l'UDMSP (Union Départementale et Métropolitaine des Sapeurs-Pompiers) ;
9. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention de partenariat C2022-022 entre l'Institut Supérieur des Médias (ISCPA) et le SDMIS pour la période 2022-2025 ;
10. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2022-024 de partenariat, d'études et de recherche entre le Groupement de coopération sanitaire « Urgences » et le SDMIS pour la période 2022-2024.

Réunion du 3 juin 2022 :

Le bureau a :

1. autorisé la présidente à lancer, passer et signer les marchés publics à procédure formalisée du SDMIS ;
2. approuvé et autorisé le recours aux conventions de service d'achat centralisé avec le Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) – marchés de fourniture d'énergie ;

3. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2022-071 constitutive d'un groupement de commandes entre le SDIS 38, le SDIS 42, le SDIS 63, le SDMIS et le SDIS 74 pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage de conseil juridique et économique pour l'acquisition de véhicules de secours et de soins d'urgence aux personnes à énergie alternative ;
4. approuvé la demande de subvention européenne auprès de la Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien dans le cadre de la construction de la nouvelle caserne de Tarare ;
5. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2022-066 avec CertiNergy relative à la valorisation des certificats d'économies d'énergie (CEE) pour le compte du SDMIS pour la période 2022-2024 ;
6. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2022-063 entre l'association Weeefund et le SDMIS relative à la cession à titre gratuit de matériels informatiques visant au réemploi et à la lutte contre l'exclusion numérique pour la période 2022-2025 ;
7. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention fixant les modalités de partenariat entre l'Union départementale et métropolitaine des sapeurs-pompiers (UDMSP) et le SDMIS pour la période 2022-2027 – avenant n°1 à la convention C2019-036 ;
8. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2022-034 fixant les modalités de partenariat entre l'Association départementale et métropolitaine des jeunes sapeurs-pompiers (ADMJSP) et le SDMIS pour la période 2022-2027 ;
9. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2022-067 entre l'Université Claude Bernard Lyon 1 et le SDMIS relative à la mise à disposition d'un équipement de formation en environnement immersif pour la période 2022-2026 ;
10. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2022-025 portant renouvellement de la convention interdépartementale d'assistance opérationnelle entre le SDMIS et le SDIS de la Loire pour la période 2022-2027 ;
11. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2022-070 avec la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) relative à la couverture du risque fluvial sur le périmètre du SDMIS pour la période 2022-2027 ;

Je vous demande, mesdames, messieurs, de me donner acte de ce compte-rendu. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/10**

OBJET **Budget principal du SDMIS – compte administratif pour l'exercice 2021**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Pour l'ensemble de l'exercice 2021, les dépenses et les recettes autorisées lors du budget primitif et des décisions modificatives ultérieures ont atteint un montant équilibré en dépenses et en recettes de :

38 786 062,16 € Pour la section d'investissement

165 351 789,84 € Pour la section de fonctionnement

Soit un montant global de 204 137 852,00 € (pour mémoire en 2020 : 197 296 207,55 €).

S'agissant des dépenses, les mouvements effectivement constatés font apparaître une réalisation de :

31 278 665,83 € Pour la section d'investissement (taux d'exécution de 81 %)

158 844 010,07 € Pour la section de fonctionnement (taux d'exécution de 96 %)

Soit un total de 190 122 675,90 €, en augmentation de 1,80 % par rapport à l'an dernier (pour mémoire en 2020 : 186 768 238,83 €).

Pour ce qui concerne les recettes, les mouvements constatés sont de :

32 736 062,27 € Pour la section d'investissement

160 937 361,44 € Pour la section de fonctionnement

Soit un total de 193 673 423,71 €, en augmentation de 7,23 % par rapport à l'an dernier (pour mémoire en 2020 : 180 613 124,34 €).

Alors que l'ensemble des dépenses ont augmenté de près de 3,35 millions d'€, les recettes ont augmenté dans le même temps de près de 13,06 millions d'€, conduisant à un résultat propre de l'exercice excédentaire de :

- 2 093 351,37 € en section de fonctionnement,
- 1 457 396,44 € en section d'investissement,

Soit un résultat propre de l'exercice en excédent de 3 550 747,81 €, contre un déficit de 6 155 114,49 € en 2020.

Cela s'explique principalement par les remboursements perçus dans le cadre des dispositifs de lutte contre le COVID 19 et par un recours plus élevé que l'an dernier à l'emprunt, comme nous le verrons plus loin.

Compte tenu des résultats antérieurs repris, le résultat de clôture fait apparaître un excédent de :

- 7 210 956,21 € en section de fonctionnement,
- 7 478 351,38 € en section d'investissement,

Soit un résultat global de l'exercice de 14 689 307,59 € contre 11 138 559,78 € en 2020, en augmentation de près de 32 %, alors même que ce résultat avait connu une baisse de 36 % en 2020.

1- LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses mandatées s'élèvent à 31,28 millions d'€ contre 32,87 millions d'€ en 2020, soit une diminution de près 1,6 millions d'€, soit près de 5 %. Cette diminution s'explique notamment par des retards de facturation et de livraison et fin d'année, provoquant par la même une hausse significative des reports.

En effet, les reports (dépenses engagées en 2021 mais dont le mandatement n'interviendra qu'au cours de l'exercice 2022) atteignent cette année 5,39 millions d'€ contre 3,66 millions d'€ en 2020, soit une hausse de 1,73 millions d'€.

Aussi, en tenant compte des reports, les dépenses d'investissement sont restées stables entre 2020 et 2021.

Les dépenses d'investissement se décomposent classiquement en trois catégories : les opérations d'équipement, le remboursement du capital de la dette et les opérations d'ordre.

a) Les opérations d'équipement

Les dépenses consacrées aux opérations d'équipement (hors BEA) se sont élevées à 19,64 millions d'€ en 2021 contre 20,63 millions d'€ en 2020.

Elles contribuent à la réalisation des objectifs fixés par la programmation pluriannuelle d'investissement (PPI) votée le 8 mars 2021, qui sont la réalisation de la mission opérationnelle, la santé, la sécurité, et la qualité de vie en service et l'engagement vers la transition écologique.

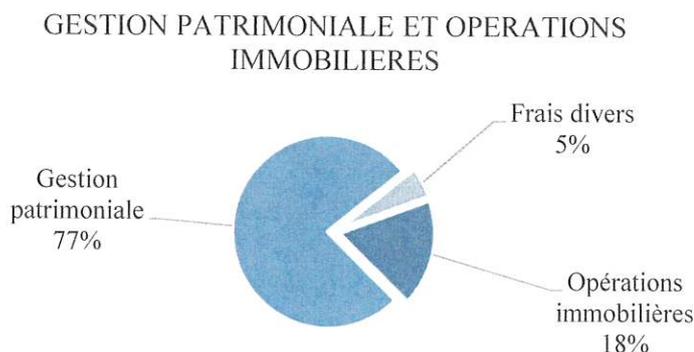
- *La gestion patrimoniale et les opérations immobilières nouvelles*

Le budget consacré à la gestion patrimoniale et aux opérations immobilières nouvelles a représenté 3,92 millions d'€ soit près de 13 % des dépenses d'investissement, contre 3,71 millions d'€ en 2020, en augmentation de près de 6 %. Cette hausse s'explique notamment par la réalisation de travaux qui n'avaient pu se réaliser en 2020 du fait de la situation sanitaire.

Ce sont près de 3 millions d'€ qui ont été dépensés pour la gestion patrimoniale des bâtiments en 2021, incluant des travaux de rénovation énergétique et près d'1 million d'€ dépensés pour améliorer la sécurité des personnes et des bâtiments (déploiement du contrôle d'accès, amélioration de l'éclairage extérieur et mise en conformité des blocs autonomes d'éclairage de sécurité).

Par ailleurs, l'ensemble dépenses relatives aux opérations immobilières se sont élevées à 0,7 millions d'€ et ont principalement concernés les nouvelles casernes de Villié-Morgon Saint-Vincent-de-Reins et Saint-Symphorien d'Ozon / Sérézin-du-Rhône.

La somme restante, soit 0,20 millions d'€, concerne les frais divers de géomètres, géotechniciens, architectes et notaires ainsi que des frais de mobiliers, matériels de bureau et outillages.

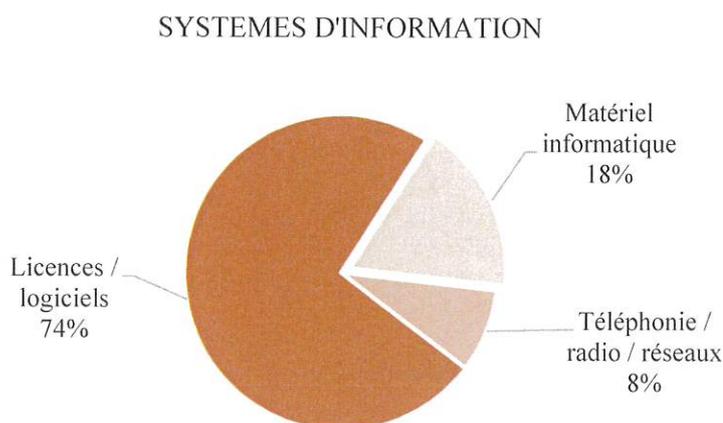


- ***Les systèmes d'information***

Les dépenses liées aux systèmes d'information se sont élevées à 4,21 millions d'€, soit 13 % des dépenses d'investissement, contre 6,29 millions d'€ en 2020, année durant laquelle des investissements importants avaient été réalisés notamment pour le déploiement des tablettes numériques permettant la transmission des bilans des victimes prises en charge, ou encore le renouvellement du mur d'images du centre de traitement de l'alerte.

Ces dépenses se répartissent entre :

- Les acquisitions et évolutions des logiciels et licences à hauteur de 3,11 millions d'€,
- Les acquisitions de matériel informatique à hauteur de 0,74 millions d'€,
- Les réseaux de transmission et de téléphonie à hauteur de 0,36 millions d'€.



- ***Les acquisitions de véhicules***

Les acquisitions de véhicules ont représenté près de 7,27 millions d'€, soit 23 % des dépenses d'investissement, contre 6,34 millions d'€ en 2020, en hausse de près de 15 %. Elles se sont réalisées conformément aux prévisions.

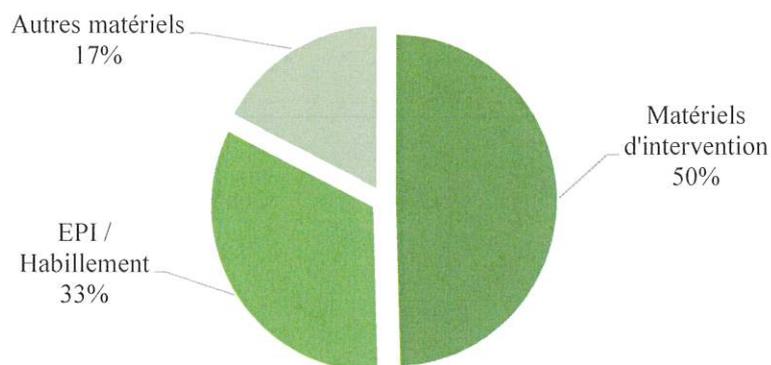
- ***Les acquisitions de matériels, d'équipements de protection individuelle (EPI) et effets d'habillement, notamment opérationnels***

Les dépenses relatives aux acquisitions de matériels, d'équipements de protection individuelle et effets d'habillement ont représenté 4,24 millions d'€ soit près de 14 % des dépenses d'investissement, contre 4,29 millions d'€ en 2020, en baisse de 1 %.

Elles se répartissent entre les matériels d'intervention pour 2,1 millions d'€, les EPI et effets d'habillement pour 1,4 millions d'€, et les autres équipements pour 0,74 millions d'€ (équipement pour les ateliers de Saint-Priest et Villefranche-sur-Saône pour le service de santé et de secours médical et les équipements de sport).

Les matériels opérationnels recouvrent le matériel d'extinction, le matériel destiné au secours d'urgence aux personnes, l'oxygène et l'air, ainsi que le matériel technique pour toutes les spécialités.

MATÉRIELS ET EFFETS D'HABILLEMENT



- ***Le BEA (bail emphytéotique administratif)***

Le financement du BEA, qui permet la maintenance patrimoniale des sites état-major et de 8 casernes particulièrement importantes, s'est élevé à 5,92 millions d'€ contre 5,89 millions d'€ en 2020, soit une hausse de 0,57 % due à l'augmentation de l'indice du coût de la construction sur lequel est indexé une part du BEA.

b) Remboursement du capital de la dette

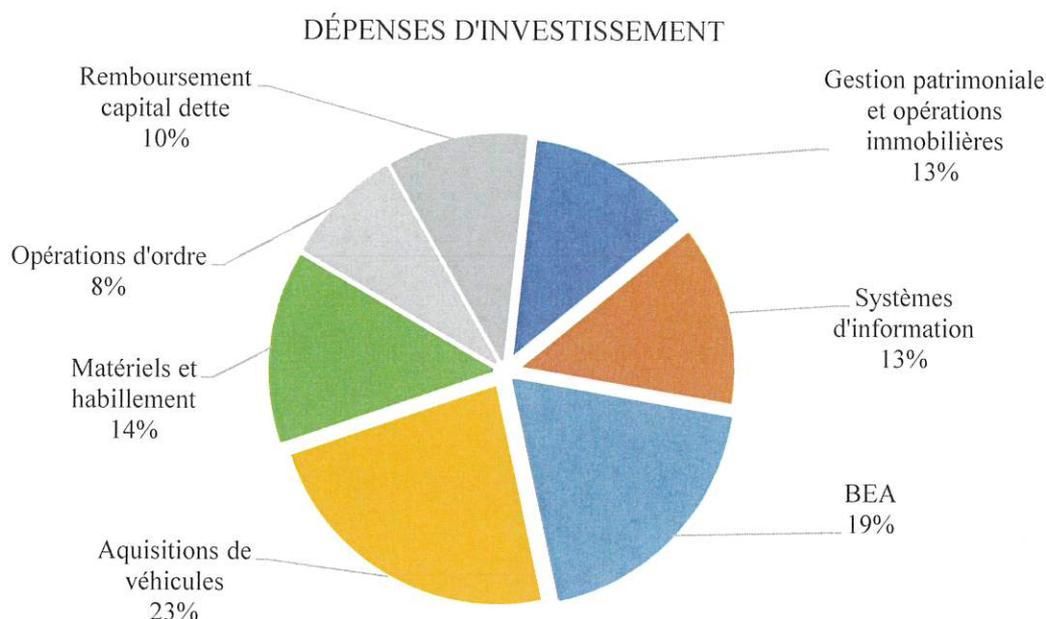
Le chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » s'est réalisé à hauteur de 3,12 millions d'€ pour le remboursement du capital des emprunts contre 2,77 millions d'€ en 2020. Cette hausse de près de 13 % s'explique par les recours successifs à l'emprunt durant les derniers exercices.

c) Les opérations d'ordre :

(Dépenses d'investissement que l'on retrouve également en recettes dans la section de fonctionnement, ou en section d'investissement pour les opérations patrimoniales)

Le chapitre « opérations d'ordre de transfert entre sections » d'un montant de 2,4 millions d'€ retrace notamment l'amortissement des subventions d'investissement perçues pour près de 0,82 millions d'€, les moins-values sur cessions d'immobilisations pour 0,13 millions d'€ et la neutralisation des amortissements pour 1,45 millions d'€. Ce chapitre donne lieu à une recette de fonctionnement de montant identique.

Le chapitre « opérations patrimoniales » s'est réalisé pour près de 0,2 millions d'€. Il correspond principalement à des écritures comptables faisant suite aux commissions de réforme des matériels. Ces écritures de régularisation donnent lieu à des réalisations équivalentes en recettes d'investissement.



2- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Le total des recettes s'est élevé à 32,74 millions d'€, contre 26,09 millions d'€ en 2020, soit une hausse de 25 % qui s'explique pour un recours plus important à l'emprunt.

Les recettes se répartissent entre les dotations, les participations des communes aux opérations immobilières, les opérations d'ordre dont l'amortissement des immobilisations et l'emprunt contracté en fin d'année.

a) Les dotations

Les dotations se limitent à la recette versée par le fonds de compensation de la TVA, qui s'est élevé à près de 4 millions d'€ contre 3,88 millions d'€ en 2020, en hausse de 2,71 %.

Il permet de compenser la charge de TVA supportée sur nos dépenses d'équipement éligibles au FCTVA réalisées en 2019 d'un montant de 24,68 millions d'€.

b) Les participations des communes aux opérations immobilières

En application des différentes délibérations et conventions prises avec les communes pour le financement des casernes implantées sur leur territoire, la somme de 271 500 € a été encaissée en 2021, répartie de la manière suivante :

- Villié-Morgon : 120 000 €
- Millery : 120 000 €
- Saint-Germain-Nuelle : 21 000 €
- Sarcey : 10 500 €

c) Subvention d'investissement

Dans le cadre du partenariat conclu entre le SDMIS et l'OMS pour la mise en œuvre de simulations en vue de l'installation de l'Académie OMS à Lyon (WHO ACADEMY), le solde de la subvention allouée au SDMIS, d'un montant de 70 000 €, a été encaissé, portant ainsi le montant total de la subvention perçue à 250 000 €.

d) Les amortissements des immobilisations

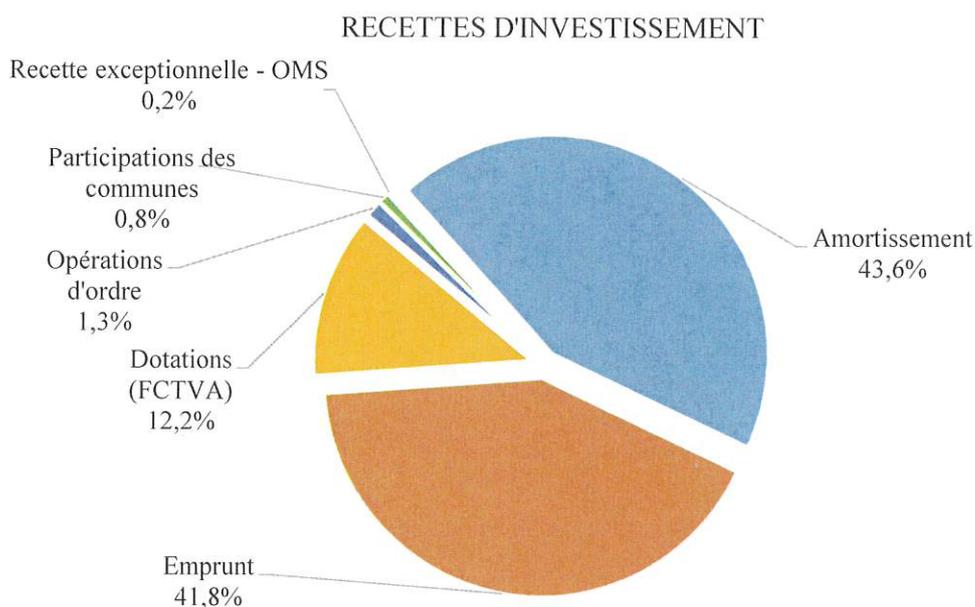
Les amortissements des immobilisations, d'un montant de 14,29 millions d'€, ont couvert près de 46 % des dépenses réalisées en section d'investissement.

e) L'emprunt

Un emprunt de 13,7 millions d'€ souscrit auprès de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes a abondé le compte 16 « emprunts et dettes assimilées » et couvre quant à lui près de 44 % des dépenses de la section d'investissement.

f) Les opérations d'ordre

Les écritures d'ordre relatives aux opérations patrimoniales se sont élevées à près de 0,19 millions d'€ et les écritures d'ordre entre les sections relatives aux cessions à 0,22 millions d'€.



3- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le total des dépenses de fonctionnement 2021 s'est élevé à 158,84 millions d'€ contre 153,90 millions d'€ en 2020, en hausse de 4,94 millions d'€ soit + 3,21 %.

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement s'établit à 96,06 %.

a) Les charges à caractère général

Chapitre 011

Les charges à caractère général se sont élevées à 27,98 millions d'€ contre 27,30 millions d'€ en 2020, en augmentation de près 0,68 millions d'€, soit + 2,49 %.

- *Les études et prestations de service*

Les études et prestations de service comprennent les prestations logistiques d'entretien des EPI, la restauration externalisée et la collecte des déchets pour un montant total de dépenses de 1,36 millions d'€ en 2021.

Alors qu'une baisse de 40 % des coûts de la restauration collective avait été enregistrée entre 2019 et 2020, on note un retour à la normale du nombre de repas pris au self de l'école départementale-métropolitaine, du fait de la reprise des formations.

- *Les fluides*

Les dépenses de fluides se sont élevées à 1,93 millions d'€ contre 1,96 millions d'€ en 2020, et comprennent principalement l'électricité pour près de 1 millions d'€ et le gaz pour 0,59 millions d'€, le reste se répartissant entre l'eau et le chauffage urbain.

Les échéanciers de factures ne respectant pas strictement l'année budgétaire, cela engendre des variations entre les différents exercices. Toutefois, les montants payés en 2021 sont conformes aux moyennes constatées sur la durée des marchés de gaz et d'électricité, qui se terminent fin 2022.

- *Les fournitures non stockées*

Les dépenses de fournitures non stockées se sont élevées à 1,74 millions d'€ contre 1,45 millions d'€ en 2020, en forte augmentation du fait de la hausse combinée du volume de carburant consommé et du prix du litre (+11 % par rapport à 2020).

En effet, les dépenses de carburant augmentent de près de 22 %, passant de 1,08 millions d'€ à 1,32 millions d'€, alors que les volumes ont augmenté de 16 % par rapport à 2020.

Les matériaux divers, gaz propane ainsi que l'alimentation ont coûté 0,42 millions d'€.

- *Les fournitures d'entretien et de petit équipement*

Les dépenses pour les fournitures d'entretien et de petit équipement se sont élevées à 4,42 millions d'€ contre 5,20 millions d'€ en 2020, soit une baisse de près de 15 %.

Le SDMIS avait en effet dû faire face en 2020 à des dépenses exceptionnelles en produits d'entretien, effets d'habillement et matériel médical au démarrage de la crise sanitaire. Ces dépenses se sont stabilisées à 1,3 millions d'€ au cours de l'année 2021 contre 2,43 millions d'€ l'an dernier.

L'achat des pièces détachées nécessaires à l'entretien de notre parc automobile mais aussi du parc routier du département du Rhône et de la métropole de Lyon s'est élevé à 2,29 millions d'€.

Le montant restant, soit 0,83 millions d'€, se répartit entre l'acquisition de matériel logistique, de produits type émulseurs ou liquide à fumée, de postes téléphoniques fixes et mobiles ainsi que de consommables informatiques, de matériels destinés aux bâtiments, et de matériels de sport.

- *Les autres fournitures*

Avec un montant total de dépenses de 0,46 millions d'€ en 2021 contre 0,57 millions d'€ en 2020, cette rubrique a diminué du fait de moindres dépenses pour les produits d'hygiène et de désinfection des VSAV.

- *Les services extérieurs*

Les dépenses relatives aux services extérieurs se sont élevées à 14,77 millions d'€ et comprennent notamment :

- le financement de la partie fonctionnement de la redevance annuelle du bail emphytéotique administratif pour près de 4,81 millions d'€, contre 4,79 millions d'€ en 2020,
- les différents contrats de prestations de service pour 1,75 millions d'€,
- le coût des locations et charges afférentes pour les antennes, les matériels techniques, les bouteilles de gaz, mais aussi des parkings et pontons à hauteur de 0,47 millions d'€,

- les frais d'entretien des terrains, bâtiments et des voiries à hauteur de 0,77 millions d'€,
- les frais d'entretien des biens mobiliers pour 2,16 millions d'€, comprenant la sous-traitance extérieure et les contrôles techniques de véhicules pour 1,58 millions d'€ et 0,58 millions d'€ pour l'entretien et la réparation du matériel médical et informatique et l'outillage nécessaire à l'entretien des bâtiments et les contrôles techniques des véhicules.
- les différents contrats de maintenance à hauteur de 3,13 millions d'€, dont 2,61 millions d'€ pour les systèmes d'information, 0,37 millions d'€ pour les bâtiments, et la part restante, 0,15 millions d'€, pour le matériel de sport, le matériel médical et la logistique,
- les primes d'assurance (hors assurance du personnel) pour 0,74 millions d'€,
- la formation auprès d'organismes extérieurs (hors CNFPT) à hauteur de 0,74 millions d'€ contre 0,65 millions d'€ en 2020, en augmentation du fait de l'annulation de formation n'ayant pu se dérouler en 2020 et reportées en 2021.

- *Les autres services extérieurs*

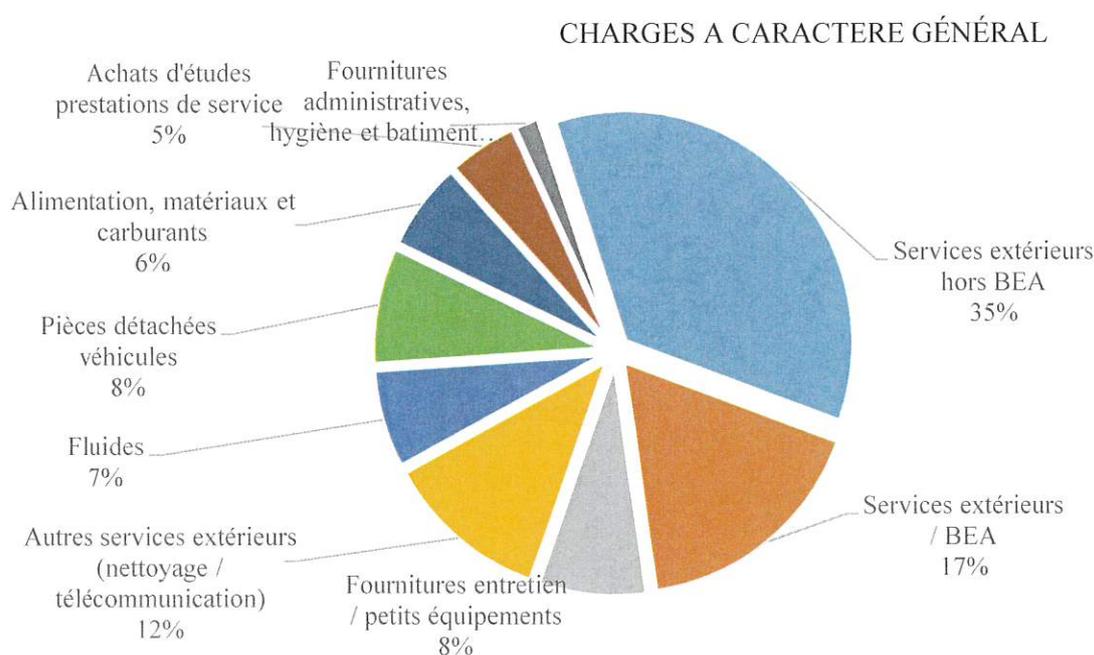
Les dépenses relatives aux autres services extérieurs ont été de 3,26 millions d'€ en 2021 contre 2,97 millions d'€ en 2020, soit une hausse de près de 10 %, justifié en grande partie par le versement au CDG 69 des frais d'organisation du concours de caporal.

En effet, par délibération D/20-06/13 du 16 juin 2020, le SDMIS a confié au CDG69 l'organisation des concours externes d'accès au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels – session 2021, incluant le versement d'une avance forfaitaire de 0,41 millions d'€.

Les autres postes de dépenses de cette rubrique sont les frais de nettoyage des locaux, à hauteur de 1,29 millions d'€ ainsi que les frais postaux et de télécommunications, à hauteur de 0,56 millions d'€, auxquels s'ajoutent les frais d'honoraires, de communication et autres frais divers.

- *Les impôts, taxes, versements assimilés*

Il s'agit des coûts de cartes grises des véhicules, des taxes et redevances pour 45 000 €.



b) Les charges de personnel et frais assimilés

Chapitre 012

Avec une réalisation à hauteur de 110,48 millions d'€ contre 107,66 millions d'€ en 2020, ce chapitre globalisé a augmenté de 2,82 millions d'€ soit près de 2,6 %.

Ce chapitre comprend la masse salariale du SDMIS pour 95,34 millions d'€, le budget alloué aux sapeurs-pompiers volontaires pour 12,35 millions d'€ et les frais divers de personnels pour 2,79 millions d'€ (chèques déjeuner, assurance du personnel, médecine du travail...).

La masse salariale, d'un montant total de 95,34 millions d'€, est constituée des rémunérations du personnel titulaire pour 93,94 millions d'€ et des rémunérations du personnel non titulaire pour 1,4 millions d'€. Elle est en augmentation de 0,88 % entre 2020 et 2021.

La rémunération des personnels titulaires, soit 93,94 millions d'€, comprend :

- les rémunérations principales pour 40 millions d'€,
- les régimes indemnitaires pour 30,27 millions d'€,
- les charges et cotisations pour 23,67 millions d'€.

➤ ***Le volontariat :***

Les dépenses relatives aux sapeurs-pompiers volontaires s'établissent à 12,35 millions d'€ contre 10,42 millions d'€ en 2020 soit une augmentation de 18,46%, qui s'explique en large part par l'investissement massif des sapeurs-pompiers volontaires dans les dispositifs de lutte contre le COVID 19, et par une forte reprise des activités de formation qui n'avaient pu se réaliser en 2020.

Les dépenses relatives au volontariat comprennent principalement l'indemnisation des sapeurs-pompiers volontaires, à hauteur de 11,12 millions d'€ en 2021 contre 9,24 millions d'€ en 2020, et les allocations de fin de service des sapeurs-pompiers volontaires, regroupant plusieurs dispositifs, à hauteur de 1,22 millions d'€.

➤ ***Les frais divers de personnel :***

Les frais divers de personnel s'élèvent à 2,79 millions d'€ contre 2,73 millions d'€ en 2020.

Cette rubrique concerne principalement le coût des chèques-déjeuner, s'élevant à 1,84 millions d'€, auquel s'ajoute la somme restante, soit 0,95 millions d'€, répartis entre :

- la prime annuelle de l'assurance du personnel et le versement de capitaux décès, (0,54 millions d'€),
- la médecine du travail et les frais médicaux (0,25 millions d'€),
- le remboursement dû à la métropole de Lyon pour les personnels mis à la disposition du SDMIS depuis la départementalisation et dans le cadre des conventions de mutualisation passées (0,12 millions d'€),
- l'indemnisation des formateurs de jeunes sapeurs-pompiers extérieurs au service (0,04 millions d'€).

c) Les dépenses diverses :

Chapitre 65 / chapitre 67

Les dépenses diverses regroupent les dépenses du chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » et du chapitre 67 « Charges exceptionnelles », dont le montant total sur

l'exercice 2021 s'est élevé à 2,95 millions d'€ contre 2,63 millions d'€ en 2020, soit une hausse d'environ 12 %.

Les charges de gestion courantes se sont élevées à 2,66 millions d'€ et permettent notamment le paiement :

- des subventions versées aux associations et syndicats, pour un montant total de 1,90 millions d'€, dont 1,77 millions d'€ au CASC (Comité d'animation sociale et culturelle).
- des contributions d'adhésion à différents établissements, comme l'EPARI (Établissement public pour les autoroutes rhodaniennes de l'information), l'INPT (Infrastructures nationales partageables des transmissions) et REZPOLE (plateforme régionale d'échanges internet), à hauteur de 0,53 millions d'€.
- des logiciels accessibles à distance via internet et non stockés sur les serveurs informatiques du SDMIS, pour la somme de 0,18 millions d'€.

Les dépenses relatives aux charges exceptionnelles, d'un montant de 0,29 millions d'€, ont couvert l'exécution de décisions de justice.

d) Les charges financières :

Chapitre 66

Les charges financières, constituées de la part non indexée du bail emphytéotique administratif à hauteur de 1,29 millions d'€ et des intérêts de la dette du SDMIS pour 0,94 millions d'€, se sont élevées à 2,23 millions d'€ en 2021 contre 2,26 millions d'€ en 2020.

Les charges financières restent maîtrisées du fait de la diminution du taux moyen d'intérêt pondéré de la dette du SDMIS.

e) Dotations aux provisions :

Chapitre 68

Conformément à la délibération D/21-10/03 du 22 octobre 2021 portant « Provision pour risques et charges – exercice 2021 », une provision de 700 000 € a été conservée, donnant lieu à dépense équilibrée par une recette de même montant en section de fonctionnement.

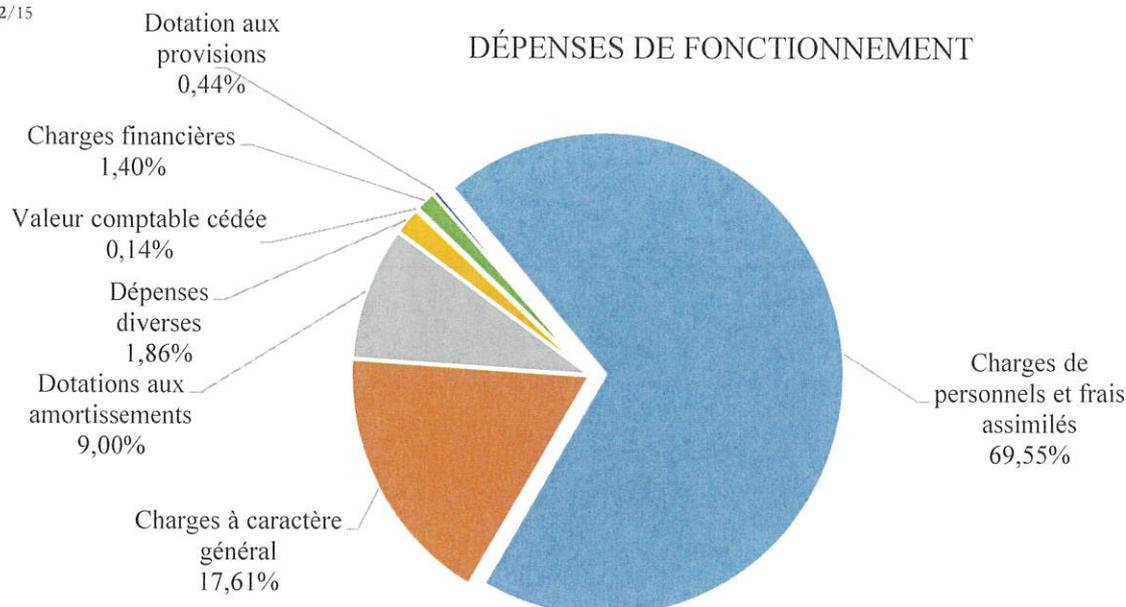
f) Les opérations d'ordre :

Chapitre 042

Ce chapitre retrace les dotations aux amortissements ainsi que les écritures comptables découlant des immobilisations cédées.

Les dotations aux amortissements pour l'exercice 2021 se sont élevées à 14,29 millions d'€, contre 13,71 millions d'€ en 2020, soit une hausse de 4,3 % s'expliquant par l'évolution du montant et de la nature des investissements réalisés ces dernières années.

Les sorties du patrimoine engendrent une dépense d'ordre qui s'équilibre en recette d'investissement à hauteur de 0,22 millions d'€, correspondant aux valeurs nettes comptables ainsi qu'aux plus-values enregistrées.



4- LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

Les titres émis en section de fonctionnement représentent un montant total de 160,94 millions d'€, contre 154,53 millions d'€ en 2020, en hausse de 6,41 millions d'€, soit + 4,1 %.

Les remboursements perçus pour l'engagement du SDMIS dans les différents dispositifs de lutte contre le COVID 19, pour un montant de près de 4 millions d'€ explique en large part cette augmentation, complétés par la hausse des contributions des collectivités territoriales de 1,6 millions d'€ et les écritures de provision précédemment évoquées pour 0,7 millions d'€.

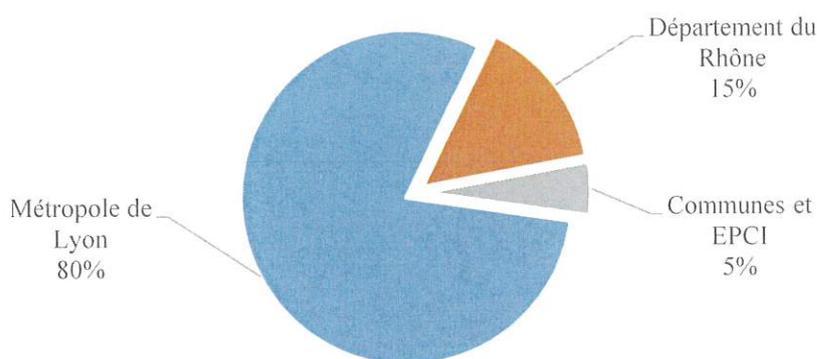
a) Les contributions des collectivités territoriales :

L'ensemble des contributions s'est élevé à 148,37 millions d'€, en application des dispositions prévues par les avenants aux conventions C2017-032 et C2017-103 relatives aux contributions financières de la métropole de Lyon et du département du Rhône au budget du SDMIS pour les années 2018 à 2020 ainsi que par la délibération approuvée lors de notre séance du 16 décembre 2020 concernant la fixation des contributions des collectivités territoriales au budget principal du SDMIS pour l'exercice 2021.

Les contributions se décomposent comme suit :

- 118,70 millions d'€ pour la métropole de Lyon,
- 22 millions d'€ pour le département du Rhône,
- 7,67 millions d'€ pour les communes et EPCI du département du Rhône, se répartissant entre :
 - o 5,37 millions d'€ pour 148 communes du département du Rhône contributrices directes,
 - o 2,30 millions d'€ pour les trois EPCI exerçant la compétence facultative « participation financière à la lutte contre l'incendie et le secours » : Vienne Condrieu Agglomération, la communauté d'agglomération Villefranche Beaujolais Saône et la communauté d'agglomération de l'ouest rhodanien, pour un total de 60 communes.

CONTRIBUTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**Les recettes liées aux ressources humaines :**

Les recettes liées aux ressources humaines se sont élevées à 2,75 millions d'€.

Elles sont composées très largement du remboursement de la quote-part salariale des chèques-déjeuner, pour un montant de 0,91 millions d'€

Elles sont complétées de 0,68 millions d'€ versés par le département du Rhône et la métropole de Lyon en application des conventions de mutualisation prévoyant le remboursement de 14 agents recrutés par le SDMIS et affectés au groupement logistique pour la maintenance mutualisée des véhicules.

Le SDMIS a également perçu 0,58 millions d'€ des différents organismes employant des personnels mis à disposition.

À cela s'ajoutent 0,24 millions d'€ perçu du fonds de compensation du SFT et 0,34 millions d'€ d'indemnités assurantielles et recettes perçues en application de décisions de justice.

a) Les interventions et prestations payantes :

Le produit des interventions et prestations payantes du SDMIS s'est élevé à 1,35 millions d'€ en 2021 contre 1,25 millions d'€ en 2020, la crise sanitaire ayant engendré une diminution de ce type de recettes en 2020.

Les principales recettes sont les suivantes :

- 260 000 € pour les transports par carence,
- 200 000 € pour les jurys,
- 150 000 € pour les secours sur autoroutes,
- 88 000 € pour les colonnes de renfort,
- 82 000 € pour les recrutements de SPP sur les listes d'aptitude établies par le SDMIS,
- 80 000 € pour les interventions sur ascenseurs,
- 64 000 € pour les interventions en dehors du département du Rhône et de la métropole de Lyon.

Elles sont complétées par différents remboursements effectués par des tiers, dont le détail figure en annexe au présent rapport.

b) Remboursements perçus dans le cadre de la participation du SDMIS dans les dispositifs de lutte contre le COVID 19 :

Les remboursements perçus dans le cadre des dispositifs conventionnels conclus avec l'ARS d'une part et le Ministère de l'intérieur d'autre part se sont élevés à 4,02 millions d'€.

Ainsi, les dépenses engagées pour les opérations de prélèvement à l'aéroport international Lyon Saint-Exupéry et pour la vaccination de la population aux centres de vaccination Groupama Stadium et de l'agglomération de Villefranche-sur-Saône ont été couvertes par ces recettes.

c) Recettes diverses :

Les recettes diverses, d'un montant global de 1,21 millions d'€, regroupent les autres produits de gestion courante (*chapitre 75*) et les produits exceptionnels (*chapitre 77*), complétés par une part du FCTVA perçue sur les dépenses de fonctionnement éligibles, pour près de 80 000 €, et par une recette de 83 000 €, qui s'inscrit dans le cadre du projet européen PRAETORIAN coordonné par EDF.

Les autres produits de gestion courante recouvrent le remboursement forfaitaire de la maintenance des véhicules du parc du département du Rhône et de la métropole de Lyon pour près de 1 million d'€, et les produits exceptionnels, s'élevant à 0,19 millions d'€, se composent des remboursements des dommages causés par des tiers à nos biens ainsi que des recettes générées par les cessions à titre onéreux.

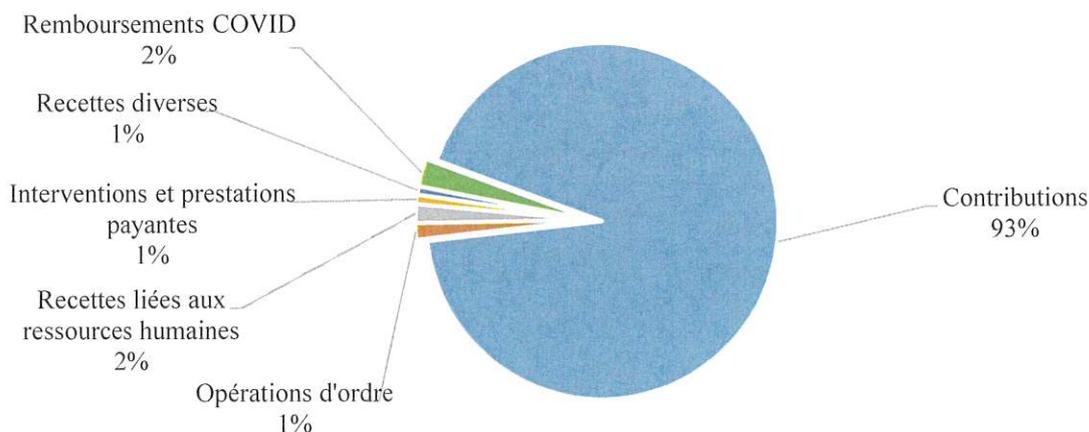
d) Reprises sur provisions

Conformément à la délibération D/21-10/03 du 22 octobre 2021 portant « Provision pour risques et charges – exercice 2021 », une provision de 700 000 € a été conservée, donnant lieu à dépense équilibrée par une recette de même montant en section de fonctionnement.

e) Opérations d'ordre :

Les opérations d'ordre de transfert entre sections s'élèvent à 2,40 millions d'€, composés de l'amortissement réglementaire des subventions transférées au compte de résultat pour 0,82 millions d'€, des moins-values sur cessions d'immobilisations pour 0,13 millions d'€ et de la neutralisation des amortissements à hauteur de 1,45 millions d'€.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



Tels sont, mesdames et messieurs, les éléments d'analyse que j'ai souhaités vous livrer sur la gestion budgétaire de notre établissement pour l'exercice 2021. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



SERVICE DEPARTEMENTAL - METROPOLITAIN D'INCENDIE ET DE SECOURS

COMPTE ADMINISTRATIF

EXERCICE 2021

RECAPITULATION

| | | DEPENSES | | RECETTES | | Résultat |
|----------------------|--------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|--------------------------|
| | | Crédits ouverts | Réalisé | Crédits ouverts | Réalisé | |
| INVESTISSEMENT | Mouvements réels | 36 266 562,16 | 28 686 015,35 | 22 326 572,32 | 18 030 907,83 | Résultat 1 457 396,44 |
| | Mouvements d'ordre | 2 519 500,00 | 2 592 650,48 | 16 459 489,84 | 14 705 154,44 | |
| | | 38 786 062,16 | 31 278 665,83 | 38 786 062,16 | 32 736 062,27 | |
| FONCTIONNEMENT | Mouvements réels | 149 092 300,00 | 144 332 095,10 | 163 032 289,84 | 158 537 950,43 | Résultat 2 093 351,37 |
| | Mouvements d'ordre | 16 259 489,84 | 14 511 914,97 | 2 319 500,00 | 2 399 411,01 | |
| | | 165 351 789,84 | 158 844 010,07 | 165 351 789,84 | 160 937 361,44 | |
| TOTAL DES 2 SECTIONS | | 204 137 852,00 | 190 122 675,90 | 204 137 852,00 | 193 673 423,71 | 3 550 747,81 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total des crédits 2021 | Réalisé 2021 | % Réalisé |
|-------------|---|----------------------|------------------------|----------------------|---------------|
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 3 120 000,00 | 3 120 000,00 | 3 119 313,64 | 99,98% |
| 164 | Emprunts auprès des établissements financiers | 3 120 000,00 | 3 120 000,00 | 3 119 313,64 | 99,98% |
| 1641 | Emprunts en euros | 3 120 000,00 | 3 120 000,00 | 3 119 313,64 | 99,98% |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 3 825 000,00 | 4 942 410,92 | 3 173 613,28 | 64,21% |
| 203 | Frais d'études, de recherche et de développement | 100 000,00 | 167 710,75 | 58 642,13 | 34,97% |
| 2031 | Frais d'études | 70 000,00 | 116 230,75 | 23 758,13 | 20,44% |
| 2033 | Frais d'insertion (marchés d'investissement) | 30 000,00 | 51 480,00 | 34 884,00 | 67,76% |
| 205 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires | 3 725 000,00 | 4 774 700,17 | 3 114 971,15 | 65,24% |
| 2051 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés | 3 725 000,00 | 4 774 700,17 | 3 114 971,15 | 65,24% |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 15 952 800,00 | 18 498 878,51 | 13 898 552,14 | 75,13% |
| 211 | Terrains | 30 000,00 | 2 500,00 | 1 222,38 | 48,90% |
| 2111 | Terrains nus (terrains et frais de notaire) | 30 000,00 | 2 500,00 | 1 222,38 | 48,90% |
| 213 | Constructions | 2 180 000,00 | 4 757 983,30 | 2 726 928,92 | 57,31% |
| 2131 | Bâtiments publics | - | 2 500,00 | 2 441,99 | 97,68% |
| 21312 | Centres d'incendie et de secours (frais de notaire) | | 2 500,00 | 2 441,99 | 97,68% |
| 2135 | Installations générales, agencements, aménagements des constructions | 2 180 000,00 | 4 755 483,30 | 2 724 486,93 | 57,29% |
| 21351 | Bâtiments publics - travaux sur sites en pleine propriété | 2 000 000,00 | 4 313 883,30 | 2 286 618,10 | 53,01% |
| 21351 | Bâtiments publics - contrôle d'accès | 180 000,00 | 441 600,00 | 437 868,83 | 99,16% |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | | - | - | |
| 215 | Installations, matériel et outillage techniques | 11 662 800,00 | 11 846 491,39 | 9 971 196,38 | 84,17% |
| 2153 | Réseaux divers | 310 000,00 | 483 200,65 | 346 056,95 | 71,62% |
| 21531 | Réseaux de transmission - radio | 160 000,00 | 240 101,54 | 190 442,09 | 79,32% |
| 21531 | Réseaux de transmission - travaux sur sites en pleine propriété | 80 000,00 | 145 470,71 | 94 366,86 | 64,87% |
| 21538 | Autres réseaux - téléphonie | 70 000,00 | 97 628,40 | 61 248,00 | 62,74% |
| 2156 | Matériel d'incendie et de secours | 10 732 800,00 | 10 709 772,23 | 9 104 556,98 | 85,01% |
| | <i>Total article 21561 - Véhicules d'intervention</i> | <i>6 552 800,00</i> | <i>5 567 184,80</i> | <i>5 497 032,78</i> | <i>98,74%</i> |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - équipements ponctuels | 210 000,00 | 145 184,80 | 98 923,56 | 68,14% |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2018 | 781 000,00 | 781 000,00 | 780 539,05 | 99,94% |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2019 | 875 000,00 | 1 086 800,00 | 1 086 771,75 | 100,00% |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - MEA - Programme 2019 | 1 087 800,00 | 1 087 800,00 | 1 087 772,80 | 100,00% |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2020 | 1 856 000,00 | 1 560 000,00 | 1 559 496,75 | 99,97% |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2021 | 1 743 000,00 | 906 400,00 | 883 528,87 | 97,48% |
| | <i>Total article 21562 - Matériel d'intervention</i> | <i>4 180 000,00</i> | <i>5 142 587,43</i> | <i>3 607 524,20</i> | <i>70,15%</i> |
| 21562 | Matériel d'extinction | 200 000,00 | 473 456,90 | 220 868,92 | 46,65% |
| 21562 | Matériel secours d'urgence aux personnes | 415 000,00 | 948 089,38 | 498 337,95 | 52,56% |
| 21562 | Matériel oxygène et air | 300 000,00 | 708 670,89 | 610 987,76 | 86,22% |
| 21562 | Matériel spécialités | 350 000,00 | 506 483,16 | 396 434,58 | 78,27% |
| 21562 | Matériel d'incendie et de secours - EPI | 2 400 000,00 | 1 857 626,49 | 1 407 300,81 | 75,76% |
| 21562 | Matériel hors spécialités - tronc commun | 350 000,00 | 431 309,85 | 370 914,45 | 86,00% |
| 21562 | Matériel pour service de santé et de secours médical (défibrillateurs...) | 165 000,00 | 216 950,76 | 102 679,73 | 47,33% |
| 2157 | Matériel et outillage technique | 620 000,00 | 653 518,51 | 520 582,45 | 79,66% |
| 21571 | Ateliers | 115 000,00 | 77 214,80 | 75 466,67 | 97,74% |
| 21578 | Matériel et outillage - bâtiments | 55 000,00 | 50 541,84 | 44 461,70 | 87,97% |
| 21578 | Matériel et outillage - logistique | 315 000,00 | 414 761,87 | 289 678,49 | 69,84% |
| 21578 | Matériel et outillage - activités sportives | 100 000,00 | 100 000,00 | 99 997,55 | 100,00% |
| 21578 | Matériel et outillage - matériel d'aptitude médicale | 25 000,00 | 11 000,00 | 10 978,04 | 99,80% |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total des crédits 2021 | Réalisé 2021 | % Réalisé |
|-------------|---|---------------------|------------------------|---------------------|---------------|
| 21578 | Matériel et outillage - matériel de formation médicale | 10 000,00 | - | | |
| 217 | Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition | 280 000,00 | 350 709,49 | 305 572,57 | 87,13% |
| 2173 | Constructions | 270 000,00 | 322 709,49 | 294 081,98 | 91,13% |
| 21735 | Installations générales, agencements, aménagements des constructions - travaux sur bâtiments mis à disposition | 250 000,00 | 254 709,49 | 226 139,04 | 88,78% |
| 21735 | Installations générales, agencements, aménagements des constructions - travaux sur bâtiments mis à disposition (contrôle d'accès) | 20 000,00 | 68 000,00 | 67 942,94 | 99,92% |
| 2175 | Installations, matériel et outillage techniques | 10 000,00 | 28 000,00 | 11 490,59 | 41,04% |
| 217531 | Réseaux de transmission - travaux sur bâtiments mis à disposition | 10 000,00 | 28 000,00 | 11 490,59 | 41,04% |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 1 800 000,00 | 1 541 194,33 | 893 631,89 | 57,98% |
| 2181 | Installations générales, agencements et aménagements divers | 50 000,00 | 2 168,00 | | 0,00% |
| 2183 | Matériel informatique | 1 390 000,00 | 1 252 003,40 | 645 219,88 | 51,53% |
| 2185 | Matériel de bureau et mobilier | 360 000,00 | 287 022,93 | 248 412,01 | 86,55% |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 3 222 200,00 | 3 772 272,73 | 2 570 852,79 | 68,15% |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 2 309 500,00 | 1 380 272,73 | 701 952,79 | 50,86% |
| 2313 | Constructions | | | | |
| | CONSTRUCTIONS | 2 200 000,00 | 1 157 000,00 | 620 922,76 | 53,67% |
| 23131 | Bâtiments publics | | | | |
| 231312 | <i>Centres d'incendie et de secours :</i> | | | | |
| 231312 | AP 2011 - Saint Georges de Reneins /Belleville - Opération clôturée / Intégration dans nouvelle AP 2021 | 10 000,00 | - | | |
| 231312 | AP 2011 - Rillieux-la-Pape | 9 000,00 | 9 000,00 | | 0,00% |
| 231312 | AP 2013 - Blacé /Salles Arbusonnas / Denicé / Montmelas / Cogny / Le Perréon / Vaux-en-Beaujolais | 23 000,00 | 35 000,00 | 9 929,27 | 28,37% |
| 231312 | AP 2013 - Beaujeu / Quincié / Marchamp | 35 000,00 | 5 000,00 | 768,00 | 15,36% |
| 231312 | AP 2014 - Eveux / L'Arbresle / Sain Bel-Savigny / Sourcieux les Mines / Lentilly | 25 000,00 | 25 000,00 | 3 802,43 | 15,21% |
| 231312 | AP 2014 - Chazay d'Azergues / Lozanne / Civrieux / Morancé / Charnay-Alix | 20 000,00 | 20 000,00 | 448,38 | 2,24% |
| 231312 | AP 2014 - St Symphorien d'Ozon / Sérézin du Rhône | 47 000,00 | 77 000,00 | 47 742,34 | 62,00% |
| 231312 | AP 2014 - Ste Colombe | 6 000,00 | 6 000,00 | | 0,00% |
| 231312 | AP 2014 - Montrottier | 70 000,00 | 40 000,00 | 26 433,30 | 66,08% |
| 231312 | AP 2014 - St Laurent d'Oingt / Bois d'Oingt / St Vérand | 80 000,00 | 40 000,00 | 9 731,06 | 24,33% |
| 231312 | AP 2014 - St Germain Nuelles / Bully - Opération clôturée / Intégration dans nouvelle AP 2021 | 10 000,00 | - | | |
| 231312 | AP 2015 - Couzon au Mont d'or | 40 000,00 | 20 000,00 | 7 667,97 | 38,34% |
| 231312 | AP 2015 - Bessenay (Extension) | 10 000,00 | 10 000,00 | | 0,00% |
| 231312 | AP 2015 - Quincieux (Extension) - Opération clôturée / Intégration dans nouvelle AP 2021 | 190 000,00 | 10 000,00 | 600,00 | 6,00% |
| 231312 | AP 2015 - Emeringes / Juliéna (Extension) | 35 000,00 | 35 000,00 | 9 995,84 | 28,56% |
| 231312 | AP 2018 - Villié-Morgon - Opération clôturée / Intégration dans nouvelle AP 2021 | 400 000,00 | 5 000,00 | 4 358,76 | 87,18% |
| 231312 | AP 2018 - Millery - Opération clôturée / Intégration dans nouvelle AP 2021 | 10 000,00 | - | | |
| 231312 | AP 2018 - Saint-Vincent-de-Reins -Opération clôturée / Intégration dans nouvelle AP 2021 | 230 000,00 | - | | |
| 231312 | AP 2018 - Tarare - Opération clôturée / Intégration dans nouvelle AP 2021 | 950 000,00 | 75 000,00 | 72 155,29 | 96,21% |
| 231312 | AP 2021 - Villié-Morgon | | 395 000,00 | 328 473,01 | 83,16% |
| 231312 | AP 2021 - Tarare | | 50 000,00 | 41 719,45 | 83,44% |
| 231312 | AP 2021 - Saint Vincent de Reins | | 230 000,00 | 57 097,66 | 24,83% |
| 231312 | AP 2021 - Belleville en Beaujolais | | 10 000,00 | | 0,00% |
| 231312 | AP 2021 - Millery | | 5 000,00 | | 0,00% |
| 231312 | AP 2021 - Saint Germain Nuelles / Bully / Sarcey | | 5 000,00 | | 0,00% |
| 231312 | AP 2021 - Ecole de St Priest - Bâtiment de simulation | | 50 000,00 | | 0,00% |
| | RENOVATIONS | 109 500,00 | 209 500,00 | 71 853,65 | 34,30% |
| 23135 | Installations générales, agencements et aménagements divers | | | | |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total des crédits 2021 | Réalisé 2021 | % Réalisé |
|-------------|--|---------------------|------------------------|---------------------|----------------|
| 231351 | Bâtiments publics : | | | | |
| 231351 | AP 2014 - Pierre-Bénite (Restructuration) | 86 000,00 | 26 000,00 | 7 124,20 | 27,40% |
| 231351 | AP 2015 - Genay/Neuville sur Saône (Extension) | 3 500,00 | 8 500,00 | 474,82 | 5,59% |
| 231351 | AP 2018 - Fontaines-sur-Saône - Opération clôturée / Intégration dans nouvelle AP 2021 | 20 000,00 | 10 000,00 | 6 656,11 | 66,56% |
| 231351 | AP 2021- Quincieux | | 30 000,00 | 11 428,82 | 38,10% |
| 231351 | AP 2021- Fontaines-sur-Saône | | 5 000,00 | 83,72 | 1,67% |
| 231351 | AP 2021 -Villeurbanne la Doua | | 130 000,00 | 46 085,98 | 35,45% |
| 231351 | Travaux pluriannuels sur bâtiments en pleine propriété | | 13 772,73 | 9 176,38 | 66,63% |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles | 912 700,00 | 2 392 000,00 | 1 868 900,00 | 78,13% |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 19 MEA | 507 000,00 | 660 000,00 | 660 000,00 | 100,00% |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 20 Véhicules | 88 000,00 | 106 000,00 | 106 000,00 | 100,00% |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 21 Véhicules | 317 700,00 | 1 626 000,00 | 1 102 900,00 | 67,83% |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 5 983 000,00 | 5 933 000,00 | 5 923 683,50 | 99,84% |
| 2764 | Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé - investissements réalisés dans le cadre du BEA L2 | 5 983 000,00 | 5 933 000,00 | 5 923 683,50 | 99,84% |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 2 319 500,00 | 2 319 500,00 | 2 399 411,01 | 103,45% |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 819 500,00 | 819 500,00 | 819 277,64 | 99,97% |
| 139 | Subventions d'investissement transférées au compte de résultat | 819 500,00 | 819 500,00 | 819 277,64 | 99,97% |
| 1391 | Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables | 816 200,00 | 816 200,00 | 816 034,98 | 99,98% |
| 13911 | Subventions d'investissement - Etat | 4 100,00 | 4 100,00 | 4 064,42 | 99,13% |
| 13913 | Subventions d'investissement - Département | 693 900,00 | 693 900,00 | 693 845,58 | 99,99% |
| 13914 | Subventions d'investissement - Communes | 100 200,00 | 100 200,00 | 100 124,98 | 99,93% |
| 13918 | Subventions d'investissement - Autres | 18 000,00 | 18 000,00 | 18 000,00 | 100,00% |
| 1393 | Fonds affectés à l'équipement | 3 300,00 | 3 300,00 | 3 242,66 | 98,26% |
| 13931 | Subventions d'investissement - FAI | 3 300,00 | 3 300,00 | 3 242,66 | 98,26% |
| 19 | DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 | 1 580 133,37 | 105,34% |
| 192 | Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations | | - | 127 851,37 | |
| 198 | Neutralisation des amortissements | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 | 1 452 282,00 | 96,82% |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (O/O) | 200 000,00 | 200 000,00 | 193 239,47 | 96,62% |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 200 000,00 | 5 500,00 | 1 451,77 | 26,40% |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 200 000,00 | 5 500,00 | 1 451,77 | 26,40% |
| 2044 | Subventions d'équipement en nature | 200 000,00 | 5 500,00 | 1 451,77 | 26,40% |
| 20441 | Subventions d'équipement en nature - biens mobiliers, matériel et études | 200 000,00 | 5 500,00 | 1 451,77 | 26,40% |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | - | 194 500,00 | 191 787,70 | 98,61% |
| 213 | Constructions | - | 127 000,00 | 125 979,74 | 99,20% |
| 2131 | Bâtiments publics | - | 37 000,00 | 36 549,00 | 98,78% |
| 21312 | Centres d'incendie et de secours | | 37 000,00 | 36 549,00 | 98,78% |
| 2135 | Installations générales, agencements | - | 90 000,00 | 89 430,74 | 99,37% |
| 21351 | Bâtiments publics | | 90 000,00 | 89 430,74 | 99,37% |
| 215 | Installations, matériel et outillage techniques | - | 67 500,00 | 65 807,96 | 97,49% |
| 2153 | Réseaux divers | - | 15 000,00 | 14 707,95 | 98,05% |
| 21531 | Réseaux de transmission | | 15 000,00 | 14 707,95 | 98,05% |
| 2156 | Matériel d'incendie et de secours | - | 52 500,00 | 51 100,01 | 97,33% |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours | | 52 500,00 | 51 100,01 | 97,33% |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total des crédits 2021 | Réalisé 2021 | % Réalisé |
|---------|--|----------------------|---------------------------|----------------------|---------------|
| 001 | SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | | - | - | |
| 020 | DEPENSES IMPREVUES | | - | - | |
| | TOTAL | 34 622 500,00 | 38 786 062,16 | 31 278 665,83 | 80,64% |

RECETTES D'INVESTISSEMENT- Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total des crédits 2021 | Réalisé 2021 |
|--------------|---|----------------------|------------------------|----------------------|
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 3 950 000,00 | 3 950 000,00 | 3 989 407,83 |
| 1022 | Fonds globalisés d'investissement | 3 950 000,00 | 3 950 000,00 | 3 989 407,83 |
| 10222 | FCTVA | 3 950 000,00 | 3 950 000,00 | 3 989 407,83 |
| 106 | Reserves | - | - | - |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | | - | |
| 13 | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT | 362 500,00 | 362 500,00 | 341 500,00 |
| 131 | Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables | 362 500,00 | 362 500,00 | 341 500,00 |
| 1314 | Communes | 292 500,00 | 292 500,00 | 271 500,00 |
| 1318 | Autres (OMS) | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 7 752 255,22 | 11 649 117,38 | 13 700 000,00 |
| 164 | Emprunts auprès des établissements financiers | 7 752 255,22 | 11 649 117,38 | 13 700 000,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 7 752 255,22 | 11 649 117,38 | 13 700 000,00 |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | 344 000,00 | 344 000,00 | - |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 14 200 000,00 | 14 300 000,00 | 14 511 914,97 |
| 19 | DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS | - | - | 85 003,37 |
| 192 | Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations | | - | 85 003,37 |
| 21 | CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES | - | - | 133 263,00 |
| 215 | Installations, matériel et outillage techniques | - | - | 133 263,00 |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours | | - | 133 263,00 |
| 28 | AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS | 14 200 000,00 | 14 300 000,00 | 14 293 648,60 |
| 280 | Amortissement des immobilisations incorporelles | - | 2 656 506,00 | 2 656 505,95 |
| 2804 | Subventions d'équipement versées | - | 271 420,00 | 271 419,65 |
| 280413 | Projets d'infrastructures d'intérêts national | | 27 500,00 | 27 500,00 |
| 280441 | Subvention en nature - biens mobiliers, mat. et études | | 243 920,00 | 243 919,65 |
| 2805 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires | - | 2 385 086,00 | 2 385 086,30 |
| 28051 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires | | 2 385 086,00 | 2 385 086,30 |
| 281 | Amortissement des immobilisations corporelles | 14 200 000,00 | 11 643 494,00 | 11 637 142,65 |
| 2813 | Constructions | - | 1 519 018,00 | 1 519 018,00 |
| 28131 | Bâtiments publics | - | 1 208 375,00 | 1 208 375,00 |
| 281311 | Bâtiments administratifs | | 3 170,00 | 3 170,00 |
| 281312 | Centres d'incendie et de secours | | 1 205 205,00 | 1 205 205,00 |
| 28135 | Installations générales, agencements, aménagements des constructions | - | 310 643,00 | 310 643,00 |
| 281351 | Bâtiments publics | | 310 643,00 | |
| 281352 | Bâtiments privés | | - | 310 643,00 |
| 2814 | Constructions sur sol d'autrui | | 28 177,00 | 28 177,00 |
| 2815 | Installations, matériel et outillage techniques | 14 200 000,00 | 8 572 581,00 | 8 566 229,48 |
| 28153 | Réseaux divers | - | 504 295,00 | 504 294,94 |
| 281531 | Réseaux de transmission | | 454 155,00 | 454 154,48 |
| 281538 | Autres réseaux - Téléphonie | | 50 140,00 | 50 140,46 |
| 28156 | Matériel d'incendie et de secours | 14 200 000,00 | 7 556 107,00 | 7 549 755,62 |
| 281561 | Matériel roulant d'incendie et de secours | 14 200 000,00 | 4 631 857,00 | 4 625 505,48 |
| 281562 | Matériel d'incendie et de secours | | 2 924 250,00 | 2 924 250,14 |
| 28157 | Matériel et outillage techniques | - | 512 179,00 | 512 178,92 |
| 281571 | Ateliers | | 62 463,00 | 62 462,58 |

RECETTES D'INVESTISSEMENT- Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total des crédits 2021 | Réalisé 2021 |
|-------------|---|---------|------------------------|---------------------|
| 281578 | Autre matériel et outillage techniques | | 449 716,00 | 449 716,34 |
| 2818 | Amortissement des autres immobilisations corporelles | - | 1 523 718,00 | 1 523 718,17 |
| 28181 | Installations générales, agencements et aménagements divers | | 65,00 | 65,00 |
| 28182 | Matériel de transport | | 25 192,00 | 25 192,04 |
| 28183 | Matériel informatique | | 1 245 234,00 | 1 245 234,44 |
| 28184 | Matériel de bureau et mobilier | | 252 519,00 | 252 518,69 |
| 28188 | Autres immobilisations corporelles | | 708,00 | 708,00 |

| | | | | |
|--------|--|------------|------------|------------|
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 200 000,00 | 200 000,00 | 193 239,47 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | - | - | 11 520,00 |
| 203 | Frais d'études, de recherche et de développement | - | - | 11 520,00 |
| 2031 | Frais d'études | | - | 11 520,00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 200 000,00 | 200 000,00 | 130 619,46 |
| 215 | Installations, matériel et outillage techniques | 200 000,00 | 200 000,00 | 1 451,77 |
| 2156 | Matériel d'incendie et de secours | 200 000,00 | 200 000,00 | 1 451,77 |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - dons | 200 000,00 | 200 000,00 | |
| 21562 | Matériel non mobile d'incendie et de secours - dons | | - | 1 451,77 |
| 217 | Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition | - | - | 129 167,69 |
| 2173 | Constructions | - | 0,00 | 114 459,74 |
| 217312 | Bâtiments publics - centre d'incendie et de secours | | - | 36 549,00 |
| 21735 | Installations générales, agencements, aménagements des constructions | | - | 77 910,74 |
| 2175 | Installations, matériel et outillage techniques | - | - | 14 707,95 |
| 217531 | Réseaux de transmission | | - | 14 707,95 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | - | - | 51 100,01 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles | | | 51 100,01 |

| | | | | |
|--------------|--|----------------------|----------------------|----------------------|
| 001 | SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | 6 020 954,94 | 6 020 954,94 | |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 1 792 789,84 | 1 959 489,84 | |
| TOTAL | | 34 622 500,00 | 38 786 062,16 | 32 736 062,27 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total crédits 2021 (y compris TC/VC) | Réalisé 2021 | % Réalisé |
|---------|---|---------------|---|---------------|-----------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 28 332 500,00 | 29 227 500,00 | 27 976 945,64 | 95,72% |
| 60 | ACHATS ET VARIATION DES STOCKS | 9 652 000,00 | 10 365 100,00 | 9 908 036,07 | 95,59% |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 1 205 000,00 | 1 402 700,00 | 1 357 987,53 | 96,81% |
| 6042 | Achats de prestations de services | 1 205 000,00 | 1 402 700,00 | 1 357 987,53 | 96,81% |
| 6042 | LOGISTIQUE - restauration / déchets / blanchisserie | 990 000,00 | 1 121 000,00 | 1 087 685,67 | 97,03% |
| 6042 | FORMATION - restauration | 200 000,00 | 275 700,00 | 265 188,36 | 96,19% |
| 6042 | RESSOURCES HUMAINES | 15 000,00 | 6 000,00 | 5 113,50 | 85,23% |
| 606 | Achats non stockés de matières et fournitures | 8 447 000,00 | 8 962 400,00 | 8 550 048,54 | 95,40% |
| 6061 | Fournitures non stockables | 2 110 000,00 | 1 928 500,00 | 1 925 635,86 | 99,85% |
| 60611 | Eau | 150 000,00 | 157 000,00 | 155 414,81 | 98,99% |
| 60612 | Electricité | 1 190 000,00 | 998 900,00 | 998 420,87 | 99,95% |
| 60612 | Gaz | 590 000,00 | 589 100,00 | 589 075,19 | 100,00% |
| 60613 | Chauffage urbain | 180 000,00 | 183 500,00 | 182 724,99 | 99,58% |
| 6062 | Fournitures non stockées | 1 665 000,00 | 1 760 800,00 | 1 735 572,95 | 98,57% |
| 60621 | Combustibles gaz propane | 100 000,00 | 127 000,00 | 124 237,99 | 97,83% |
| 60622 | Carburant | 1 300 000,00 | 1 330 000,00 | 1 318 626,61 | 99,14% |
| 60623 | Alimentation - eau, rations ... | 60 000,00 | 99 800,00 | 98 056,82 | 98,25% |
| 60628 | Autres fournitures non stockées = matériaux logistique et huiles et lubrifiants | 205 000,00 | 204 000,00 | 194 651,53 | 95,42% |
| 6063 | Fournitures d'entretien et de petit équipement | 4 170 000,00 | 4 795 100,00 | 4 424 440,97 | 92,27% |
| 60631 | Fournitures et produits d'entretien | 150 000,00 | 228 800,00 | 223 686,63 | 97,77% |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 3 620 000,00 | 4 066 700,00 | 3 745 743,03 | 92,11% |
| 60636 | Habillement (hors tenue de service et d'intervention - TSI et tenues de feu) | 400 000,00 | 499 600,00 | 455 011,31 | 91,08% |
| 6064 | Fournitures administratives | 130 000,00 | 159 400,00 | 154 180,53 | 96,73% |
| 6066 | Produits pharmaceutiques | 199 000,00 | 224 900,00 | 218 770,91 | 97,27% |
| 60661 | Médicaments - pharmacie à usage intérieur (PUI) et vétérinaire | 106 000,00 | 100 600,00 | 96 985,32 | 96,41% |
| 60662 | Vaccins et sérums | 15 000,00 | 15 400,00 | 13 470,09 | 87,47% |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques - hors médicaments | 78 000,00 | 108 900,00 | 108 315,50 | 99,46% |
| 6067 | Produits d'intervention | 146 000,00 | 88 700,00 | 87 055,46 | 98,15% |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 27 000,00 | 5 000,00 | 4 391,86 | 87,84% |
| 61 | SERVICES EXTERIEURS | 15 225 000,00 | 15 333 100,00 | 14 765 030,67 | 96,30% |
| 611 | Contrats de prestations de services | 7 055 000,00 | 6 740 200,00 | 6 560 685,09 | 97,34% |
| 611 | BEA L3 | 4 825 000,00 | 4 808 800,00 | 4 807 663,78 | 99,98% |
| 611 | BATIMENTS - AMO | 11 000,00 | 25 400,00 | 23 574,66 | 92,81% |
| 611 | LOGISTIQUE - AMO | 93 000,00 | 157 200,00 | 149 590,68 | 95,16% |
| 611 | INFORMATIQUE - Prestations assistance et expertise et prestations support | 1 904 000,00 | 1 554 400,00 | 1 453 084,42 | 93,48% |
| 611 | RESSOURCES HUMAINES - aide aux recrutements | 30 000,00 | 33 900,00 | 33 854,40 | 99,87% |
| 611 | MARCHES - AMO | 12 000,00 | 9 500,00 | 8 690,44 | 91,48% |
| 611 | COMMUNICATION | 15 000,00 | 6 000,00 | 3 331,80 | 55,53% |
| 611 | SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL | 5 000,00 | 5 000,00 | 1 440,00 | 28,80% |
| 611 | DIVERS | 160 000,00 | 140 000,00 | 79 454,91 | 56,75% |
| 613 | Locations | 362 000,00 | 468 100,00 | 452 119,75 | 96,59% |
| 6132 | Locations immobilières | 182 000,00 | 248 000,00 | 240 403,66 | 96,94% |
| 6135 | Locations mobilières | 180 000,00 | 220 100,00 | 211 716,09 | 96,19% |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 20 000,00 | 17 500,00 | 16 625,79 | 95,00% |
| 615 | Entretien et réparations | 5 995 500,00 | 6 328 600,00 | 6 061 255,08 | 95,78% |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total crédits 2021 (y compris TC/VC) | Réalisé 2021 | % Réalisé |
|-------------|---|---------------------|---|---------------------|---------------|
| 6152 | Entretien et réparations sur biens immobiliers | 608 500,00 | 892 900,00 | 770 625,03 | 86,31% |
| 61521 | Entretien de terrains | 75 000,00 | 94 000,00 | 93 754,64 | 99,74% |
| 615221 | Entretien de bâtiments | 470 000,00 | 739 500,00 | 636 689,93 | 86,10% |
| 615221 | Contrôles techniques bâtiments | 50 000,00 | 45 300,00 | 37 892,21 | 83,65% |
| 615221 | Réparations vidéo-protection, stations de carburants | 13 500,00 | 13 500,00 | 1 738,80 | 12,88% |
| 615231 | Voiries | | 600,00 | 549,45 | 91,58% |
| 6155 | Entretien et réparations sur biens mobiliers | 2 075 000,00 | 2 252 700,00 | 2 156 663,10 | 95,74% |
| 61551 | Sous-traitance entretien et réparation matériel roulant - MMVD | 1 500 000,00 | 1 611 000,00 | 1 579 123,38 | 98,02% |
| 61551 | Contrôles techniques sur véhicules | 90 000,00 | 93 500,00 | 76 486,15 | 81,80% |
| 61558 | BATIMENTS | 5 000,00 | 3 000,00 | 1 409,84 | 46,99% |
| 61558 | LOGISTIQUE (Contrôle technique sur matériel, entretien et réparation matériel et outillage technique) | 385 000,00 | 398 200,00 | 357 477,69 | 89,77% |
| 61558 | INFORMATIQUE | 75 000,00 | 134 000,00 | 129 391,02 | 96,56% |
| 61558 | SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL | 20 000,00 | 13 000,00 | 12 775,02 | 98,27% |
| 6156 | Maintenance | 3 312 000,00 | 3 183 000,00 | 3 133 966,95 | 98,46% |
| 6156 | BATIMENTS | 454 000,00 | 388 000,00 | 365 820,93 | 94,28% |
| 6156 | LOGISTIQUE | 123 000,00 | 96 300,00 | 95 419,80 | 99,09% |
| 6156 | INFORMATIQUE | 2 662 000,00 | 2 635 400,00 | 2 614 528,79 | 99,21% |
| 6156 | FORMATION | 35 000,00 | 32 300,00 | 32 202,36 | 99,70% |
| 6156 | SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL | 38 000,00 | 31 000,00 | 25 995,07 | 83,86% |
| 616 | Primes d'assurances | 730 000,00 | 756 000,00 | 736 853,98 | 97,47% |
| 6161 | Primes d'assurances - multirisques | 730 000,00 | 756 000,00 | 736 853,98 | 97,47% |
| 6162 | Assurance obligatoire dommage - construction | | - | | |
| 617 | Etudes et recherches | 70 500,00 | 49 500,00 | 43 014,48 | 86,90% |
| 618 | Divers | 992 000,00 | 973 200,00 | 894 476,50 | 91,91% |
| 6182 | Documentation générale et technique | 37 000,00 | 33 050,00 | 32 746,35 | 99,08% |
| 61821 | Documentation générale et technique - abonnements | 28 000,00 | 28 500,00 | 28 235,30 | 99,07% |
| 61828 | Documentation générale et technique | 9 000,00 | 4 550,00 | 4 511,05 | 99,14% |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 880 000,00 | 817 450,00 | 739 822,15 | 90,50% |
| 6184 | Versements à des organismes de formation - CFA | 55 000,00 | 56 300,00 | 55 736,82 | 99,00% |
| 6184 | Versements à des organismes de formation - SPP | 455 000,00 | 437 100,00 | 403 291,31 | 92,27% |
| 6184 | Versements à des organismes de formation - PATS | 100 000,00 | 75 250,00 | 69 895,32 | 92,88% |
| 6184 | Versements à des organismes de formation - SPV | 270 000,00 | 248 800,00 | 210 898,70 | 84,77% |
| 6188 | Autres frais divers | 75 000,00 | 122 700,00 | 121 908,00 | 99,35% |
| 62 | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 3 413 500,00 | 3 446 100,00 | 3 258 948,77 | 94,57% |
| 622 | Rémunération d'intermédiaires et honoraires | 212 500,00 | 229 500,00 | 198 039,96 | 86,29% |
| 6226 | Honoraires (Protection fonctionnelle...) | 199 500,00 | 215 600,00 | 184 961,44 | 85,79% |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 8 000,00 | 8 900,00 | 8 851,06 | 99,45% |
| 6228 | Divers - Prestation "chèque déjeuner" | 5 000,00 | 5 000,00 | 4 227,46 | 84,55% |
| 623 | Publicité, publications, relations publiques | 200 000,00 | 192 000,00 | 134 337,37 | 69,97% |
| 6231 | Annonces et insertions | 30 000,00 | 45 000,00 | 29 916,00 | 66,48% |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 80 000,00 | 68 000,00 | 37 615,02 | 55,32% |
| 6234 | Réceptions | 10 000,00 | 5 000,00 | 1 087,93 | 21,76% |
| 6236 | Catalogues, imprimés et publications | 80 000,00 | 74 000,00 | 65 718,42 | 88,81% |
| 624 | Transport de biens et transports collectifs | 185 000,00 | 142 700,00 | 130 919,13 | 91,74% |
| 6241 | Transports de biens | 25 000,00 | 14 600,00 | 12 773,51 | 87,49% |
| 6247 | Transports collectifs du personnel | 120 000,00 | 97 800,00 | 87 913,22 | 89,89% |
| 6248 | Transports divers | 40 000,00 | 30 300,00 | 30 232,40 | 99,78% |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total crédits 2021 (y compris TC/VC) | Réalisé 2021 | % Réalisé |
|-------------|--|-----------------------|---|-----------------------|---------------|
| 625 | Déplacements et missions | 245 000,00 | 191 000,00 | 179 659,84 | 94,06% |
| 6251 | Voyages, déplacements et missions | 220 000,00 | 157 600,00 | 152 021,81 | 96,46% |
| 6255 | Frais de déménagement | 5 000,00 | 5 000,00 | 4 273,13 | 85,46% |
| 6258 | Divers | 20 000,00 | 28 400,00 | 23 364,90 | 82,27% |
| 626 | Frais postaux et frais de télécommunications | 583 000,00 | 585 000,00 | 555 863,29 | 95,02% |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 100 000,00 | 102 000,00 | 100 099,43 | 98,14% |
| 6262 | Frais de télécommunications | 483 000,00 | 483 000,00 | 455 763,86 | 94,36% |
| 627 | Services bancaires et assimilés | - | 10,00 | 3,77 | 37,70% |
| 628 | Divers | 1 988 000,00 | 2 105 890,00 | 2 060 125,41 | 97,83% |
| 6282 | Frais de gardiennage | 5 000,00 | 9 000,00 | 8 576,04 | 95,29% |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 1 304 500,00 | 1 298 700,00 | 1 289 639,61 | 99,30% |
| 6287 | Remboursement de frais | 668 500,00 | 788 200,00 | 760 561,76 | 96,49% |
| 6288 | Autres | 10 000,00 | 9 990,00 | 1 348,00 | 13,49% |
| 63 | IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 42 000,00 | 83 200,00 | 44 930,13 | 54,00% |
| 635 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts) | 35 000,00 | 78 000,00 | 41 147,03 | 52,75% |
| 6351 | Impôts directs | - | - | - | - |
| 63512 | Taxes foncières | - | - | - | - |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 35 000,00 | 78 000,00 | 41 147,03 | 52,75% |
| 637 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes) - REOM | 7 000,00 | 5 200,00 | 3 783,10 | 72,75% |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 111 138 900,00 | 113 638 900,00 | 110 475 705,36 | 97,22% |
| 62 | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 145 000,00 | 158 400,00 | 128 570,13 | 81,17% |
| 621 | Personnel extérieur au service | 145 000,00 | 158 400,00 | 128 570,13 | 81,17% |
| 6218 | Autre personnel extérieur - remboursement personnel ex-COURLY - Métropole | 90 000,00 | 103 400,00 | 103 360,00 | 99,96% |
| 6218 | Autre personnel extérieur (MAD RESCUE) | 10 000,00 | 11 000,00 | 10 977,75 | 99,80% |
| 6218 | Autre personnel extérieur - gratification de stage | 30 000,00 | 30 000,00 | 8 341,38 | 27,80% |
| 6218 | Autre personnel extérieur - convention avec Chambre d'Agriculture | 15 000,00 | 14 000,00 | 5 891,00 | 42,08% |
| 63 | IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 680 000,00 | 683 000,00 | 645 844,67 | 94,56% |
| 633 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) | 680 000,00 | 683 000,00 | 645 844,67 | 94,56% |
| 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale | 680 000,00 | 683 000,00 | 645 844,67 | 94,56% |
| 64 | CHARGES DE PERSONNEL | 110 313 900,00 | 112 797 500,00 | 109 701 290,56 | 97,26% |
| 641 | Rémunérations du personnel | 82 622 700,00 | 84 847 700,00 | 82 327 039,91 | 97,03% |
| 6411 | Personnel titulaire | 71 264 100,00 | 70 780 800,00 | 70 285 892,64 | 99,30% |
| 64111 | Rémunération principale | 40 635 000,00 | 40 217 000,00 | 39 999 045,34 | 99,46% |
| 64112 | Indemnité de résidence | 419 000,00 | 419 000,00 | 406 434,43 | 97,00% |
| 64112 | Supplément familial de traitement | 960 000,00 | 960 000,00 | 918 319,34 | 95,66% |
| 64113 | NBI | 640 000,00 | 646 000,00 | 635 171,26 | 98,32% |
| 64118 | Autres indemnités | 27 699 400,00 | 27 546 900,00 | 27 335 954,77 | 99,23% |
| 64118 | Autres indemnités - formations | 910 700,00 | 991 900,00 | 990 967,50 | 99,91% |
| 6413 | Personnel non titulaire | 468 600,00 | 945 300,00 | 883 858,60 | 93,50% |
| 64131 | Personnel non titulaire - rémunération principale | 460 000,00 | 689 700,00 | 657 575,84 | 95,34% |
| 64131 | Personnel non titulaire - rémunérations - Indemnité de résidence | 4 600,00 | 5 100,00 | 4 755,33 | 93,24% |
| 64131 | Personnel non titulaire - rémunérations - SFT | 4 000,00 | 3 500,00 | 2 030,35 | 58,01% |
| 64131 | Personnel non titulaire - rémunérations - Autres indemnités | | 247 000,00 | 219 497,08 | 88,87% |
| 6414 | Personnel rémunéré à la vacation | 10 890 000,00 | 13 121 600,00 | 11 157 288,67 | 85,03% |
| 64141 | Indemnités versées aux sapeurs-pompiers volontaires | 10 830 000,00 | 13 080 000,00 | 11 117 849,85 | 85,00% |
| 64148 | Autres vacations - formateurs | 60 000,00 | 41 600,00 | 39 438,82 | 94,80% |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total crédits 2021 (y compris TC/VC) | Réalisé 2021 | % Réalisé |
|-------------|--|----------------------|---|----------------------|----------------|
| 645 | Charges sociales et de prévoyance | 23 788 700,00 | 23 915 700,00 | 23 511 628,00 | 98,31% |
| 6451 | Cotisations à l'URSSAF | 6 740 000,00 | 6 623 000,00 | 6 445 940,18 | 97,33% |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | 15 218 000,00 | 15 458 000,00 | 15 369 011,80 | 99,42% |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 350 000,00 | 350 000,00 | 340 759,00 | 97,36% |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux - mutuelle part patronale | 501 200,00 | 505 200,00 | 494 089,48 | 97,80% |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux - contribution transport | 798 000,00 | 798 000,00 | 754 130,99 | 94,50% |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux - Prestation de fidélisation et de reconnaissance des SPV | 120 000,00 | 120 000,00 | 107 696,55 | 89,75% |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux - Compte engagement citoyen | 61 500,00 | 61 500,00 | | 0,00% |
| 646 | Allocation de vétéran | 1 200 000,00 | 1 200 000,00 | 1 113 814,65 | 92,82% |
| 647 | Autres charges sociales | 652 500,00 | 784 100,00 | 706 762,18 | 90,14% |
| 6471 | Prestations versées pour le compte du FNAL | 223 000,00 | 223 000,00 | 204 008,70 | 91,48% |
| 6472 | Prestations familiales directes | 45 000,00 | 45 000,00 | 24 119,70 | 53,60% |
| 6472 | Prestations familiales directes - prestations enfants | 66 000,00 | 76 000,00 | 67 744,54 | 89,14% |
| 6473 | Allocations de chômage | 28 500,00 | 163 500,00 | 160 584,99 | 98,22% |
| 6475 | Médecine du travail - frais médicaux externes | 240 000,00 | 240 000,00 | 239 801,37 | 99,92% |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie - accident du travail | 50 000,00 | 36 600,00 | 10 502,88 | 28,70% |
| 648 | Autres charges de personnel | 2 050 000,00 | 2 050 000,00 | 2 042 045,82 | 99,61% |
| 6484 | Congé pour risque opérationnel | 50 000,00 | - | | |
| 6488 | Autres charges - valeur nominale "chèque déjeuner", ... | 2 000 000,00 | 2 050 000,00 | 2 042 045,82 | 99,61% |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 2 646 500,00 | 2 718 200,00 | 2 658 366,18 | 97,80% |
| 651 | Redevances pr concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires | 177 000,00 | 237 000,00 | 184 389,04 | 77,80% |
| 6512 | Droits d'utilisation - Informatique en nuage | 177 000,00 | 237 000,00 | 184 389,04 | 77,80% |
| 653 | Indemnités et frais de mission et de formation des élus du SDMIS | 40 000,00 | 46 990,00 | 43 577,97 | 92,74% |
| 6531 | Indemnités des élus | 35 000,00 | 41 990,00 | 40 679,71 | 96,88% |
| 6534 | Cotisations de sécurité sociale - part patronale | 5 000,00 | 5 000,00 | 2 898,26 | 57,97% |
| 654 | Pertes sur créances irrécouvrables | - | 3 000,00 | 2 880,60 | 96,02% |
| 6541 | Créances admises en non valeur | | 3 000,00 | 2 880,60 | 96,02% |
| 656 | Participations (réseau EPARI + contribution à l'INPT + cotisation Rézopôle) | 529 500,00 | 532 200,00 | 530 729,40 | 99,72% |
| 657 | Subventions (CASC, ADMJSP, œuvre des pupilles, syndicats...) | 1 900 000,00 | 1 899 000,00 | 1 896 787,00 | 99,88% |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | - | 10,00 | 2,17 | 21,70% |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 2 501 100,00 | 2 511 400,00 | 2 227 576,63 | 88,70% |
| 661 | Charges d'intérêts | 2 491 100,00 | 2 501 400,00 | 2 220 726,63 | 88,78% |
| 6611 | Intérêts des emprunts et dettes | 1 200 100,00 | 1 214 100,00 | 934 490,84 | 76,97% |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 945 000,00 | 946 000,00 | 945 940,81 | 99,99% |
| 66112 | Intérêts - rattachements des ICNE | 255 100,00 | 268 100,00 | - 11 449,97 | -4,27% |
| 6615 | Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs (ligne de crédit - trésorerie) | 1 000,00 | 1 000,00 | - | 0,00% |
| 6618 | Intérêts des autres dettes - BEA L1 | 1 290 000,00 | 1 286 300,00 | 1 286 235,79 | 100,00% |
| 668 | Autres charges financières | 10 000,00 | 10 000,00 | 6 850,00 | 68,50% |
| 6688 | Autres | 10 000,00 | 10 000,00 | 6 850,00 | 68,50% |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 19 000,00 | 296 300,00 | 293 501,29 | 99,06% |
| 671 | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 9 000,00 | 81 900,00 | 80 554,33 | 98,36% |
| 6711 | Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | 8 000,00 | 1 900,00 | 1 611,05 | 84,79% |
| 6712 | Amendes fiscales et pénales | 1 000,00 | 1 000,00 | 90,00 | 9,00% |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | 79 000,00 | 78 853,28 | 99,81% |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | | 75 500,00 | 74 835,44 | 99,12% |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 10 000,00 | 138 900,00 | 138 111,52 | 99,43% |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total crédits 2021 (y compris TC/VC) | Réalisé 2021 | % Réalisé |
|---------|---|-----------------------|---|-----------------------|---------------|
| 68 | DOTATIONS AUX PROVISIONS | - | 700 000,00 | 700 000,00 | 100,00% |
| 681 | Dotations aux provisions - Charges de fonctionnement | - | 700 000,00 | 700 000,00 | 100,00% |
| 6815 | Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement | - | 700 000,00 | 700 000,00 | 100,00% |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 14 200 000,00 | 14 300 000,00 | 14 511 914,97 | 101,48% |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | - | 218 266,37 | |
| 675 | Valeurs comptables des immobilisations cédées | - | - | 133 263,00 | |
| 676 | Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement | - | - | 85 003,37 | |
| 6761 | Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement | - | - | 85 003,37 | |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 14 200 000,00 | 14 300 000,00 | 14 293 648,60 | 99,96% |
| 681 | Dotations aux amortissements - Charges de fonctionnement | 14 200 000,00 | 14 300 000,00 | 14 293 648,60 | 99,96% |
| 6811 | Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 14 200 000,00 | 14 300 000,00 | 14 293 648,60 | 99,96% |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | | - | - | |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 1 792 789,84 | 1 959 489,84 | - | 0,00% |
| | TOTAL | 160 630 789,84 | 165 351 789,84 | 158 844 010,07 | 96,06% |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total des crédits 2021 | Réalisé 2021 |
|------------|--|-----------------------|------------------------|-----------------------|
| 013 | ATTENUATION DE CHARGES | 980 000,00 | 1 248 000,00 | 1 265 782,51 |
| 6096 | Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats d'approvisionnements non stockés (chèques restaurant retournés) | | - | 3 008,00 |
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel - décisions de justice | | 93 000,00 | 93 409,01 |
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel - maintenance mutualisée | 600 000,00 | 650 000,00 | 678 235,57 |
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel - autres | 300 000,00 | 300 000,00 | 243 296,04 |
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel - indemnités d'assurances | 80 000,00 | 205 000,00 | 247 833,89 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 2 755 000,00 | 3 254 000,00 | 3 046 024,72 |
| 706 | Prestations de services | 1 615 000,00 | 1 750 000,00 | 1 693 793,46 |
| 7061 | Interventions soumises à facturation - services de sécurité | 25 000,00 | 10 000,00 | 15 254,90 |
| 7061 | Interventions soumises à facturation - convention interventions par carences | 200 000,00 | 260 000,00 | 260 028,00 |
| 7061 | Interventions soumises à facturation - ascenseurs | 120 000,00 | 75 000,00 | 79 760,00 |
| 7061 | Interventions soumises à facturation - autoroutes | 150 000,00 | 150 000,00 | 149 103,47 |
| 7061 | Interventions soumises à facturation - jurys | 130 000,00 | 210 000,00 | 197 825,36 |
| 7068 | Autres prestations de services - concours | 40 000,00 | 95 000,00 | 81 609,73 |
| 7068 | Autres prestations de services - chèques restaurant | 950 000,00 | 950 000,00 | 910 212,00 |
| 708 | Autres produits | 1 140 000,00 | 1 504 000,00 | 1 352 231,26 |
| 70848 | Mise à disposition du personnel aux autres organismes | 550 000,00 | 546 000,00 | 580 661,90 |
| 70878 | Remboursements de frais par des tiers - jugements | 10 000,00 | 50 000,00 | 117 955,23 |
| 70878 | Remboursements de frais par des tiers - charges et fluides des locaux mis à disposition | 80 000,00 | 80 000,00 | 66 708,99 |
| 70878 | Remboursements de frais par des tiers - divers | 160 000,00 | 488 000,00 | 586 905,14 |
| 70878 | Remboursements de frais par des tiers - concours et examens professionnels | 340 000,00 | 340 000,00 | |
| 74 | CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS | 148 488 685,00 | 151 735 685,00 | 152 349 000,32 |
| 744 | FCTVA | 70 000,00 | 70 000,00 | 80 639,48 |
| 747 | Contributions et participations | 148 383 685,00 | 151 601 685,00 | 152 204 128,47 |
| 74718 | Autres - colonnes de renfort | 10 000,00 | 70 000,00 | 87 934,00 |
| 74718 | Autres - Remboursement dispositif COVID 19 | | 3 075 000,00 | 3 659 296,70 |
| 7473 | Département du Rhône | 22 003 850,00 | 22 003 850,00 | 22 003 850,00 |
| 7474 | Communes | 5 371 440,00 | 5 371 440,00 | 5 371 440,00 |
| 7475 | Métropole de Lyon | 118 698 948,00 | 118 698 948,00 | 118 698 948,00 |
| 7475 | EPCI | 2 299 447,00 | 2 299 447,00 | 2 299 447,00 |
| 7477 | Fonds européens | | 83 000,00 | 83 212,77 |
| 748 | Autres participations - interventions hors département | 35 000,00 | 64 000,00 | 64 232,37 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 880 000,00 | 880 000,00 | 990 000,81 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 880 000,00 | 880 000,00 | 990 000,81 |
| 758 | Produits divers de gestion courante - maintenance mutualisée Métropole et Département | 880 000,00 | 880 000,00 | 990 000,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante - arrondi prélèvement à la source (PAS) | | | 0,81 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 90 000,00 | 97 000,00 | 187 142,07 |
| 771 | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 5 000,00 | 37 500,00 | 38 347,01 |
| 7711 | Débits et pénalités perçus | 5 000,00 | 35 000,00 | 35 813,00 |
| 7718 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 2 500,00 | 2 534,01 |
| 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par déchéance quadriennale | 5 000,00 | 8 000,00 | 7 993,60 |
| 775 | Produits de cessions d'immobilisations | | | 90 415,00 |
| 778 | Autres produits exceptionnels | 80 000,00 | 51 500,00 | 50 386,46 |
| 7788 | Autres produits exceptionnels - remboursement des dommages causés par des tiers au matériel | 80 000,00 | 50 000,00 | 43 224,49 |
| 7788 | Autres produits exceptionnels - divers | | 1 500,00 | 7 161,97 |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - Compte Administratif 2021

| Article | Libellé article | BP 2021 | Total des crédits 2021 | Réalisé 2021 |
|---------|---|-----------------------|------------------------|-----------------------|
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | - | 700 000,00 | 700 000,00 |
| 781 | Reprises sur amortissements et provisions | - | 700 000,00 | 700 000,00 |
| 7815 | Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant | | 700 000,00 | 700 000,00 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 2 319 500,00 | 2 319 500,00 | 2 399 411,01 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 2 319 500,00 | 2 319 500,00 | 2 399 411,01 |
| 776 | Différence sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 | 1 580 133,37 |
| 7761 | Produits exceptionnels différences sur réalisations (- values) | | | 127 851,37 |
| 7768 | Neutralisation des amortissements | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 | 1 452 282,00 |
| 777 | Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat | 819 500,00 | 819 500,00 | 819 277,64 |
| 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | 5 117 604,84 | 5 117 604,84 | |
| | TOTAL | 160 630 789,84 | 165 351 789,84 | 160 937 361,44 |

ARRETE - SIGNATURES


Présenté par la présidente du conseil d'administration du SDMIS
A Lyon, le 24 juin 2022

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Délibéré par le conseil d'administration du SDMIS
A Lyon, le 24 juin 2022

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bertrand ARTIGNY


Claude BOY

Jean-Jacques BRUN



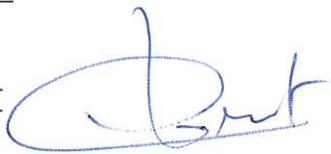
Christophe GUILLOTEAU

Zémorda KHELIFI

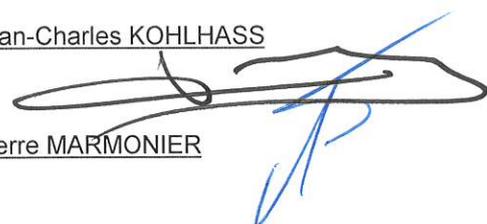


Corinne CARDONA

Pascal CHARMOT



Jean-Charles KOHLHASS



Christiane CHARNAY



Pierre MARMONIER

Mohamed CHIH



Claire PEIGNÉ

Blandine COLLIN



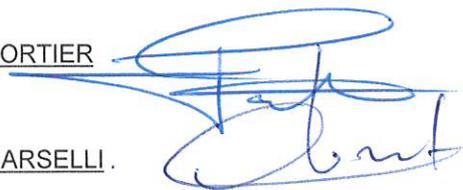
Renaud PFEFFER



Guy CORAZZOL



Alexandre PORTIER



Gilbert-Luc DEVINAZ

Véronique SARSELLI

Gilles GASCON

Patrice VERCHÈRE

Christophe GEOURJON



Sonia ZDOROVITZOFF



**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/11**

OBJET **Budget principal et budget annexe « énergies renouvelables » – approbation des comptes de gestion pour l'exercice 2021**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVTZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Monsieur le payeur départemental, comptable de notre établissement public, a remis pour approbation du conseil d'administration, les comptes de gestion de l'exercice 2021 du budget principal et du budget annexe « énergies renouvelables » du service départemental et métropolitain d'incendie et des secours.

Le compte de gestion décrit la totalité des opérations entre l'ouverture et la clôture de l'exercice.

Il répond à deux objectifs :

- justifier l'exécution du budget ;
- présenter l'évolution de la situation patrimoniale et financière de l'établissement.

Il comporte :

- une balance générale de tous les comptes tenus par le payeur départemental ;
- le bilan comptable du SDMIS qui décrit l'actif et le passif de celui-ci.

Les résultats de ces deux comptes de gestion sont conformes aux résultats de nos comptes administratifs pour l'exercice 2021, présentés par rapports distincts.

Je vous demande donc, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver ces comptes de gestion de l'exercice 2021 tel qu'il nous ont été soumis, et d'en donner acte à monsieur le payeur départemental. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/12**

OBJET **Budget principal du SDMIS – Reprise et affectation du résultat comptable définitif de l'exercice 2021**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Par délibération D/22-03/06 du conseil d'administration du 18 mars 2022, nous avons approuvé la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2021 au budget primitif 2022 afin de permettre son équilibre, et particulièrement à la section de fonctionnement.

Le compte administratif de l'exercice 2021 et le compte de gestion de monsieur le payeur départemental du Rhône, comptable de notre établissement public, vous ont été présentés par deux rapports distincts et confirment les résultats qui ont été repris de façon anticipée au budget primitif 2022.

Le résultat propre de l'exercice 2021 fait apparaître un excédent de fonctionnement de 2 093 351,37 € et un excédent d'investissement de 1 457 396,44 €.

Compte tenu des résultats antérieurs repris, et de la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, le résultat de clôture est excédentaire de :

- 7 478 351,38 € pour la section d'investissement,
- 7 210 956,21 € pour la section de fonctionnement.

Ces résultats corroborent ce qui a été exposé dans la délibération précédemment citée, à savoir que l'excédent d'investissement étant suffisant pour couvrir le financement des restes à réaliser qui s'élèvent à 5 390 046,89 €, et dont les crédits vont être inscrits au budget supplémentaire 2022, le résultat excédentaire de la section de fonctionnement peut être affecté sans contrainte réglementaire et ainsi être conservé au sein de cette même section, sans abonder la section d'investissement.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir arrêter définitivement ces résultats de l'exercice 2021 selon les modalités exposées ci-dessus. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/13**

OBJET **Budget principal du SDMIS – Projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2022**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2022 a pour principal objet la reprise des reports en dépenses d'investissement de l'année 2021, qui correspondent aux dépenses engagées sur l'exercice 2021 mais qui ne donneront lieu à paiement qu'en 2022.

Il traduit également les impacts de l'évolution récente de la conjoncture économique sur le budget du SDMIS, notamment sur ses dépenses de fonctionnement.

De nouvelles recettes de fonctionnement perçues après l'élaboration du budget primitif 2022 et relatives à l'engagement du SDMIS dans les dispositifs de lutte contre le COVID 19 permettront par ailleurs de couvrir l'impact budgétaire de la hausse des charges inhérente au contexte économique actuel.

Tenant compte de ces éléments, le budget supplémentaire que je sou mets à votre approbation s'équilibre, en dépenses et en recettes, à près de 5 000 000 € répartis à raison de :

- 3 844 046,89 € en section d'investissement
- 1 155 000,00 € en section de fonctionnement

1- LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT :

Les crédits ouverts en dépenses d'investissement augmentent de 3,84 millions d'€, passant de 37,32 millions d'€ au budget primitif à 41,16 millions d'€, soit une augmentation de 10,3%.

Cette hausse s'explique par le montant des reports, qui s'élève à 5,39 millions d'€, compensée par des diminutions de crédits sur certains postes de dépenses, décrites ci-après.

a) La gestion du patrimoine immobilier (hors BEA)

Les crédits consacrés au patrimoine immobilier (hors BEA) passent de 9,5 millions d'€ au budget primitif à 10,8 millions d'€, soit une hausse de 1,3 millions d'€ (+14 %).

Ils sont composés des reports à hauteur de 2,2 millions d'€, répartis entre les travaux de gestion patrimoniale des bâtiments, des frais d'études et des dépenses d'acquisition de mobilier.

Par ailleurs, certains ajustements sont nécessaires compte tenu de l'avancée des projets immobiliers.

Les crédits destinés à l'acquisition du tènement foncier cadastré n°AT 539 situé à Vaulx-en-Velin sont diminués de 855 000 €, car l'acquisition du second ensemble immobilier composant le tènement se réalisera ultérieurement.

Si les crédits de paiement alloués aux opérations immobilières diminuent de 590 000 €, du fait de l'allongement de certains délais d'exécution des travaux, cela permet d'augmenter les crédits destinés à la gestion patrimoniale de notre parc immobilier de

540 000 €. Certaines installations de chauffage pourront ainsi être remplacées par des solutions recourant à des énergies vertes.

b) Les systèmes d'information

Les crédits alloués aux systèmes d'information passent de 5 millions d'€ au budget primitif à 6,2 millions d'€, soit une hausse de 1,2 millions d'€ (+ 24 %), du fait des reports d'une part (1,5 millions d'€) et d'une diminution des crédits prévus au budget primitif 2022 à hauteur de 0,3 millions d'€ d'autre part.

Les reports s'élèvent à 1,5 millions d'€, dont notamment près de 880 000 € pour le financement de projets informatiques qui se réalisent sur plusieurs exercices et environ 590 000 € pour des acquisitions de matériel informatique dont les livraisons n'ont été possibles qu'en début d'année 2022. La somme restante concerne les investissements dans le domaine des transmissions et réseaux.

Les crédits inscrits au budget primitif, à hauteur de 350 000 €, en prévision de dépenses préalables à la migration vers le système NexSIS ne s'avérant plus nécessaires, leur suppression permet de consacrer 115 000 € supplémentaires au renouvellement de réseaux informatiques.

c) L'acquisition de véhicules

Le budget consacré à l'acquisition de véhicules reste inchangé par rapport au budget primitif, soit 4,1 millions d'€.

d) Les acquisitions de matériels, d'équipements de protection individuelle (EPI) et effets d'habillement, notamment opérationnels

Les crédits destinés aux acquisitions de matériels, d'équipements de protection individuelle et effets d'habillement passent de 4,4 millions d'€ au budget primitif 2022 à 5,6 millions d'€, soit une hausse de 1,2 millions d'€ (+ 27 %).

Les reports s'élèvent à 1,7 millions d'€, dont 1 millions d'€ pour les matériels opérationnels de spécialité et de tronc commun, 400 000 € pour les EPI (équipements de protection individuelle) et 300 000 € pour les matériels divers.

Du fait du montant important des reports relatifs aux acquisitions de matériels, les crédits prévisionnels pour l'exercice 2022 sont diminués de 500 000 € pour tenir compte du montant des reports.

e) Le BEA

Les crédits prévus au budget primitif sont augmentés de 121 000 € afin de tenir compte de l'augmentation annuelle de 6,8 % de l'indice du coût de la construction sur lequel une part des loyers versés est indexée.

f) Les opérations patrimoniales

Il s'agit d'écritures d'ordre qui s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement, dont le montant augmente de 40 000 € afin d'enregistrer comptablement les dons et cessions autorisés par la commission de réforme.

2- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT :

Les recettes doivent couvrir les nouvelles dépenses d'investissement et augmenter du même montant, soit 3,84 millions d'€.

L'équilibre prévisionnelle du budget supplémentaire sera assuré par la seule hausse de la prévision d'emprunt.

a) L'emprunt :

L'emprunt nécessaire à l'équilibre de la section d'investissement s'élève désormais à près de 8,5 millions d'€ contre 4,7 millions d'€ au budget primitif, soit une augmentation de 3,8 millions d'€.

b) Les opérations patrimoniales :

Comme évoqué précédemment, les écritures d'ordre augmentent de 40 000 €.

3- DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :

Les crédits ouverts en dépenses de fonctionnement augmentent de 1,2 millions d'€, passant de 165,6 millions d'€ au budget primitif à 166,8 millions d'€, soit une hausse maîtrisée de + 0,7 %.

a) Les charges à caractère général :

Les charges à caractère général augmentent de 1,1 millions d'€, passant de 28,3 millions d'€ à 29,4 millions d'€ soit une hausse de près de 3,9 %.

La hausse la plus significative, d'un montant de 400 000 €, concerne l'un des principaux postes de dépenses des charges à caractère général, à savoir le carburant. Elle est justifiée par l'augmentation du prix du litre combinée à une activité opérationnelle plus soutenue. Cette hausse est complétée, pour ce qui concerne la logistique, par une dépense supplémentaire de 50 000 € rendue nécessaire lors de l'activation du centre de vaccination de Villefranche-sur-Saône.

Les frais de commission d'agence à verser pour l'acquisition du tènement immobilier de Vaulx-en-Velin nécessite l'inscription d'une dépense supplémentaire de 150 000 €, complété, pour ce qui concerne l'immobilier, d'une hausse de 50 000 € des crédits destinés à l'entretien des bâtiments.

Pour ce qui concerne les dépenses relatives à la formation et aux recrutements, elles sont en hausse de 250 000 € du fait d'une part de la hausse du nombre de sessions de formation organisées par l'école départementale-métropolitaine et d'autre part du lancement de plusieurs campagnes de recrutement.

Les crédits destinés aux remboursements divers à des tiers sont ajustés à la hausse de 90 000 €, pour tenir compte de régularisations effectuées depuis le début de l'exercice.

Pour finir, comme évoqué en section d'investissement, la hausse de l'indice du coût de la construction impacte également la part de loyer indexé du BEA versée en fonctionnement, à hauteur de 60 000 €.

b) Les charges de personnel et frais assimilés :

Les charges de personnels restent du même montant qu'au budget primitif, votées à hauteur de 112,9 millions d'€.

c) Les autres charges de gestion courante :

Les autres charges de gestion courante augmentent de 40 000 €, passant de 2,73 millions d'€ à 2,77 millions d'€, soit une hausse de près de 1,47%.

Ces crédits permettront notamment le versement des subventions prévues aux délibérations D/22-04/04 et D/22-04/05 relatives aux missions de soutien d'urgence aux blessés et victimes civils du conflit en Ukraine, et d'ajuster la subvention annuelle versée au CASC (comité d'animation sociale et culturelle).

d) Les charges financières et charges exceptionnelles :

Les charges financières et charges exceptionnelles sont augmentées d'environ 39 000 € suite au calcul définitif du montant des ICNE à rattacher (intérêts courus non échus) et dans l'éventualité de titres à annuler sur exercices antérieurs.

e) Virement à la section d'investissement :

Les dépenses et les recettes s'équilibrant sans excédent, aucun virement à la section d'investissement n'est à prévoir.

4- RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

Les crédits ouverts en recettes de fonctionnement augmentent du même montant que les dépenses, soit 1,2 millions d'€, passant de 165,6 millions d'€ au budget primitif à 166,8 millions d'€ soit une hausse de 0,7 %.

a) Recettes liées aux ressources humaines :

Les recettes liées aux ressources humaines augmentent de près de 220 000 € passant de 2,57 millions d'€ à 2,78 millions d'€ (+ 8,5 %) du fait de l'augmentation des remboursements à percevoir des différents organismes employant des personnels mis à disposition, et de l'application de décisions de justice favorables au SDMIS.

b) Interventions, prestations payantes et autres dispositifs conventionnels :

Les recettes liées aux interventions, prestations payantes et autres dispositifs conventionnels augmentent de 730 000 €, dont une large part s'élevant à 645 000 € est relative à l'engagement du SDMIS dans les dispositifs de lutte contre le COVID 19.

La somme restante, soit 85 000 €, se répartie entre la hausse du montant à percevoir pour les transports suite à carences ambulancières réalisés en 2021, et dans une moindre mesure la hausse des facturations à destination des ascensoristes.

c) La maintenance mutualisée des véhicules :

La participation du département pour la maintenance de ses véhicules au sein des ateliers mutualisés est augmentée de 190 000 €.

d) Recettes exceptionnelles :

Enfin, le SDMIS a perçu diverses recettes exceptionnelles à hauteur de 15 000 €.

Compte tenu de ce qui précède, je vous demande, mesdames, messieurs :

- de bien vouloir adopter le projet de budget supplémentaire de l'exercice 2022,
- de bien vouloir vous prononcer sur les ajustements des montants des crédits de paiement de l'exercice 2022 pour les programmes en cours tels qu'ils vous sont présentés dans le budget supplémentaire. Vous trouverez, joint en annexe, les tableaux récapitulatifs des autorisations de programme et des crédits de paiement concernés. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente

PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE - EXERCICE 2022

| | DEPENSES | | | RECETTES | | |
|----------------|---------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| | Mouvements réels | Mouvements d'ordre | Total | Mouvements réels | Mouvements d'ordre | Total |
| INVESTISSEMENT | 3 804 046,89 | 40 000,00 | 3 844 046,89 | 3 804 046,89 | 40 000,00 | 3 844 046,89 |
| FONCTIONNEMENT | 1 155 000,00 | 0,00 | 1 155 000,00 | 1 155 000,00 | 0,00 | 1 155 000,00 |
| TOTAL | 4 959 046,89 | 40 000,00 | 4 999 046,89 | 4 959 046,89 | 40 000,00 | 4 999 046,89 |

| Article | Libellé article | BP 2022 | Reportis 2021 | Propositions nouvelles du gestionnaire BS 2022 | BS 2022 | TC / VC | Total des crédits 2022 |
|---------|---|---------------------|---------------------|--|---------------------|------------------|------------------------|
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 3 545 000,00 | - | - | - | - | 3 545 000,00 |
| 164 | Emprunts auprès des établissements financiers | 3 545 000,00 | - | - | - | - | 3 545 000,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 3 545 000,00 | | | - | | 3 545 000,00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 3 040 000,00 | 966 023,48 | 35 000,00 | 931 023,48 | - | 3 971 023,48 |
| 203 | Frais d'études, de recherche et de développement | 40 000,00 | 83 339,19 | 30 000,00 | 113 339,19 | 25 000,00 | 178 339,19 |
| 2031 | Frais d'études | 10 000,00 | 83 339,19 | 30 000,00 | 113 339,19 | 25 000,00 | 148 339,19 |
| 2033 | Frais d'insertion (marchés d'investissement) | 30 000,00 | | | - | | 30 000,00 |
| 205 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires | 3 000 000,00 | 882 684,29 | 65 000,00 | 817 684,29 | 25 000,00 | 3 792 684,29 |
| 2051 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés | 3 000 000,00 | 882 684,29 | 65 000,00 | 817 684,29 | 25 000,00 | 3 792 684,29 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 15 466 000,00 | 4 420 901,28 | 1 686 000,00 | 2 734 901,28 | - | 18 200 901,28 |
| 211 | Terrains | 4 440 000,00 | - | 855 000,00 | 855 000,00 | - | 3 585 000,00 |
| 2111 | Terrains nus (terrains et frais de notaire) | 10 000,00 | | | - | | 10 000,00 |
| 2115 | Terrains bâtis (terrains et frais de notaire) | 4 430 000,00 | | 855 000,00 | 855 000,00 | | 3 575 000,00 |
| 213 | Constructions | 978 000,00 | 2 027 485,75 | 533 000,00 | 2 560 485,75 | 30 000,00 | 3 508 485,75 |
| 2135 | Installations générales, agencements, aménagements des constructions | 978 000,00 | 2 027 485,75 | 533 000,00 | 2 560 485,75 | 30 000,00 | 3 508 485,75 |
| 21351 | Bâtiments publics - travaux sur sites en pleine propriété | 938 000,00 | 2 023 851,43 | 533 000,00 | 2 556 851,43 | 30 000,00 | 3 464 851,43 |
| 21351 | Bâtiments publics - contrôle d'accès | 40 000,00 | 3 634,32 | | 3 634,32 | | 43 634,32 |
| 215 | Installations, matériel et outillage techniques | 8 538 000,00 | 1 741 711,91 | 1 454 000,00 | 287 711,91 | - | 8 825 711,91 |
| 2153 | Réseaux divers | 740 000,00 | 38 701,77 | 350 000,00 | 311 298,23 | - | 428 701,77 |
| 21531 | Réseaux de transmission - radio | 560 000,00 | 31 167,71 | 300 000,00 | 268 832,29 | | 291 167,71 |
| 21531 | Réseaux de transmission - travaux sur sites en pleine propriété | 80 000,00 | 4 706,20 | | 4 706,20 | | 84 706,20 |
| 21538 | Autres réseaux - téléphonie | 100 000,00 | 2 827,86 | 50 000,00 | 47 172,14 | | 52 827,86 |
| 2156 | Matériel d'incendie et de secours | 7 393 000,00 | 1 574 975,21 | 1 104 000,00 | 470 975,21 | 24 200,00 | 7 839 775,21 |
| | <i>Total article 21561 - Véhicules d'intervention</i> | <i>3 728 000,00</i> | <i>46 249,97</i> | <i>604 000,00</i> | <i>557 750,03</i> | <i>46 200,00</i> | <i>3 124 049,97</i> |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - équipements ponctuels | 320 000,00 | 46 249,97 | | 46 249,97 | 46 200,00 | 320 049,97 |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - MEA - Programme 2019 | 704 000,00 | | | - | | 704 000,00 |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2020 | 474 000,00 | | | - | | 474 000,00 |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2021 | 1 568 000,00 | | | - | | 1 568 000,00 |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2022 | 662 000,00 | | 604 000,00 | 604 000,00 | | 58 000,00 |
| | <i>Total article 21562 - Matériel d'intervention</i> | <i>3 665 000,00</i> | <i>1 528 725,24</i> | <i>500 000,00</i> | <i>1 028 725,24</i> | <i>22 000,00</i> | <i>4 715 725,24</i> |
| 21562 | Matériel d'extinction | 320 000,00 | 252 493,67 | 50 000,00 | 202 493,67 | | 522 493,67 |
| 21562 | Matériel secours d'urgence aux personnes | 480 000,00 | 446 640,67 | 300 000,00 | 146 640,67 | 22 000,00 | 648 640,67 |
| 21562 | Matériel oxygène et air | 300 000,00 | 96 796,80 | 50 000,00 | 46 796,80 | | 346 796,80 |
| 21562 | Matériel spécialités | 350 000,00 | 109 839,59 | 50 000,00 | 59 839,59 | | 409 839,59 |
| 21562 | Matériel d'incendie et de secours - EPI | 1 800 000,00 | 449 920,46 | | 449 920,46 | 30 000,00 | 2 219 920,46 |
| 21562 | Matériel hors spécialités - tronc commun | 250 000,00 | 58 845,29 | 50 000,00 | 8 845,29 | 30 000,00 | 288 845,29 |
| 21562 | Matériel pour service de santé et de secours médical | 165 000,00 | 114 188,76 | | 114 188,76 | | 279 188,76 |
| 2157 | Matériel et outillage technique | 405 000,00 | 128 034,93 | - | 128 034,93 | 24 200,00 | 557 234,93 |
| 21571 | Ateliers | 90 000,00 | 1 191,23 | | 1 191,23 | 24 200,00 | 115 391,23 |
| 21578 | Matériel et outillage - bâtiments | 20 000,00 | 5 989,11 | | 5 989,11 | | 25 989,11 |
| 21578 | Matériel et outillage - logistique | 160 000,00 | 120 854,59 | | 120 854,59 | | 280 854,59 |
| 21578 | Matériel et outillage - activités sportives | 100 000,00 | | | - | | 100 000,00 |
| 21578 | Matériel et outillage - matériel d'aptitude médicale | 25 000,00 | | | - | | 25 000,00 |
| 21578 | Matériel et outillage - matériel de formation médicale | 10 000,00 | | | - | | 10 000,00 |
| 217 | Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition | 120 000,00 | 23 049,34 | 85 000,00 | 61 950,66 | - | 58 049,34 |
| 2173 | Constructions | 110 000,00 | 23 049,34 | 85 000,00 | 61 950,66 | - | 48 049,34 |
| 21735 | Installations générales, agencements, aménagements des constructions - travaux sur bâtiments mis à disposition | 100 000,00 | 23 049,34 | 85 000,00 | 61 950,66 | | 38 049,34 |
| 21735 | Installations générales, agencements, aménagements des constructions - travaux sur bâtiments mis à disposition (contrôle d'accès) | 10 000,00 | | | - | | 10 000,00 |
| 2175 | Installations, matériel et outillage techniques | 10 000,00 | - | - | - | - | 10 000,00 |
| 217531 | Réseaux de transmission - travaux sur bâtiments mis à disposition | 10 000,00 | | | - | | 10 000,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 1 390 000,00 | 628 654,28 | 175 000,00 | 803 654,28 | 30 000,00 | 2 223 654,28 |

| Article | Libellé article | BP 2022 | Reports 2021 | Propositions nouvelles du gestionnaire BS 2022 | BS 2022 | TC / VC | Total des crédits 2022 |
|-------------|--|---------------------|-----------------|--|---------------------|--------------------|------------------------|
| 2181 | Installations générales, agencements et aménagements divers | 100 000,00 | 1 704,80 | 20 000,00 | 21 704,80 | | 121 704,80 |
| 2183 | Matériel informatique | 1 130 000,00 | 588 905,21 | 115 000,00 | 703 905,21 | | 1 833 905,21 |
| 2184 | Matériel de bureau et mobilier | 160 000,00 | 38 044,27 | 40 000,00 | 78 044,27 | 30 000,00 | 268 044,27 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 4 494 000,00 | 3 122,13 | 14 000,00 | 17 122,13 | - | 4 511 122,13 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 3 802 000,00 | 3 122,13 | - 590 000,00 | - 586 877,87 | - 30 000,00 | 3 185 122,13 |
| 2313 | Constructions | | | | | | |
| | CONSTRUCTIONS | 3 131 000,00 | - | - 640 000,00 | - 640 000,00 | - 30 000,00 | 2 461 000,00 |
| 231312 | AP 2014 - Eveux / L'Arbresle / Sain Bel-Savigny / Sourcieux les Mines / Lentilly | 15 000,00 | | | - | | 15 000,00 |
| 231312 | AP 2014 - Chazay d'Azergues / Lozanne / Civrieux / Morancé / Charnay-Alix | 5 000,00 | | | - | | 5 000,00 |
| 231312 | AP 2014 - St Symphorien d'Ozon / Sérézín du Rhône | 15 000,00 | | | - | 2 000,00 | 13 000,00 |
| 231312 | AP 2014 - Ste Colombe | 2 000,00 | | | - | | 2 000,00 |
| 231312 | AP 2014 - Montrottier | 10 000,00 | | | - | 6 000,00 | 4 000,00 |
| 231312 | AP 2014 - St Laurent d'Oingt / Bois d'Oingt / St Vérand | 2 000,00 | | | - | 8 000,00 | 10 000,00 |
| 231312 | AP 2015 - Emeringes / Juliéas (Extension) | 2 000,00 | | | - | | 2 000,00 |
| 231312 | AP 2021 - Villié-Morgon | 400 000,00 | | 40 000,00 | 40 000,00 | | 440 000,00 |
| 231312 | AP 2021 - Tarare | 1 900 000,00 | | - 550 000,00 | - 550 000,00 | - 30 000,00 | 1 320 000,00 |
| 231312 | AP 2021 - Saint Vincent de Reins | 440 000,00 | | 60 000,00 | 60 000,00 | | 500 000,00 |
| 231312 | AP 2021 - Belleville en Beaujolais | 90 000,00 | | - 40 000,00 | - 40 000,00 | | 50 000,00 |
| 231312 | AP 2021 - Millery | 50 000,00 | | - 20 000,00 | - 20 000,00 | | 30 000,00 |
| 231312 | AP 2021 - Saint Germain Nuelles / Bully / Sarcey | 50 000,00 | | - 20 000,00 | - 20 000,00 | | 30 000,00 |
| 231312 | AP 2021 - Ecole de St Priest - Bâtiment de simulation | 150 000,00 | | - 120 000,00 | - 120 000,00 | | 30 000,00 |
| 231312 | AP 2021 - Mions | | | 10 000,00 | 10 000,00 | | 10 000,00 |
| | RENOVATIONS | 671 000,00 | - | 50 000,00 | 50 000,00 | - | 721 000,00 |
| 231351 | AP 2015 - Genay/Neuville sur Saône (Extension) | 1 000,00 | | | - | | 1 000,00 |
| 231351 | AP 2021 - Quincieux | 430 000,00 | | | - | | 430 000,00 |
| 231351 | AP 2021 - Fontaines-sur-Saône | 40 000,00 | | | - | | 40 000,00 |
| 231351 | AP 2021 - Villeurbanne la Doua | 200 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 250 000,00 |
| 231351 | Travaux pluriannuels sur bâtiments en pleine propriété | | 3 122,13 | | 3 122,13 | | 3 122,13 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles | 692 000,00 | - | 604 000,00 | 604 000,00 | 30 000,00 | 1 326 000,00 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 21 - Tarare | | | | - | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 19 MEA | 660 000,00 | | | - | | 660 000,00 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 21 Véhicules | 32 000,00 | | | - | | 32 000,00 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 22 Véhicules | | | 604 000,00 | 604 000,00 | | 604 000,00 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 6 018 000,00 | - | 121 000,00 | 121 000,00 | - | 6 139 000,00 |
| 2764 | Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé - investissements réalisés dans le cadre du BEA L2 | 6 018 000,00 | - | 121 000,00 | 121 000,00 | | 6 139 000,00 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 2 323 500,00 | - | - | - | - | 2 323 500,00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (O/O) | 2 436 200,00 | - | 40 000,00 | 40 000,00 | - | 2 476 200,00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 200 000,00 | - | - | - | - | 200 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 200 000,00 | - | - | - | - | 200 000,00 |
| 2044 | Subventions d'équipement en nature | 200 000,00 | - | - | - | - | 200 000,00 |
| 20441 | Subventions d'équipement en nature - biens mobiliers, matériel et études | 200 000,00 | | | - | | 200 000,00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 2 236 200,00 | - | 40 000,00 | 40 000,00 | - | 2 276 200,00 |
| 213 | Constructions | 27 000,00 | - | - | - | - | 27 000,00 |
| 2135 | Installations générales, agencements | 27 000,00 | - | - | - | - | 27 000,00 |
| 21351 | Bâtiments publics | 27 000,00 | | | - | | 27 000,00 |
| 215 | Installations, matériel et outillage techniques | 2 200 000,00 | - | 40 000,00 | 40 000,00 | - | 2 240 000,00 |
| 2156 | Matériel d'incendie et de secours | 2 200 000,00 | - | 40 000,00 | 40 000,00 | - | 2 240 000,00 |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours | 2 200 000,00 | | 40 000,00 | 40 000,00 | | 2 240 000,00 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT - BS 2022

| Article | Libellé article | BP 2022 | Reports 2021 | Propositions nouvelles du gestionnaire BS 2022 | BS 2022 | TC / VC | Total des crédits 2022 |
|---------|--|----------------------|---------------------|--|---------------------|----------|------------------------|
| 217 | Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition | 9 200,00 | - | - | - | - | 9 200,00 |
| 2173 | Constructions | 9 200,00 | - | - | - | - | 9 200,00 |
| 21735 | Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 9 200,00 | | | - | | 9 200,00 |
| | | | | | | | - |
| 001 | SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | | | | - | | - |
| 020 | DEPENSES IMPREVUES | | | | - | | - |
| | TOTAL | 37 322 700,00 | 5 390 046,89 | - 1 546 000,00 | 3 844 046,89 | - | 41 166 746,89 |

RECETTES D'INVESTISSEMENT - BS 2022

| Article | Libellé article | BP 2022 | BS 2022 | Total des crédits 2022 |
|---------|--|----------------------|---------------------|------------------------|
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 3 310 000,00 | - | 3 310 000,00 |
| 1022 | Fonds globalisés d'investissement | 3 310 000,00 | - | 3 310 000,00 |
| 10222 | FCTVA | 3 310 000,00 | | 3 310 000,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | | | - |
| 13 | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT | 281 500,00 | - | 281 500,00 |
| 131 | Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables | 281 500,00 | - | 281 500,00 |
| 1314 | Communes | 151 500,00 | | 151 500,00 |
| 1318 | Autres (OMS, CNR...) | 130 000,00 | | 130 000,00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 4 723 520,41 | 3 804 046,89 | 8 527 567,30 |
| 164 | Emprunts auprès des établissements financiers | 4 723 520,41 | 3 804 046,89 | 8 527 567,30 |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | | | - |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 14 200 000,00 | - | 14 200 000,00 |
| 28 | AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS | 14 200 000,00 | - | 14 200 000,00 |
| 281 | Amortissement des immobilisations corporelles | 14 200 000,00 | - | 14 200 000,00 |
| 2815 | Installations, matériel et outillage techniques | 14 200 000,00 | - | 14 200 000,00 |
| 28156 | Matériel d'incendie et de secours | 14 200 000,00 | - | 14 200 000,00 |
| 281561 | Matériel roulant d'incendie et de secours | 14 200 000,00 | | 14 200 000,00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 2 436 200,00 | 40 000,00 | 2 476 200,00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 36 200,00 | - | 36 200,00 |
| 203 | Frais d'études, de recherche et de développement | 36 200,00 | - | 36 200,00 |
| 2031 | Frais d'études | 36 200,00 | | 36 200,00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 200 000,00 | - | 200 000,00 |
| 215 | Installations, matériel et outillage techniques | 200 000,00 | - | 200 000,00 |
| 2156 | Matériel d'incendie et de secours | 200 000,00 | - | 200 000,00 |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours - dons | 200 000,00 | | 200 000,00 |
| 217 | Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition | - | 0,00 | - |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 2 200 000,00 | 40 000,00 | 2 240 000,00 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles | 2 200 000,00 | 40 000,00 | 2 240 000,00 |
| | | | - | |
| 001 | SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | 7 478 351,38 | | 7 478 351,38 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 4 893 128,21 | | 4 893 128,21 |
| | TOTAL | 37 322 700,00 | 3 844 046,89 | 41 166 746,89 |

| Article | Libellé article | BP 2022 | BS 2022 | TC/VC | Total crédits 2022 (y compris TC/VC) |
|---------|--|---------------|--------------|--------------|--------------------------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 28 332 500,00 | 1 100 000,00 | - | 29 432 500,00 |
| 60 | ACHATS ET VARIATION DES STOCKS | 9 813 000,00 | 480 000,00 | - 108 000,00 | 10 185 000,00 |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 1 260 000,00 | 80 000,00 | - | 1 340 000,00 |
| 6042 | Achats de prestations de services | 1 260 000,00 | 80 000,00 | - | 1 340 000,00 |
| 6042 | LOGISTIQUE - restauration / déchets / blanchisserie | 965 000,00 | | | 965 000,00 |
| 6042 | FORMATION - restauration | 280 000,00 | 80 000,00 | | 360 000,00 |
| 6042 | RESSOURCES HUMAINES | 15 000,00 | | | 15 000,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fournitures | 8 553 000,00 | 400 000,00 | - 108 000,00 | 8 845 000,00 |
| 6061 | Fournitures non stockables | 2 240 000,00 | - | - 108 000,00 | 2 132 000,00 |
| 60611 | Eau | 140 000,00 | | | 140 000,00 |
| 60612 | Electricité | 1 200 000,00 | | - 108 000,00 | 1 092 000,00 |
| 60612 | Gaz | 550 000,00 | | | 550 000,00 |
| 60613 | Chauffage urbain | 350 000,00 | | | 350 000,00 |
| 6062 | Fournitures non stockées | 1 774 000,00 | 400 000,00 | 800,00 | 2 174 800,00 |
| 60621 | Combustibles gaz propane | 160 000,00 | | | 160 000,00 |
| 60622 | Carburant | 1 359 000,00 | 400 000,00 | | 1 759 000,00 |
| 60623 | Alimentation - eau, rations ... | 60 000,00 | | 800,00 | 60 800,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées = matériaux logistique / huiles et lubrifiants | 195 000,00 | | | 195 000,00 |
| 6063 | Fournitures d'entretien et de petit équipement | 4 059 000,00 | - | - 800,00 | 4 058 200,00 |
| 60631 | Fournitures et produits d'entretien | 150 000,00 | | | 150 000,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement - dont pièces détachées | 3 509 000,00 | | - 800,00 | 3 508 200,00 |
| 60636 | Habillement (hors TSI et tenues de feu) | 400 000,00 | | | 400 000,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 120 000,00 | - | - | 120 000,00 |
| 6066 | Produits pharmaceutiques | 199 000,00 | - | 21 000,00 | 220 000,00 |
| 60661 | Médicaments - pharmacie à usage intérieur (PUI) et vétérinaire | 106 000,00 | | | 106 000,00 |
| 60662 | Vaccins et sérums | 15 000,00 | | | 15 000,00 |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques - hors médicaments | 78 000,00 | | 21 000,00 | 99 000,00 |
| 6067 | Produits d'intervention | 151 000,00 | - | - 21 000,00 | 130 000,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 10 000,00 | - | - | 10 000,00 |
| 61 | SERVICES EXTERIEURS | 15 320 000,00 | 197 000,00 | 165 000,00 | 15 682 000,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 6 914 500,00 | 112 000,00 | 20 000,00 | 7 046 500,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services - BEA L3 | 4 852 000,00 | 57 000,00 | | 4 909 000,00 |
| 611 | BATIMENTS - AMO | 13 000,00 | | 10 000,00 | 23 000,00 |
| 611 | LOGISTIQUE - AMO | 90 000,00 | 50 000,00 | 30 000,00 | 170 000,00 |
| 611 | SYSTEMES D'INFORMATION - Prestations assistance et expertise | 1 792 500,00 | | - 20 000,00 | 1 772 500,00 |
| 611 | RESSOURCES HUMAINES - aide aux recrutements | 40 000,00 | 5 000,00 | | 45 000,00 |
| 611 | MARCHÉS - AMO | 12 000,00 | | | 12 000,00 |
| 611 | COMMUNICATION | 10 000,00 | | | 10 000,00 |
| 611 | SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL | 5 000,00 | | | 5 000,00 |
| 611 | DIVERS | 100 000,00 | | | 100 000,00 |
| 613 | Locations | 440 000,00 | - | - | 440 000,00 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BS 2022

| Article | Libellé article | BP 2022 | BS 2022 | TC/VC | Total crédits 2022 (y compris TC/VC) |
|---------|--|--------------|------------|-------------|--------------------------------------|
| 6132 | Locations immobilières | 222 000,00 | - | 3 000,00 | 219 000,00 |
| 6135 | Locations mobilières | 218 000,00 | - | 3 000,00 | 221 000,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 20 000,00 | - | - | 20 000,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété - centres et parkings | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 6 069 000,00 | 45 000,00 | 90 000,00 | 6 204 000,00 |
| 6152 | Entretien et réparations sur biens immobiliers | 556 500,00 | 45 000,00 | 30 700,00 | 632 200,00 |
| 61521 | Entretien de terrains | 98 000,00 | | | 98 000,00 |
| 615221 | Entretien et contrôles techniques sur bâtiments | 458 500,00 | 45 000,00 | 27 000,00 | 530 500,00 |
| 615231 | Voiries | | | 3 700,00 | 3 700,00 |
| 6155 | Entretien et réparations sur biens mobiliers | 2 075 000,00 | - | 16 300,00 | 2 091 300,00 |
| 61551 | Sous-traitance entretien et réparation matériel roulant - MMVD | 1 500 000,00 | | | 1 500 000,00 |
| 61551 | Contrôles techniques sur véhicules | 92 000,00 | | | 92 000,00 |
| 61558 | BATIMENTS | 5 000,00 | | | 5 000,00 |
| 61558 | LOGISTIQUE | 401 000,00 | | | 401 000,00 |
| 61558 | INFORMATIQUE | 57 000,00 | | 16 300,00 | 73 300,00 |
| 61558 | SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 6156 | Maintenance | 3 437 500,00 | - | 43 000,00 | 3 480 500,00 |
| 6156 | BATIMENTS | 402 000,00 | | 43 000,00 | 445 000,00 |
| 6156 | LOGISTIQUE | 96 000,00 | | | 96 000,00 |
| 6156 | INFORMATIQUE | 2 866 500,00 | | | 2 866 500,00 |
| 6156 | FORMATION | 35 000,00 | | | 35 000,00 |
| 6156 | SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL | 38 000,00 | | | 38 000,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 750 000,00 | - | 20 000,00 | 770 000,00 |
| 6161 | Primes d'assurances - multirisques | 750 000,00 | | 20 000,00 | 770 000,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 72 500,00 | - | 35 000,00 | 107 500,00 |
| 618 | Divers | 1 054 000,00 | 40 000,00 | - | 1 094 000,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 39 000,00 | - | - | 39 000,00 |
| 61821 | Documentation générale et technique - abonnements | 30 000,00 | | | 30 000,00 |
| 61828 | Documentation générale et technique - autres | 9 000,00 | | | 9 000,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 895 000,00 | 40 000,00 | - | 935 000,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation - CFA | 75 000,00 | 40 000,00 | | 115 000,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation - SPP | 470 000,00 | | | 470 000,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation - PATS | 80 000,00 | | | 80 000,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation - SPV | 270 000,00 | | | 270 000,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 120 000,00 | - | - | 120 000,00 |
| 62 | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 3 149 500,00 | 418 000,00 | - 57 000,00 | 3 510 500,00 |
| 622 | Rémunération d'intermédiaires et honoraires | 215 000,00 | 146 000,00 | - 22 000,00 | 339 000,00 |
| 6226 | Honoraires | 200 000,00 | 146 000,00 | - 22 000,00 | 324 000,00 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 10 000,00 | | | 10 000,00 |
| 6228 | Divers - Prestation "chèque déjeuner" | 5 000,00 | | | 5 000,00 |
| 623 | Publicité, publications, relations publiques | 175 000,00 | - | - | 175 000,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 30 000,00 | | | 30 000,00 |

| Article | Libellé article | BP 2022 | BS 2022 | TC/VC | Total crédits 2022 (y compris TC/VC) |
|-------------|---|-----------------------|--------------------|--------------------|--------------------------------------|
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 70 000,00 | | | 70 000,00 |
| 6234 | Réceptions | 5 000,00 | | | 5 000,00 |
| 6236 | Catalogues, imprimés et publications | 70 000,00 | | | 70 000,00 |
| 624 | Transport de biens et transports collectifs | 190 000,00 | 30 000,00 | - | 220 000,00 |
| 6241 | Transports de biens | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 6247 | Transports collectifs du personnel | 120 000,00 | 30 000,00 | | 150 000,00 |
| 6248 | Transports divers | 50 000,00 | | | 50 000,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 213 000,00 | 5 000,00 | - | 218 000,00 |
| 6251 | Voyages, déplacements et missions | 185 000,00 | | | 185 000,00 |
| 6255 | Frais de déménagement | 5 000,00 | 5 000,00 | | 10 000,00 |
| 6258 | Divers | 23 000,00 | | | 23 000,00 |
| 626 | Frais postaux et frais de télécommunications | 453 000,00 | 50 000,00 | - | 503 000,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 80 000,00 | 50 000,00 | | 130 000,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 373 000,00 | | | 373 000,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 100,00 | - | - | 100,00 |
| 628 | Divers | 1 903 400,00 | 187 000,00 | - 35 000,00 | 2 055 400,00 |
| 6282 | Frais de gardiennage | 5 000,00 | | 15 000,00 | 20 000,00 |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 1 304 500,00 | | - 30 000,00 | 1 274 500,00 |
| 6287 | Remboursement de frais | 583 900,00 | 187 000,00 | - 20 000,00 | 750 900,00 |
| 6288 | Autres | 10 000,00 | | | 10 000,00 |
| 63 | IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 50 000,00 | 5 000,00 | - | 55 000,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrati | 43 000,00 | 5 000,00 | - | 48 000,00 |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 43 000,00 | - | - | 43 000,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes) | 7 000,00 | - | - | 7 000,00 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 112 892 250,00 | - 24 000,00 | - | 112 868 250,00 |
| 62 | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 95 000,00 | 11 000,00 | 4 000,00 | 110 000,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 95 000,00 | 11 000,00 | 4 000,00 | 110 000,00 |
| 6218 | Autre personnel extérieur - remboursement personnel ex-COURLY - Métropole | 61 000,00 | | 4 000,00 | 65 000,00 |
| 6218 | Autre personnel extérieur - MAD RESCUE | 4 000,00 | 11 000,00 | | 15 000,00 |
| 6218 | Autre personnel extérieur - gratification de stage | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 6218 | Autre personnel extérieur - convention avec Chambre d'Agriculture | 10 000,00 | | | 10 000,00 |
| 63 | IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 690 000,00 | - | - | 690 000,00 |
| 633 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (| 690 000,00 | - | - | 690 000,00 |
| 6336 | Cotisations au CNFPT et au CDG69 | 690 000,00 | | | 690 000,00 |
| 64 | CHARGES DE PERSONNEL | 112 107 250,00 | - 35 000,00 | - 4 000,00 | 112 068 250,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 83 535 400,00 | - | - 4 000,00 | 83 531 400,00 |
| 6411 | Personnel titulaire | 72 050 700,00 | - | - 8 000,00 | 72 042 700,00 |
| 64111 | Rémunération principale | 41 060 000,00 | | - 41 000,00 | 41 019 000,00 |
| 64112 | Indemnité de résidence | 430 000,00 | | | 430 000,00 |
| 64112 | Supplément familial de traitement | 985 000,00 | | | 985 000,00 |

| Article | Libellé article | BP 2022 | BS 2022 | TC/VC | Total crédits 2022 (y compris TC/VC) |
|-------------|---|----------------------|--------------------|-----------------|--------------------------------------|
| 64113 | NBI | 685 000,00 | | | 685 000,00 |
| 64114 | Indemnité inflation - Personnel titulaire | | | 31 000,00 | 31 000,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 27 840 000,00 | | | 27 840 000,00 |
| 64118 | Autres indemnités - formations | 1 050 700,00 | | 2 000,00 | 1 052 700,00 |
| 6413 | Personnel non titulaire | 611 200,00 | - | 2 000,00 | 613 200,00 |
| 64131 | Personnel non titulaire - rémunération principale | 460 000,00 | | | 460 000,00 |
| 64131 | Personnel non titulaire - rémunérations - Indemnité de résidence | 4 600,00 | | | 4 600,00 |
| 64131 | Personnel non titulaire - rémunérations - SFT | 4 000,00 | | | 4 000,00 |
| 64131 | Personnel non titulaire - rémunérations - Autres indemnités | 142 600,00 | | | 142 600,00 |
| 64134 | Indemnité inflation | | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| 6414 | Personnel rémunéré à la vacation | 10 873 500,00 | - | - | 10 873 500,00 |
| 64141 | Indemnités versées aux sapeurs-pompiers volontaires | 10 823 500,00 | | | 10 823 500,00 |
| 64148 | Autres vacations - formateurs | 50 000,00 | | | 50 000,00 |
| 6417 | Rémunération des apprentis | - | - | 2 000,00 | 2 000,00 |
| 64172 | indemnité inflation - Apprentis | | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| 645 | Charges sociales et de prévoyance | 24 529 850,00 | - 35 000,00 | 4 000,00 | 24 498 850,00 |
| 6451 | Cotisations à l'URSSAF | 6 780 000,00 | - 35 000,00 | | 6 745 000,00 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | 15 878 650,00 | | | 15 878 650,00 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 360 000,00 | | | 360 000,00 |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux - mutuelle part patronale | 516 200,00 | | 4 000,00 | 520 200,00 |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux - contribution transport | 802 000,00 | | | 802 000,00 |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux - Prestation de fidélisation et de reconnaissance des SPV | 120 000,00 | | | 120 000,00 |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux - Compte engagement citoyen | 73 000,00 | | | 73 000,00 |
| 646 | Allocation de vétéran | 1 220 000,00 | - | - | 1 220 000,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 772 000,00 | - | 4 000,00 | 768 000,00 |
| 6471 | Prestations versées pour le compte du FNAL | 228 000,00 | | | 228 000,00 |
| 6472 | Prestations familiales directes | 38 000,00 | | | 38 000,00 |
| 6472 | Prestations familiales directes - prestations enfants | 66 000,00 | | | 66 000,00 |
| 6473 | Allocations de chômage | 165 000,00 | | | 165 000,00 |
| 6475 | Médecine du travail - frais médicaux externes | 240 000,00 | | | 240 000,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie - accident du travail | 35 000,00 | | - 4 000,00 | 31 000,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 2 050 000,00 | - | - | 2 050 000,00 |
| 6484 | Congé pour risque opérationnel | 50 000,00 | | | 50 000,00 |
| 6488 | Autres charges - valeur nominale "chèque déjeuner" | 2 000 000,00 | | | 2 000 000,00 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 2 729 500,00 | 40 000,00 | - | 2 769 500,00 |
| 651 | Redevances pr concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires | 247 500,00 | 0,00 | 0,00 | 247 500,00 |
| 6512 | Droits d'utilisation - Informatique en nuage | 247 500,00 | | | 247 500,00 |
| 653 | Indemnités et frais de mission et de formation des élus du | 50 000,00 | - | 10,00 | 49 990,00 |
| 6531 | Indemnités des élus | 45 000,00 | | - 10,00 | 44 990,00 |
| 6534 | Cotisations de sécurité sociale - part patronale | 5 000,00 | | | 5 000,00 |
| 656 | Participations (EPARI + INPT + Rézopôle) | 532 000,00 | 0,00 | 0,00 | 532 000,00 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BS 2022

| Article | Libellé article | BP 2022 | BS 2022 | TC/VC | Total crédits 2022 (y compris TC/VC) |
|---------|--|-----------------------|---------------------|------------|--------------------------------------|
| 657 | Subventions (CASC, ADMJSP, œuvre des pupilles, syndicats...) | 1 900 000,00 | 40 000,00 | - | 1 940 000,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | - | - | 10,00 | 10,00 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 2 523 500,00 | 24 000,00 | - | 2 547 500,00 |
| 661 | Charges d'intérêts | 2 503 500,00 | 24 000,00 | - | 2 527 500,00 |
| 6611 | Intérêts des emprunts et dettes | 1 212 500,00 | 24 000,00 | - | 1 236 500,00 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 967 500,00 | | | 967 500,00 |
| 66112 | Intérêts - rattachements des ICNE | 245 000,00 | 24 000,00 | - | 269 000,00 |
| 6615 | Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs | 1 000,00 | - | - | 1 000,00 |
| 6615 | Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs (ligne de crédit - trésorerie) | 1 000,00 | | | 1 000,00 |
| 6618 | Intérêts des autres dettes - BEA L1 | 1 290 000,00 | - | - | 1 290 000,00 |
| 668 | Autres charges financières | 20 000,00 | - | - | 20 000,00 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 34 000,00 | 15 000,00 | - | 49 000,00 |
| 671 | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 9 000,00 | - | - 2 000,00 | 7 000,00 |
| 6711 | Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | 8 000,00 | | - 2 500,00 | 5 500,00 |
| 6712 | Amendes fiscales et pénales | 1 000,00 | | | 1 000,00 |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | 500,00 | 500,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 10 000,00 | 15 000,00 | 2 000,00 | 27 000,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 15 000,00 | - | - | 15 000,00 |
| 68 | DOTATIONS AUX PROVISIONS | - | - | - | - |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 14 200 000,00 | - | - | 14 200 000,00 |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 14 200 000,00 | - | - | 14 200 000,00 |
| 681 | Dotations aux amortissements - Charges de fonctionnement | 14 200 000,00 | - | - | 14 200 000,00 |
| 6811 | Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 14 200 000,00 | | | 14 200 000,00 |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | | | - | - |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 4 893 128,21 | | - | 4 893 128,21 |
| | TOTAL | 165 604 878,21 | 1 155 000,00 | - | 166 759 878,21 |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BS 2022

| Article | Libellé article | BP 2022 | BS 2022 | Total des crédits 2022 |
|---------|--|----------------|-------------|------------------------|
| 013 | ATTENUATION DE CHARGES | 1 025 000,00 | - | 1 025 000,00 |
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel - maintenance mutualisée | 675 000,00 | | 675 000,00 |
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel - autres | 250 000,00 | | 250 000,00 |
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel - indemnités d'assurances | 100 000,00 | | 100 000,00 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 2 960 000,00 | 420 000,00 | 3 380 000,00 |
| 706 | Prestations de services | 1 675 000,00 | 102 000,00 | 1 777 000,00 |
| 7061 | Interventions soumises à facturation - services de sécurité | 25 000,00 | | 25 000,00 |
| 7061 | Interventions soumises à facturation - interventions par carences | 260 000,00 | 92 000,00 | 352 000,00 |
| 7061 | Interventions soumises à facturation - ascenseurs | 90 000,00 | 10 000,00 | 100 000,00 |
| 7061 | Interventions soumises à facturation - autoroutes | 150 000,00 | | 150 000,00 |
| 7061 | Interventions soumises à facturation - jurys | 150 000,00 | | 150 000,00 |
| 7068 | Autres prestations de services - concours | 50 000,00 | | 50 000,00 |
| 7068 | Autres prestations de services - chèques restaurant | 950 000,00 | | 950 000,00 |
| 708 | Autres produits | 1 285 000,00 | 318 000,00 | 1 603 000,00 |
| 70848 | Mise à disposition du personnel aux autres organismes | 590 000,00 | 178 000,00 | 768 000,00 |
| 70878 | Remboursements de frais par des tiers - jugements | 15 000,00 | 40 000,00 | 55 000,00 |
| 70878 | Remboursements de frais par des tiers - charges et fluides des locaux mis à disposition | 80 000,00 | | 80 000,00 |
| 70878 | Remboursements de frais par des tiers | 200 000,00 | 100 000,00 | 300 000,00 |
| 70878 | Remboursements de frais par des tiers - concours et examens professionnels | 400 000,00 | | 400 000,00 |
| 74 | CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS | 151 115 422,00 | 530 000,00 | 151 645 422,00 |
| 744 | FCTVA | 43 000,00 | | 43 000,00 |
| 747 | Contributions et participations | 151 007 422,00 | 556 000,00 | 151 563 422,00 |
| 74718 | Autres - colonnes de renfort | 50 000,00 | 11 000,00 | 61 000,00 |
| 74718 | Autres - Remboursement Etat vaccination | 1 100 000,00 | 545 000,00 | 1 645 000,00 |
| 7473 | Département du Rhône | 22 223 889,00 | | 22 223 889,00 |
| 7474 | Communes | 5 425 154,00 | | 5 425 154,00 |
| 7475 | Métropole de Lyon | 119 885 937,00 | | 119 885 937,00 |
| 7475 | EPCI | 2 322 442,00 | | 2 322 442,00 |
| 748 | Autres participations - interventions hors département | 65 000,00 | - 26 000,00 | 39 000,00 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 900 000,00 | 190 000,00 | 1 090 000,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 900 000,00 | 190 000,00 | 1 090 000,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante - maintenance mutualisée Métropole et Département | 900 000,00 | 190 000,00 | 1 090 000,00 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 70 000,00 | 15 000,00 | 85 000,00 |
| 771 | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 15 000,00 | 2 000,00 | 17 000,00 |
| 7711 | Dédits et pénalités perçus | 5 000,00 | | 5 000,00 |
| 7713 | Libéralités reçues | 10 000,00 | 2 000,00 | 12 000,00 |
| 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par déchéance quadriennale | 5 000,00 | | 5 000,00 |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BS 2022

| Article | Libellé article | BP 2022 | BS 2022 | Total des crédits 2022 |
|---------|---|-----------------------|---------------------|------------------------|
| 778 | Autres produits exceptionnels | 50 000,00 | 13 000,00 | 63 000,00 |
| 7788 | Autres produits exceptionnels - remboursement des dommages causés par des tiers au matériel | 50 000,00 | 13 000,00 | 63 000,00 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 2 323 500,00 | - | 2 323 500,00 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 2 323 500,00 | - | 2 323 500,00 |
| 776 | Différence sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat | 1 500 000,00 | - | 1 500 000,00 |
| 7768 | Neutralisation des amortissements | 1 500 000,00 | | 1 500 000,00 |
| 777 | Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat | 823 500,00 | | 823 500,00 |
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | - | - | - |
| 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | 7 210 956,21 | | 7 210 956,21 |
| | TOTAL | 165 604 878,21 | 1 155 000,00 | 166 759 878,21 |

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - 2021

| | AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | | | CREDITS DE PAIEMENTS | | | |
|--|--|-----------------------------|----------------------|-----------------------------|-----------------------|------------------------------------|--|-------------------------|
| | Montant de l'AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2022 | Nouveau montant d'AP | Total réalisé au 31/12/2021 | CP ouverts au BP 2022 | Modifications proposées au BS 2022 | CP ouverts au titre de l'exercice 2022 | Reste à financer sur AP |
| PROGRAMME 2021 | | | | | | | | |
| ACQUISITION DE VEHICULES | 4 000 000,00 | 0,00 | 4 000 000,00 | 1 986 428,87 | 1 600 000,00 | 0,00 | 1 600 000,00 | 2 013 571,13 |
| AP Véhicules d'intervention et hors intervention | 4 000 000,00 | 0,00 | 4 000 000,00 | 1 986 428,87 | 1 600 000,00 | 0,00 | 1 600 000,00 | 2 013 571,13 |
| PROGRAMME 2021 | | | | | | | | |
| MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS - PROGRAMME 2021 | 4 000 000,00 | 0,00 | 4 000 000,00 | 1 986 428,87 | 1 600 000,00 | 0,00 | 1 600 000,00 | 2 013 571,13 |
| PROGRAMME 2021 | | | | | | | | |
| CONSTRUCTION ET RENOVATION DE CASERNES | 21 300 000,00 | 1 600 000,00 | 22 900 000,00 | 484 888,64 | 3 802 000,00 | -590 000,00 | 3 212 000,00 | 22 415 111,36 |
| AP Opérations immobilières | 21 300 000,00 | 1 600 000,00 | 22 900 000,00 | 484 888,64 | 3 802 000,00 | -590 000,00 | 3 212 000,00 | 22 415 111,36 |
| AP 2021 - VILLIE-MORGON | | | | | | | | |
| AP 2021 - TARARE | | | | | | | | |
| AP 2021 - SAINT VINCENT DE REINS | | | | | | | | |
| AP 2021 - BELLEVILLE EN BEAUJOLAIS | | | | | | | | |
| AP 2021 - MILLERY | | | | | | | | |
| AP 2021 - ST GERMAIN NUELLES / BULLY / SARCEY | | | | | | | | |
| AP 2021 - ECOLE DEPARTEMENTALE-METROPOLITAINE ST PRIEST - BATIMENT DE SIMULATION | | | | | | | | |
| AP 2021 - QUINCIEUX | | | | | | | | |
| AP 2021 - FONTAINES SUR SAONE | | | | | | | | |
| AP 2021 - VILLEURBANNE LA DOUA | | | | | | | | |
| AP 2021 - VAULX-EN-VELIN | | | | | | | | |
| AP 2021 - MIONS | | | | | | | | |

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - 2022

| | AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | | | CREDITS DE PAIEMENT | | | | |
|--|--|-----------------------------|----------------------|-----------------------------|-----------------------|------------------------------------|--|-------------------------|--|
| | Montant de l'AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2022 | Nouveau montant d'AP | Total réalisé au 31/12/2021 | CP ouverts au BP 2022 | Modifications proposées au BS 2022 | CP ouverts au titre de l'exercice 2022 | Reste à financer sur AP | |
| PROGRAMME 2022 ACQUISITION DE VEHICULES | 4 100 000,00 | 0,00 | 4 100 000,00 | 0,00 | 662 000,00 | 0,00 | 662 000,00 | 4 100 000,00 | |
| AP véhicules d'intervention et hors intervention | 4 100 000,00 | 0,00 | 4 100 000,00 | 0,00 | 662 000,00 | 0,00 | 662 000,00 | 4 100 000,00 | |
| MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS - AP VEHICULES 2022 | 4 100 000,00 | 0,00 | 4 100 000,00 | 0,00 | 662 000,00 | -604 000,00 | 58 000,00 | 4 100 000,00 | |
| AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMO. CORPORELLES - AP VEHICULES 2022 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 604 000,00 | 604 000,00 | 0,00 | |

ARRETE - SIGNATURES

Présenté par la présidente du conseil d'administration du SDMIS
A Lyon, le 24 juin 2022

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Délibéré par le conseil d'administration du SDMIS
A Lyon, le 24 juin 2022

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bertrand ARTIGNY

Jean-Jacques BRUN

Corinne CARDONA

Pascal CHARMOT

Christiane CHARNAY

Mohamed CHIHI

Blandine COLLIN

Guy CORAZZOL

Gilbert-Luc DEVINAZ

Gilles GASCON

Christophe GEOURJON

Claude GOY

Christophe GUILLOTEAU

Zémorda KHELIFI

Jean-Charles KOHLHASS

Pierre MARMONIER

Claire PEIGNÉ

Renaud PFEFFER

Alexandre PORTIER

Véronique SARSELLI

Patrice VERCHÈRE

Sonia ZDOROVITZOFF

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/14**

OBJET **Budget principal du SDMIS - Autorisations de programme et crédits de paiement
- compte-rendu annuel pour l'année 2021**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Depuis le début de l'exercice 2003, le SDMIS a décidé de mettre en place une gestion par autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) pour les investissements relatifs aux constructions et rénovations de casernes, ainsi que pour ceux relatifs aux acquisitions de véhicules, afin de faciliter leur gestion et leur suivi.

Le code général des collectivités territoriales fait obligation de présenter un suivi de l'exécution des programmes votés ; aussi vous trouverez en annexe les tableaux de suivi des différentes opérations au 31 décembre 2021.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de me donner acte de ce compte-rendu. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



AUTORISATIONS DE PROGRAMME CONSTRUCTIONS DE CASERNES

| OPERATIONS | MONTANT DE L'AP ET DES OPERATIONS | Réalisé 2012 | Réalisé 2013 | Réalisé 2014 | Réalisé 2015 | Réalisé 2016 | Réalisé 2017 | Réalisé 2018 | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 | CUMUL REALISE | Reste à réaliser au 31/12/21 |
|---|-----------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|
| Programme 2011 | 1 866 991,40 | 3 444,48 | 8 898,24 | 39 719,45 | 53 883,00 | 271 479,56 | 1 188 136,32 | 277 819,24 | 13 132,37 | 10 478,74 | | 1 866 991,40 | 0,00 |
| Opération Saint-Georges-de-Rencins / Belleville | 116 388,30 | 3 444,48 | 8 898,24 | 0,00 | 5 370,00 | 56 450,71 | 36 821,62 | 5 403,25 | 0,00 | 0,00 | Opération clôturée D21-12/11 | 116 388,30 | 0,00 |
| Opération Rillieux-la-Pape | 1 750 603,10 | 0,00 | 0,00 | 39 719,45 | 48 513,00 | 215 028,85 | 1 151 314,70 | 272 415,99 | 13 132,37 | 10 478,74 | Opération clôturée D21-12/11 | 1 750 603,10 | 0,00 |
| Programme 2013 | 3 225 000,00 | | 0,00 | 24 195,13 | 23 823,16 | 326 164,56 | 817 903,40 | 783 699,36 | 1 039 659,01 | 131 177,74 | | 3 157 319,63 | 67 680,37 |
| Opération Blacé | 1 287 000,00 | | 0,00 | 24 195,13 | 23 823,16 | 286 954,56 | 775 597,13 | 89 692,35 | 39 850,08 | 11 689,76 | | 1 261 731,44 | 25 268,56 |
| Opération Beaujeu & Lantignis/Quincé-en-Beaujolais & Marchantpr | 1 938 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 210,00 | 42 306,27 | 694 007,01 | 999 808,93 | 119 487,98 | | 1 895 588,19 | 42 411,81 |
| Total des AP de construction | 5 091 991,40 | 3 444,48 | 8 898,24 | 63 914,58 | 77 706,16 | 597 644,12 | 2 006 039,72 | 1 061 518,60 | 1 052 791,38 | 141 656,48 | 10 697,27 | 5 024 311,03 | 67 680,37 |

R/22-06/14 - Annexe 1 - Autorisations de programme et crédits de paiement - compris pour l'année 2021
AUTORISATIONS DE PROGRAMME CONSTRUCTIONS ET RENOVATIONS DE CASERNES

| OPERATIONS | MONTANT PREVISIONNEL DE L'OPERATION | Réalisé 2014 | Réalisé 2015 | Réalisé 2016 | Réalisé 2017 | Réalisé 2018 | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 | CUMUL REALISE | Reste à réaliser au 31/12/21 |
|--|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------------------|---------------|------------------------------|
| Programme 2014 - AP 12 825 459,93 € | | | | | | | | | | | |
| Opération Evoux / L'Arbreste / Saint-Bel & Savigny / Sourcieux-les-Mines / Lenlily - Construction | 2 820 000,00 | 98 318,12 | 159 324,57 | 837 432,63 | 2 480 661,06 | 4 537 863,23 | 3 405 925,21 | 936 146,26 | 95 281,71 | 12 450 952,79 | 274 507,14 |
| Opération Chazay-d'Azevignes / Lozanne / Civreux-d'Azevignes / Morancé / Charnay-Alix - Construction | 1 700 000,00 | 7 138,00 | 18 390,54 | 52 641,76 | 19 969,19 | 1 097 668,37 | 418 773,60 | 115 566,50 | 448,38 | 1 670 596,34 | 29 403,66 |
| Opération Saint-Symphorien-d'Orzon / Sézein-du-Rhône - Construction | 1 590 000,00 | 0,00 | 13 110,00 | 7 576,56 | 4 687,68 | 53 504,30 | 1 032 990,10 | 351 433,08 | 47 742,34 | 1 511 044,06 | 78 955,94 |
| Opération Sainte-Colombe - Construction | 1 320 000,00 | 0,00 | 0,00 | 52 598,91 | 426 157,16 | 678 153,90 | 124 545,75 | 32 160,61 | 0,00 | 1 313 616,33 | 6 383,67 |
| Opération Montrottier - Construction | 1 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 16 575,59 | 4 756,45 | 153 865,38 | 727 692,61 | 117 143,83 | 26 433,30 | 1 046 467,16 | 53 532,84 |
| Opération Saint-Laurent-d'Oingt / Le Bois d'Oingt / Saint-Vérand - Construction | 1 745 000,00 | 0,00 | 0,00 | 41 621,52 | 34 756,05 | 630 334,98 | 816 618,12 | 127 417,85 | 9 731,06 | 1 660 479,56 | 84 520,44 |
| Opération Bully / Saint-Germain-Nuelles - Construction | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | Opération clôturée D21-12/11 | 0,00 | 0,00 |
| Opération Pierre-Bénite - Rénovation | 2 550 459,93 | 60 520,12 | 84 048,03 | 577 839,07 | 1 445 806,24 | 155 568,73 | 84 640,29 | 134 913,25 | Opération clôturée D21-12/11 | 2 550 459,93 | 0,00 |
| Programme 2015 - AP 2 659 849,92 € | | | | | | | | | | | |
| Opération Couzon au Mont d'Or - Construction | 1 695 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 24 330,00 | 406 918,92 | 1 035 181,16 | 120 789,82 | 7 667,97 | 1 594 887,87 | 100 112,13 |
| Opération Besenay - Construction | 245 000,00 | | 0,00 | 17 961,20 | 167 289,61 | 49 637,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 234 888,63 | 10 111,37 |
| Opération Quincieux - Construction | 19 849,92 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 587,20 | 13 662,72 | 600,00 | 19 849,92 | 0,00 |
| Opération Ernétanges / Juliéras - Construction | 530 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 34 629,83 | 118 938,71 | 303 570,82 | 36 677,05 | 9 995,84 | 503 812,25 | 26 187,75 |
| Opération Genay / Neuville sur Saône - Rénovation | 170 000,00 | | 0,00 | 367,20 | 9 720,09 | 133 677,41 | 17 325,48 | 406,13 | 474,82 | 161 971,13 | 8 028,87 |
| Programme 2018 - AP 279 421,65 € | | | | | | | | | | | |
| Opération Fontaine-sur-Saône - Extension/Rénovation | 27 643,27 | | | | | 1 032,00 | 11 921,52 | 8 033,64 | Opération clôturée D21-12/11 | 27 643,27 | 0,00 |
| Opération Ville-Morgon - Construction | 61 180,87 | | | | | 4 164,27 | 9 715,74 | 42 942,10 | Opération clôturée D21-12/11 | 61 180,87 | 0,00 |
| Opération Millery - Construction | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | Opération clôturée D21-12/11 | 0,00 | 0,00 |
| Opération Tarax - Construction | 161 058,31 | | | | | 1 980,00 | 60 095,52 | 26 827,50 | Opération clôturée D21-12/11 | 161 058,31 | 0,00 |
| Opération Saint Vincent de Reims - Réconstruction | 29 539,20 | | | | | 0,00 | 9 648,00 | 19 891,20 | Opération clôturée D21-12/11 | 29 539,20 | 0,00 |

AUTORISATIONS DE PROGRAMME CONSTRUCTIONS ET RENOVATIONS DE CASERNES

| OPERATIONS | MONTANT PREVISIONNEL DE L'OPERATION | Réalisé 2014 | Réalisé 2015 | Réalisé 2016 | Réalisé 2017 | Réalisé 2018 | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 | CUMUL REALISE | Reste à réaliser au 31/12/21 |
|---|-------------------------------------|------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|----------------------|------------------------------|
| Programme 2021 - AP 21 300 000 € | | | | | | | | | | | |
| Opération Villé-Morgon - Construction | 860 000,00 | | | | | | | | 484 888,64 | 484 888,64 | 20 818 111,36 |
| Opération Tarre- Construction | 3 240 000,00 | | | | | | | | 328 473,01 | 328 473,01 | 531 526,99 |
| Opération Saint-Vincent de Reins - Construction | 700 000,00 | | | | | | | | 41 719,45 | 41 719,45 | 3 198 280,55 |
| Opération Belleville en Beaujolais- Construction | 3 020 000,00 | | | | | | | | 57 097,66 | 57 097,66 | 642 902,34 |
| Opération Millevy - Construction | 1 170 000,00 | | | | | | | | | 0,00 | 3 020 000,00 |
| Opération Saint Germain Nuelles / Bully / Sarcey - Construction | 1 400 000,00 | | | | | | | | | 0,00 | 1 170 000,00 |
| Opération Ecole de Saint Priest - Bâtiment de simulation - Construction | 5 000 000,00 | | | | | | | | | 0,00 | 1 400 000,00 |
| Opération Quincieux - Rénovation | 500 000,00 | | | | | | | | 11 428,82 | 11 428,82 | 488 571,18 |
| Opération Fontaines-sur-Saône - Rénovation / Extension | 910 000,00 | | | | | | | | 83,72 | 83,72 | 909 916,28 |
| Opération Villeurbanne la Doua - Rénovation /Extension | 4 500 000,00 | | | | | | | | 46 085,98 | 46 085,98 | 4 453 914,02 |
| Total des AP constructions et rénovations | | 98 318,12 | 159 324,57 | 855 761,03 | 2 716 630,59 | 5 254 212,36 | 4 858 970,65 | 1 205 376,42 | 682 079,14 | 15 830 672,88 | 21 234 058,62 |

R/22-06/14 - Annexe 1 - Autorisations de programme et crédits de paiement - compte-rendu pour l'année 2021
AUTORISATIONS DE PROGRAMME VEHICULES

| OPERATIONS | MONTANT DU PROGRAMME ET DE L'AP | Réalisé 2017 | Réalisé 2018 | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 | CUMUL REALISE | Reste à réaliser au 31/12/21 |
|---|---------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------------------|----------------------|------------------------------|
| Programme 2017 | 3 314 557,89 | 1 504 482,43 | 1 608 091,47 | 81 861,28 | 120 122,71 | | 3 314 557,89 | 0,00 |
| Véhicules d'intervention et hors intervention | 3 314 557,89 | 1 504 482,43 | 1 608 091,47 | 81 861,28 | 120 122,71 | Opération clôturée D21-12/11 | 3 314 557,89 | 0,00 |
| Programme 2018 | 3 900 000,00 | | 2 070 601,57 | 639 827,43 | 358 496,07 | 780 539,05 | 3 849 464,12 | 50 535,88 |
| Véhicules d'intervention et hors intervention | 3 900 000,00 | | 2 070 601,57 | 639 827,43 | 358 496,07 | 780 539,05 | 3 849 464,12 | 50 535,88 |
| Programme 2019 | 11 900 000,00 | | | 2 122 588,27 | 2 629 743,72 | 2 834 543,95 | 7 586 875,94 | 4 313 124,06 |
| Véhicules d'intervention et de transport | 5 400 000,00 | | | 2 122 588,27 | 2 125 343,72 | 1 086 771,15 | 5 334 703,14 | 65 296,86 |
| Moyens élévateurs aériens | 6 500 000,00 | | | 0,00 | 504 400,00 | 1 747 772,80 | 2 252 172,80 | 4 247 827,20 |
| Programme 2020 | 4 900 000,00 | | | | 2 692 160,40 | 1 665 496,75 | 4 357 657,15 | 542 342,85 |
| Véhicules d'intervention et hors intervention | 4 900 000,00 | | | | 2 692 160,40 | 1 665 496,75 | 4 357 657,15 | 542 342,85 |
| Programme 2021 | 4 000 000,00 | | | | | 1 986 428,87 | 1 986 428,87 | 2 013 571,13 |
| Véhicules d'intervention et hors intervention | 4 000 000,00 | | | | | 1 986 428,87 | 1 986 428,87 | 2 013 571,13 |
| Total des AP de véhicules | 28 014 557,89 | 1 504 482,43 | 3 678 693,04 | 2 844 276,98 | 5 800 522,90 | 7 267 008,62 | 21 094 983,97 | 6 919 573,92 |

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/15**

OBJET **Budget annexe énergie renouvelable – Compte administratif pour l'exercice 2021**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Lors de sa séance du 3 juin 2022, le conseil d'exploitation de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours » a émis un avis favorable sur le compte administratif du budget annexe énergies renouvelables pour l'exercice 2021, soumis aujourd'hui à votre approbation.

Pour l'ensemble de l'exercice 2021, les dépenses et les recettes autorisées lors du budget primitif ont atteint un montant équilibré en dépenses et en recettes de :

60 000,00 € Pour la section d'investissement
1 200,00 € Pour la section de fonctionnement

Soit un montant global de 61 200,00 €.

S'agissant des dépenses, les mouvements effectivement constatés font apparaître une réalisation de :

38 024,55 € Pour la section d'investissement
241,75 € Pour la section de fonctionnement

Soit un total de 38 266,30 € de dépenses cumulées sur les deux sections.

S'agissant des recettes, les mouvements constatés sont de :

60 000,00 € Pour la section d'investissement
0,00 € Pour la section de fonctionnement

Soit un total de 60 000,00 € de recettes cumulées sur les deux sections.

Le résultat propre de l'exercice 2021 s'élève donc à :

21 975,45 € Pour la section d'investissement
- 241,75 € Pour la section de fonctionnement

Soit un résultat propre de l'exercice de 21 733,70 €.

Compte tenu des résultats antérieurs, le résultat de clôture est identique au résultat propre de l'exercice, soit :

21 975,45 € Pour la section d'investissement
- 241,75 € Pour la section de fonctionnement

Soit un résultat de clôture de 21 733,70 €.

1- LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses réalisées s'élèvent à 38 024,55 € et ont permis la réalisation des travaux d'installation des premiers panneaux photovoltaïques, à la caserne Les Auberges.

2- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes s'élèvent à 60 000 € ; il s'agit d'un emprunt réalisé fin 2021 auprès de la Caisse d'Épargne Auvergne Rhône-Alpes au taux de 0,70 % pour une durée de 20 ans.

3- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses réalisées s'élèvent à 241,75 € et comprennent d'une part la prime d'assurance des panneaux photovoltaïques, à hauteur de 181,75 €, et d'autre part le coût des frais de dossier de l'emprunt précité à hauteur de 60 €.

4- LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Aucune recette de fonctionnement n'a été encaissée sur l'exercice 2021.

En effet, le produit de la vente d'électricité nous sera versé une fois par an par EDF, et démarrera une année après la mise en route des installations de production.

Aussi, la première recette interviendra dans le courant de l'année 2022.

Compte tenu de ces éléments, je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver le compte administratif 2021 de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours ». »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



| COMPTES ADMINISTRATIF 2021 - ENERGIES RENOUVELABLES | | | | | | | | | |
|---|---|--------------------|--------------------|-----------------------|---|--------------------|--------------------|---------|--------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | | | | | | | |
| DEPENSES | | | | | RECETTES | | | | |
| Article | Objet | BP 2021 | Réalisé 2021 | Article | Objet | BP 2021 | Réalisé 2021 | Article | Réalisé 2021 |
| 611/9 | Location compteur (TURPE) | 40,00 € | 0,00 € | 707/19 | Vente électricité - Les Auberges | 1 200,00 € | 0,00 € | | 0,00 € |
| 6156/10 | Maintenance et télé suivi | 500,00 € | 0,00 € | | | | | | |
| 6161/11 | Assurance RC | 500,00 € | 181,75 € | | | | | | |
| 6231/12 | Publicité (BOAMP, panneau affichage...) | 100,00 € | 0,00 € | | | | | | |
| 6688/15 | Commission d'engagement emprunt 2021 - Les Auberges | 60,00 € | 60,00 € | | | | | | |
| TOTAL DEPENSES | | 1 200,00 € | 241,75 € | TOTAL RECETTES | | 1 200,00 € | 0,00 € | | |
| SECTION D'INVESTISSEMENT | | | | | | | | | |
| DEPENSES | | | | | RECETTES | | | | |
| Article | Objet | BP 2021 | Réalisé 2021 | Article | Objet | BP 2021 | Réalisé 2021 | Article | Réalisé 2021 |
| 2153/2 | Achat et installation panneaux photovoltaïques - Les Auberges | 60 000,00 € | 38 024,55 € | 1641/5 | Recettes d'emprunt sur 20 ans consolidée en 2021 - Les Auberges | 60 000,00 € | 60 000,00 € | | 60 000,00 € |
| TOTAL DEPENSES | | 60 000,00 € | 38 024,55 € | TOTAL RECETTES | | 60 000,00 € | 60 000,00 € | | |

ARRETE - SIGNATURES

Présenté par la présidente du conseil d'administration du SDMIS
A Lyon, le 24 juin 2022

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Délibéré par le conseil d'administration du SDMIS
A Lyon, le 24 juin 2022

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bertrand ARTIGNY

Claude GOY

Jean-Jacques BRUN

Christophe GUILLOTEAU

Corinne CARDONA

Zémorda KHELIFI

Pascal CHARMOT

Jean-Charles KOHLHAAS

Christiane CHARNAY

Pierre MARMONIER

Mohamed CHIH

Claire PEIGNÉ

Blandine COLLIN

Renaud PFEFFER

Guy CORAZZOL

Alexandre PORTIER

Gilbert-Luc DEVINAZ

Véronique SARSELLI

Gilles GASCON

Patrice VERCHÈRE

Christophe GEOURJON

Sonia ZDOROVITZOFF

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/16**

OBJET **Budget annexe énergies renouvelables - reprise et l'affectation du résultat comptable pour l'exercice 2021**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Lors de sa séance du 3 juin 2022, le conseil d'exploitation de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours » a émis un avis favorable sur la reprise et l'affectation du résultat comptable pour l'exercice 2021, soumis aujourd'hui à votre approbation.

Le compte administratif de l'exercice 2021 et le compte de gestion de monsieur le payeur départemental du Rhône, comptable de notre établissement public, vous ont été présentés par deux rapports distincts.

Je vous rappelle que le résultat de clôture est identique au résultat propre de l'exercice, à savoir :

- Un excédent d'investissement de 21 975,45 €
- Un déficit de fonctionnement de - 241,75 €

Ces résultats seront intégrés au budget supplémentaire pour l'exercice 2022, étant entendu que le déficit de fonctionnement pourra être apuré l'an prochain par la reprise du résultat de l'exercice 2022, qui devrait être excédentaire du fait de l'encaissement du produit de la vente d'électricité à intervenir au cours de l'année.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver la reprise et l'affectation du résultat comptable pour l'exercice 2021 de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours ». »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda HELIFI
Présidente

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/17**

OBJET **Budget annexe énergies renouvelables – projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2022**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Lors de sa séance du 3 juin 2022, le conseil d'exploitation de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours » a émis un avis favorable sur le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2022, soumis aujourd'hui à votre approbation.

Le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2022 a pour principal objet la reprise des résultats de fonctionnement et d'investissement 2021, à savoir :

- Un excédent d'investissement de 21 975,45 €
- Un déficit de fonctionnement de- 241,75 €

Tenant compte de ces éléments, le budget supplémentaire que je soumets à votre avis s'équilibre, en dépenses et en recettes, à 22 467,20 € répartis à raison de :

21 975,45 € Pour la section d'investissement
491,75 € Pour la section de fonctionnement

1- LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT :

Les dépenses d'investissement augmentent de 21 975,45 €, correspondant à l'excédent d'investissement repris, destinées à l'acquisition et l'installation des panneaux photovoltaïques en cours et à venir.

2- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT :

Les recettes d'investissement augmentent également de 21 975,45 € et participeront au financement des acquisitions futures de panneaux photovoltaïques

3- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :

Les dépenses de fonctionnement augmentent de 491,75 €, du fait notamment de la reprise du déficit de fonctionnement constaté à la fin de l'exercice 2021 à hauteur de 241,75 €, complétée par une dépense prévisionnelle de 250 € pour permettre le paiement de charges exceptionnelles.

4- LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

L'équilibre du budget supplémentaire 2022 est assuré par une augmentation des recettes prévisionnelles de même montant que les dépenses, soit 491,75 €

Ces équilibres budgétaires viendront à se consolider dans les années à venir, à mesure que la production d'électricité vendue à EDF augmentera, combinée à la hausse progressive du nombre de casernes équipées en panneaux photovoltaïques.

Compte tenu de ce qui précède, je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2022 de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours ».

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda, KHELIFI
Présidente



| BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2022 - ENERGIES RENOUVELABLES | | | | | | |
|--|--|--------------------|-----------------------|--|--------------------|--|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | | | | |
| DEPENSES | | | RECETTES | | | |
| Chapitre | Objet | Montant | Chapitre | Objet | Montant | |
| 002 | Déficit de fonctionnement de l'exercice 2021 | 241,75 € | 75 | Arrondis de déclaration de TVA | 50,00 € | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 200,00 € | 70 | Ajustement des recettes de vente d'électricité | 441,75 € | |
| 65 | Arrondis de déclaration de TVA | 50,00 € | | | | |
| TOTAL DEPENSES | | 491,75 € | TOTAL RECETTES | | 491,75 € | |
| SECTION D'INVESTISSEMENT | | | | | | |
| DEPENSES | | | RECETTES | | | |
| Chapitre | Objet | Montant | Chapitre | Objet | Montant | |
| 21 | Nouvelle tranche de travaux de panneaux solaires | 21 975,45 € | 001 | Excédent d'investissement | 21 975,45 € | |
| TOTAL DEPENSES | | 21 975,45 € | TOTAL RECETTES | | 21 975,45 € | |

ARRETE - SIGNATURES

Présenté par la présidente du conseil d'administration du SDMIS
A Lyon, le 24 juin 2022

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Délibéré par le conseil d'administration du SDMIS
A Lyon, le 24 juin 2022

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bertrand ARTIGNY

Jean-Jacques BRUN

Corinne CARDONA

Pascal CHARMOT

Christiane CHARNAY

Mohamed CHIH

Blandine COLLIN

Guy CORAZZOL

Gilbert-Luc DEVINAZ

Gilles GASCON

Christophe GEOURJON

Claude GOY

Christophe GUILLOTEAU

Zémorda KHELIFI

Jean-Charles KOHLHAAS

Pierre MARMONIER

Claire PEIGNÉ

Renaud PFEFFER

Alexandre PORTIER

Véronique SARSELLI

Patrice VERCHÈRE

Sonia ZDOROVITZOFF

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

GROUPEMENT AFFAIRES JURIDIQUES

NUMÉRO **D/22 – 06/02**

OBJET **Compte-rendu des décisions prises en matière contentieuse par la présidente du conseil d'administration depuis le 17 mai 2021**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Le conseil d'administration du SDMIS a, le 3 novembre 2020, accordé à la présidente une délégation –renouvelée le 9 juillet 2021– pour agir au nom de l'établissement devant les différentes juridictions, aussi bien en action qu'en défense.

Aux termes de ces délibérations, je suis tenue de vous rendre compte annuellement des décisions prises en vertu de cette délégation qui concerne les actions en justice dans lesquelles le SDMIS est partie.

Je vous invite donc à prendre connaissance des différentes décisions prises depuis le 17 mai 2021, date du dernier compte-rendu présenté devant le conseil d'administration :

- 17 décisions relèvent de contentieux devant les juridictions administratives : tribunal administratif de Lyon ou cour administrative d'appel de Lyon.
1 affaire a d'ores et déjà été jugée et 16 sont en cours d'instruction.
- 6 décisions relèvent de contentieux devant les juridictions pénales.
Il s'agit de constitutions de partie civile faites au nom du SDMIS suite à des atteintes aux biens et/ou intérêts de l'établissement.
4 affaires ont été jugées et 2 sont appelées à des audiences à venir.

1. Contentieux devant les juridictions administratives :**1.1. Affaire jugée :****➤ Affaire – Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 25 mars 2021,
- Contentieux portant sur la réparation des préjudices subis en lien avec des accidents de service de 2012 et 2016,
- Condamnation du SDMIS par jugement du 2 mai 2022 à verser la somme de 17 000 euros à monsieur

1.2. Affaires en cours :**➤ Affaire – Cour administrative d'appel de Lyon :**

- Requête en appel du 29 mars 2021 contre le jugement du 27 janvier 2021 du tribunal administratif de Lyon,
- Contentieux portant sur la réparation du préjudice subis suite aux fautes qu'auraient commises le SDMIS dans les informations données relatives au versement de l'allocation chômage et aux modalités de versement de cette allocation.

➤ **Affaire** – **Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours des 21 avril 2021 et 15 juillet 2021,
- Contentieux portant sur l'annulation des comptes rendus annuels d'évaluation professionnelle au titre des années 2015, 2016 et 2019, et la réalisation d'entretiens professionnels au titre de l'année 2017 et de l'année 2018.

➤ **Affaire** – **Cour administrative d'appel de Lyon :**

- Requête en appel du 7 juin 2021 contre les jugements du 7 avril 2021 du tribunal administratif de Lyon,
- Contentieux portant sur l'annulation de deux arrêtés du président du conseil d'administration du SDMIS, du 7 mars 2019 et du 3 janvier 2020, portant trois sanctions disciplinaires d'exclusion temporaire de fonctions d'une durée de trois jours pour des absences injustifiées.

➤ **Affaires** et – **Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 6 juillet 2021 et du 12 juillet 2021,
- Contentieux portant sur la décision du 28 janvier 2021 par laquelle des jours de congés supplémentaires dits « de fractionnement » sans impact sur leur cible horaire leur ont été accordés au titre de l'année 2020.

➤ **Affaire** – **Cour administrative d'appel de Lyon :**

- Requête en appel du SDMIS du 8 juillet 2021 à l'encontre du jugement du 30 juin 2021 du tribunal administratif de Lyon,
- Contentieux portant sur l'annulation de l'arrêté du directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours du 12 novembre 2019 portant suspension de fonctions et l'arrêté du président du conseil d'administration du SDMIS du 7 février 2020 portant exclusion temporaire de fonctions pour une durée d'un an.

➤ **Affaire IHTS sapeurs-pompiers professionnels ex-logés – Tribunal administratif de Lyon :**

- 34 recours des 29 juillet et 24 septembre 2021,
- Contentieux portant sur l'annulation des titres de recettes émis par le SDMIS suite aux jugements du tribunal administratif de Lyon du 22 mars 2021.

➤ **Affaire** – **Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 17 août 2021,
- Contentieux portant sur l'annulation de l'arrêté de la présidente du conseil d'administration du SDMIS du 11 février 2021, refusant de reconnaître l'imputabilité au service de la pathologie à l'origine de l'arrêt de travail du 10 avril 2020

➤ **Affaire** – **Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 12 octobre 2021,
- Contentieux portant sur l'annulation de l'arrêté de la présidente du conseil d'administration du SDMIS du 15 septembre 2021 portant suspension de fonctions, pris en application de l'article 14 de la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire.

➤ **Affaire** – **Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 23 octobre 2021,
- Contentieux portant sur l'annulation de l'arrêté de la présidente du conseil d'administration du SDMIS du 15 septembre 2021 portant suspension de fonctions pris en application de l'article 14 de la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire, l'annulation du refus de lui accorder des autorisations spéciales d'absence et demandant la condamnation du SDMIS au versement des indemnisations afférentes.

➤ **Affaire** – **Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 25 novembre 2021,
- Contentieux portant sur l'annulation de l'arrêté du 29 septembre 2021 portant non-renouvellement d'engagement de sapeur-pompier volontaire.

➤ **Affaires** et – **Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 23 février 2022 et du 1er mars 2022,
- Contentieux portant sur l'annulation de la décision du 13 décembre 2021 en tant que les jours de congés supplémentaires dits « de fractionnement » qui leur sont accordés au titre de l'année 2021 sont valorisés à hauteur de 7 heures dans le décompte de leur temps de travail.

➤ **Affaire** – **Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 24 février 2022,
- Contentieux portant sur l'annulation de l'arrêté de la présidente du conseil d'administration du SDMIS du 21 décembre 2021 portant rétrogradation au grade immédiatement inférieur (sergent) à compter du 1er janvier 2022.

➤ **Affaire Syndicat CGT du SDMIS - Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 15 mars 2022,
- Contentieux portant sur la décision implicite de rejet de la demande visant à l'instauration de cycles de travail avec emplois du temps répétitifs pour les sapeurs-pompiers professionnels travaillant selon le régime de droit commun.

➤ **Affaire** – **Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 15 mars 2022,
- Contentieux portant sur l'annulation du compte rendu annuel définitif de l'évaluation professionnelle au titre de l'année 2020.

2. Contentieux devant les juridictions pénales :

2.2. Affaires jugées :

- **Affaire** – **Tribunal pour enfants de Lyon :** constitution de partie civile du SDMIS pour des faits de dégradations de biens publics (projectiles lancés sur deux véhicules d'intervention) et de vols (clé de contacts d'un véhicule d'intervention) commis le 16 juillet 2020 à Villeurbanne.

Par jugement du 8 juillet 2021, le prévenu a été condamné à verser au SDMIS la somme de 4 023,44 € à titre de dommages et intérêts.

- **Affaire** – **Tribunal judiciaire de Lyon** : constitution de partie civile du SDMIS pour des faits d'appels téléphoniques malveillants réitérés commis le 30 mars 2021 au CTA-CODIS.

Par ordonnance du 10 décembre 2021, la prévenue a été condamnée à verser au SDMIS la somme de 250 € à titre de dommages et intérêts.

- **Affaire** – **Tribunal judiciaire de Lyon** : constitution de partie civile du SDMIS pour des faits de menaces de mort commis à l'encontre de sapeurs-pompiers du SDMIS le 27 juillet 2021 à Lyon 7^{ème}.

Par jugement du 10 janvier 2022, le prévenu a été condamné à verser au SDMIS la somme de 200 € à titre de dommages et intérêts.

- **Affaire** – **Tribunal judiciaire de Lyon** : constitution de partie civile du SDMIS pour des faits d'appels téléphoniques malveillant réitérés commis entre le 4 janvier 2021 et le 1^{er} août 2021 au CTA-CODIS.

Par jugement du 10 février 2022, le prévenu a été condamné à verser au SDMIS la somme de 500 € à titre de dommages et intérêts.

2.3. Affaires en cours :

- **Affaire** – **Tribunal judiciaire de Lyon** : constitution de partie civile du SDMIS pour des faits de vol (ampoules de morphines) commis entre le 20 novembre 2020 et le 18 janvier 2022 à la Tour-de-Salvagny.

Le dossier sera évoqué à l'audience du 27 juin 2022 devant la 13^{ème} chambre du tribunal judiciaire de Lyon.

- **Affaire** – **Tribunal judiciaire de Lyon** : constitution de partie civile du SDMIS pour des faits de dégradations de biens publics (rétroviseur avant-droit et gyrophare d'un véhicule d'intervention respectivement arraché et cassé) commis le 9 juillet 2021 à Lyon 3^{ème}.

Le dossier sera évoqué à l'audience du 6 octobre 2022 devant la chambre des comparutions sur reconnaissance préalable de culpabilité du tribunal judiciaire de Lyon.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de me donner acte de cette communication. »

DECIDE

- *d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente

SDMIS
SAPEURS-POMPIERS

Accusé de réception en préfecture
069-286912001-20220624-DB22_06-03-DE
Date de télétransmission : 27/06/2022
Date de réception préfecture : 27/06/2022

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
GROUPEMENT MARCHÉS ET ASSURANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/03**

OBJET **Compte-rendu des dons et des cessions à titre onéreux des matériels réformés du
SDMIS**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN,
Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda
KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER,
Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI),
Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« La commission de réforme des matériels du SDMIS, réunie le 9 mars 2022, a autorisé les dons des véhicules et matériels suivants :

| Matériels | Bénéficiaire (Coopération internationale) |
|---|--|
| 3 véhicules de secours et d'assistance aux victimes | Municipal Centre for Health Therapy and Prevention in Lodz (Pologne) |
| 2 casques F1 feux de structure | |
| 32 casques F2 feux de végétation | |

La commission de réforme des matériels du SDMIS, réunie le 3 juin 2022, a autorisé les dons des véhicules et matériels suivants :

| Matériels | Bénéficiaire (Coopération internationale) |
|--|---|
| 1 véhicule de secours et d'assistance aux victimes | CORPS NATIONAL DES SAPEURS-POMPIERS DU CAMEROUN |
| 1 véhicule chef de site | |
| 1 lot groupe hydraulique | |
| 1 lot désincarcération | |
| 2 coupe-boulons | |
| 2 divisions 100/3x65 | |
| 5 harnais LSPCC | |
| 2 cordes | |
| 10 tuyaux de tailles diverses | |
| 100 polos | |
| 22 pantalons | |
| 18 sweats | |
| 7 vestes | |
| 1 échelle pivotante séquentielle 24m | FRANCE GUINÉE COOPÉRATION (ONG) |
| 1 véhicule tout usage tracteur | |
| 1 lot groupe hydraulique et électrogène | |
| 1 lot désincarcération | |
| 2 coupe-boulons | |
| 2 divisions 100/3x65 | |
| 2 gilets de flottaison | |
| 5 triangles | |
| 30 anneaux cousus | |

| Matériels | Bénéficiaire (Coopération internationale) |
|--|---|
| 5 harnais LSPCC | FRANCE GUINÉE COOPÉRATION (ONG) |
| 2 cordes | |
| 10 tuyaux de tailles diverses | |
| 100 polos | |
| 22 pantalons | |
| 18 sweats | |
| 7 vestes | |
| 10 parkas | |
| 5 paires de chaussures d'intervention | |
| 10 ceinturons | |
| 1 fourgon pompe tonne léger hors route | CASC APPUI |
| 1 véhicule fourgon d'intervention hors route | |
| 1 lot de 3 groupes hydrauliques | |
| 2 lots désincarcération | |
| 1 lot d'aspiration complet | |
| 10 coupe-boulons | |
| 2 divisions 100/3x65 | |
| 3 gilets de flottaison | |
| 7 triangles | |
| 50 anneaux cousus | |
| 7 harnais LSPCC | |
| 4 cordes | |
| 10 tuyaux de tailles diverses | |
| 80 polos | |
| 24 pantalons | |
| 18 sweats | |
| 9 vestes | |
| 12 vestes de feu | |
| 10 parkas | CASC APPUI |
| 9 paires de chaussures d'intervention | |
| 40 ceinturons | VIENNE-GORIS (Arménie) |
| 60 polos | |
| 22 pantalons | |
| 18 sweats | |
| 7 vestes | |
| 25 chemises F1 | |
| 20 parkas | |
| 20 ceinturons | |
| 1 véhicule chef de site | WORKING TOGETHER <i>(Association humanitaire et de coopérations pour une aide internationale pompiers)</i> |
| 1 remorque secours routier | |
| 1 lot groupe hydraulique et électrogène | |
| 2 divisions 100/3x65 | |
| 10 tuyaux de tailles diverses | |

| Matériels | Bénéficiaire (Coopération internationale) |
|---|---|
| 1 véhicule tout usage tracteur 1 véhicule chef de site 1 lot désincarcération | ASSOCIATION HUMANITAIRE DES POMPIERS DE SOITO <i>(Pompiers du Portugal)</i> |
| 1 véhicule chef de site 1 véhicule fourgon banalisé | SOLDATS DE LA PAIX <i>(ONG)</i> |
| 1 véhicule tout usage tracteur 2 divisions 100/3x65 5 triangles 20 anneaux cousus 5 harnais LSPCC 2 cordes 10 tuyaux de tailles diverses 100 polos | POMPIERS FRANCE PARTAGE |

| Matériels | Bénéficiaire (Organismes locaux) |
|--|----------------------------------|
| 1 camion citerne de grande capacité 1 butterfly 1 dips traction 1 développé incliné | SDIS 43 |

| Matériels | Bénéficiaire (Associations locales) |
|---|---|
| 1 remorque secours routier | ASSOCIATION DIVING FOR FUTURE |
| 8 PC fixes sans écran 8 écrans | ÉCOLE DE LA CHARTONNIÈRE |
| 21 PC portables 1 PC ultraportable 3 écrans 55 pouces | WEEEFUND (réemploi de matériels informatiques et lutte contre l'exclusion numérique) |

Elle a également décidé de la vente des véhicules et matériels suivants par le biais de la plate-forme AGORASTORE :

- 1 fourgon pompe tonne léger,
- 4 véhicules de secours et d'assistance aux victimes,
- 2 fourgons risque nucléaire radiologique bactériologique chimique,
- 1 véhicule tout usage tracteur,
- 1 véhicule fourgon d'intervention tout terrain,
- 1 véhicule secours routier,
- 1 remorque secours routier,
- 1 chariot élévateur porté,
- 1 pont élévateur VL,
- 1 Remorque Moto-Ventilateur,
- 1 lot groupe hydraulique,
- 1 lot groupe électrogène + génératrice,
- 32 casques F2 rouges,

- 13 casques F2 blancs,
- 1 tronçonneuse à béton,
- 1 banc épaule,
- 1 butterfly,
- 1 presse,
- 32 écrans,
- 17 PC portables,
- 4 imprimantes,
- 6 fax,
- 3 vidéoprojecteurs.

Je vous demande mesdames, messieurs, de me donner acte des décisions de la commission de réforme des matériels du SDMIS réunie le 9 mars 2022 et le 3 juin 2022. »

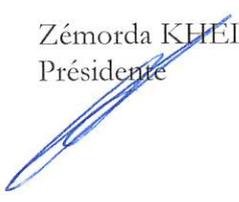
DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



SDMIS
SAPEURS-POMPIERS

Accusé de réception en préfecture
069-286912001-20220624-D22_06-04-DE
Date de télétransmission : 27/06/2022
Date de réception préfecture : 27/06/2022

DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
GROUPEMENT MARCHÉS ET ASSURANCES

NUMÉRO **D/22 – 06/04**

OBJET **Récapitulatif des marchés à procédure adaptée notifiés en application des délibérations n° D/21-07/02**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« L'article L1424-30 du code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour le conseil d'administration de déléguer une partie de ses attributions à sa présidente.

Cette disposition permet d'étendre la délégation à tous les marchés adaptés, quelle que soit leur forme ainsi qu'à tous leurs avenants sans limitation de montant.

Par délibération D/21-07/02 du conseil d'administration du 9 juillet 2021, vous m'avez accordé délégation, pour la durée de mon mandat, pour les actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés adaptés et leurs avenants, pour les travaux, les fournitures et les services.

À titre d'information, je vous prie de trouver en annexe, la liste des marchés à procédure adaptée passés en application de cette délégation pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHÉLIFI
Présidente



Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion

| N° Marché | Objet du marché | Montant € HT mini | Montant € HT maxi | Prix unitaire € HT | Durée en mois | Nom du titulaire | Adresse du titulaire | Date de notification |
|-----------|---|-------------------------|-------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|---|-------------------------|
| 2020M043 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 1 : fondations spéciales | | | 21 500,00 | 10 | TP GEO | 7 rue Jean Marie Parodon 71150 FONTAINES | 14/04/2021 |
| 2020M044 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 2 : terrassement - vrd - démolition - maçonnerie - GO | | | 127 259,35 | 10 | PHILIBERT | 409 route de Cergne Cours la Ville 69470 COURS | 14/04/2021 |
| 2020M046 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 4 : revêtement de façade | | | 7 277,00 | 10 | TUNC ISO FACADES | 70 rue Bergson 42000 SAINT ETIENNE | 14/04/2021 |
| 2020M047 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 5 : menuiseries extérieures alu - métallerie - serrurerie | | | 9 947,00 | 10 | CHERPIN | 112 rue de L'industrie 69550 SAINT JEAN LA BUSSIÈRE | 14/04/2021 |
| 2020M048 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 6 : menuiseries extérieures PVC - VR | | | 10 738,00 | 10 | BRUN FRERES | 8 Impasse Jean Moos 69550 AMPLEPUIS | 14/04/2021 |
| 2020M049 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 7 : menuiseries intérieures bois | | | 17 659,00 | 10 | BRUN FRERES | 8 Impasse Jean Moos 69550 AMPLEPUIS | 14/04/2021 |
| 2020M045 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 3 : charpente - couverture - zinguerie | | | 25 611,20 | 10 | CHAMPALLE ET FILS | 18 rue Centrale 69240 SAINT VINCENT DE REINS | 15/04/2021 |
| 2020M052 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 10 : électricité CF & cf | | | 48 246,08 | 10 | LARUE | 320 rue du Moulin Blanc 42630 SAINT VICTOR SUR RHINS | 15/04/2021 |
| 2020M053 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 11 : plomberie - sanitaire - vmc | | | 86 578,62 | 10 | LESPINASSE FRERES | Rue Centrale 42670 BELMONT | 15/04/2021 |
| 2021M031 | Utilisation d'un logiciel de prise de rendez-vous en ligne en mode SAAS | 5 883,00 | 10 000,00 | | 48 | PHOENIXTEL | Lieu Dit Les Casagnès 34390 Saint Julien | 16/04/2021 |
| 2021M034 | Achat et livraison de contaminamètres grande surface pour le risque radiologique, pièces détachées et accessoires | | 39 800,00 | | 48 | BERTHOLD France | 8 route des Bruyères 78770 THOIRY | 15/04/2021 |
| 2020M050 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 8 : plâtrerie - isolation - peinture | | | 50 622,40 | 10 | AUBONNET ET FILS | 794 rue de Charlieu Cours la Ville 69470 COURS | 26/04/2021 |
| 2021M039 | Acquisition de batteries pour radios TPH 700 | 7 460,00 | 30 000,00 | | 48 | UPSILONE | 29 rue de la Hacquinrière 91440 BURES SUR YVETTE | 26/04/2021 |
| 2020M051 | Restructuration de la caserne de St Vincent de Reins Lot 9 : carrelage - faïence | | | 16 000,00 | 10 | PEREZ | 120 ZA les Auges 42460 COUTOUVRE | 28/04/2021 |
| 2021M035 | Convention de mandat pour la passation d'un ou de plusieurs marchés de fournitures de spécialités pharmaceutiques et/ou de dispositifs médicaux pour le compte du SDMIS | | | 4 000,00 | 24 | CAHPP | 20/22 rue Richer 75009 paris | 07/05/2021 |
| 2021M036 | Convention de mandat pour la passation d'un marché de fournitures de spécialités pharmaceutiques, de dispositifs médicaux, de produits divers auprès de grossistes réparateurs pour le compte du SDMIS | | | 1 200,00 | 12 | CAHPP | 20/22 rue Richer 75009 paris | 07/05/2021 |
| 2021M038 | Acquisition d'appareils portatifs de contrôle de la contamination (AP4C), la maintenance, la réparation et la fourniture de consommables pour appareils portatifs de contrôle de la contamination (AP4C et AP2C°) | 20 000,00 | 80 000,00 | | 48 | PROENGIN | 1 rue de l'Industrie 78210 SAINT CYR L'ECOLE | 12/05/2021 |

Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion

| N° Marché | Objet du marché | Montant € HT mini | Montant € HT maxi | Prix unitaire € HT | Durée en mois | Nom du titulaire | Adresse du titulaire | Date de notification |
|-----------|---|-------------------------|-------------------------|-----------------------|------------------|-----------------------------|---|-------------------------|
| 2021M013 | Contrôle technique GB GM Lot 6 | 1 500,00 | 4 000,00 | | 48 | AUTO CONTRÔLE PONTCHARRA | Route de Tarare 69490 PONTCHARRA SUR TURDINE | 17/05/2021 |
| 2021M014 | Contrôle technique GB GM Lot 7 | 6 000,00 | 12 000,00 | | 48 | AUTO PASSION CHAZAY | 11 rue Marius Berliet 69380 CHAZAY D'AZERGUES | 17/05/2021 |
| 2021M018 | Contrôle technique GB GM Lot 11 | 5 000,00 | 16 000,00 | | 48 | AUTOVISION AMPLEPUIS | ZI la Gaieté 69550 AMPLEPUIS | 17/05/2021 |
| 2021M019 | Contrôle technique GB GM Lot 12 | 5 000,00 | 16 000,00 | | 48 | CCTAMEL | 21 route de la Vallée du Garon 69510 THURINS | 17/05/2021 |
| 2021M024 | Prestations de déménagements, d'export de divers matériels et de mise en déchetterie | 40 000,00 | 160 000,00 | | 12 | ORGANIDEM | 1 Avenue Alphan 94160 SAINT MANDE | 17/05/2021 |
| 2021M042 | Rénovation des installations thermiques de la caserne de CUBLIZE | | | 64 962,16 | 2 | CONNECT | ZA du Pasquier Route de Lyon 71800 VARENNE SOUS D'UN | 17/05/2021 |
| 2021M020 | Contrôle technique GB GM Lot 13 | 2 000,00 | 5 000,00 | | 48 | HAME | 320 route de Verdieu 42410 SAINT MICHEL SUR RHÔNE | 18/05/2021 |
| 2021M012 | Contrôle technique GB GM Lot 5 | 2 000,00 | 6 000,00 | | 48 | CTPP | 135 rue des Sequoias ZI Bellevue 69610 SOUZY | 25/05/2021 |
| 2021M003 | Maintenance logiciel ACROPOLIS, prestations et fournitures associées aux évolutions | 40 000,00 | 213 999,00 | | 24 | ODYSSEE | Le Quatuor 24 rue du Moulin 69700 GIVORS | 31/05/2021 |
| 2021M033 | Campagne annuelle de mesure de la qualité des eaux sanitaires et mesure de la qualité microbiologique des équipements réfrigérés dans les CADIMS les sites Etra-Major et les casernes des sapeurs-pompiers volontaires du SDMIS ainsi que la formation éventuel | 15 000,00 | 40 000,00 | | 12 | EUROFINS LEA | 24 Boulevard de la Bougic 13014 MARSEILLE | 31/05/2021 |
| 2021M032 | Fourniture de matériels et produits de désinsectisation | 60 000,00 | 120 000,00 | | 48 | DIPTER | Parc d'activités Villener Avenue Flore Le Thailay CS 40823 95508 GONESSE CEDEX | 09/06/2021 |
| 2021M008 | Contrôle technique GB GM Lot 1 | 30 000,00 | 90 000,00 | | 48 | AUTO BILAN France | Rue de la Boursidière 92350 Le Plessis Robinson | 11/06/2021 |
| 2021M009 | Contrôle technique GB GM Lot 2 | 2 500,00 | 7 500,00 | | 48 | AUTO BILAN France | Rue de la Boursidière 92350 Le Plessis Robinson | 11/06/2021 |
| 2021M010 | Contrôle technique GB GM Lot 3 | 2 000,00 | 6 000,00 | | 48 | AUTO BILAN France | Rue de la Boursidière 92350 Le Plessis Robinson | 11/06/2021 |
| 2021M005 | Maintenance et contrôle du matériel, fourniture des pièces détachées et accessoires pour la protection contre les chocs électriques ainsi que la formation à la maintenance | 15 000 | 50 000,00 | | 48 | SFE | 815 B chemin du Razas 26780 MALATYVERNE | 29/06/2021 |

Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion

| N° Marché | Objet du marché | Montant € HT mini | Montant € HT maxi | Prix unitaire € HT | Durée en mois | Nom du titulaire | Adresse du titulaire | Date de notification |
|-----------|--|-------------------------|-------------------------|---|------------------|------------------------------------|---|-------------------------|
| 2021M030 | Prestations de contrôles, réparations, fourniture de gilets de sauvetage à gonflage automatique ou manuel et de gilets à flottabilité permanente, leurs pièces détachées et accessoires. | 10 000,00 | 50 000,00 | | 48 | CERTEC | 257 route du Bourg 69210 SOURCIEUX LES MINES | 29/06/2021 |
| 2021M041 | Location, entretien et maintenance de fontaines à eau neuves | 50 000,00 | 180 000,00 | | 48 | WATERLOGIC France | 8 avenue d'Estienne d'Orves 92390 VILLENEUVE LA GARENNE | 30/06/2021 |
| 2021M023 | Fourniture de pièces détachées captives (non-concurrentes) pour l'entretien et la réparation des véhicules de plus de 3,5 tonnes de marque MERCEDES | 25 000,00 | 75 000,00 | | 48 | MERCEDES-BENZ VI LYON | 530 rue Antoine Pinay BP210 69742 LYON CEDEX | 01/07/2021 |
| 2021M044 | Ebauche de clés | | 25 000,00 | | 48 | AU FORUM DU BATIMENT AGENCE B2C | 7 rue Baraban 69006 LYON | 02/07/2021 |
| 2021M048 | Acquisition et développement de films dosimétriques | sans mini | 39 800,00 | | 48 | IRSN | 31 Avenue de la division Lederc 92260 FONTENAY AUX ROSES | 09/07/2021 |
| 2021M042 | Contrôle technique GB GM Lot 9 (n° 21M42B pour le GFIN) | 4 000,00 | 12 000,00 | | 48 | DLH | Chemin du Tronchon 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR | 27/07/2021 |
| 2021M043 | Contrôle technique GB GM Lot 10 | 4 000,00 | 12 000,00 | | 48 | CONTRÔLE TECHNIQUE MONSOLS | 297 Montée des ESSES 69860 DEUX GROSNES MONSOLS | 27/07/2021 |
| 2021M047 | Fourniture de visserie, boulonnerie et petits éléments consommables de fixation avec prestation d'inventaire et de recouvrement | 40 000,00 | 100 000,00 | | 48 | WURTH | Rue Georges Besse ZI Ouest - Rue Georges Besse 67 158 ERSTEIN CEDEX | 13/09/2021 |
| 2021M058 | Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour une mission d'accompagnement au management du SDMS selon la démarche EFQM | sans mini | 180 000,00 | | 42 | STRATEIS | 4 rue Emile Duployer 31000 TOULOUSE | 13/09/2021 |
| 2021M059 | Maintenance préventive et curative des appareils PROPAQLT du SDMS par leur fabricant: la société WELCH-ALLYN France | 9 585,00 | 70 000,00 | | 48 | WELCH ALLYN France | 28 rue de l'Amiral Hamelin 75016 PARIS | 13/09/2021 |
| 2021M062 | Maintenance des logiciels URGAP et PHARMSAP et prestations associées aux évolutions | 25 000,00 | 100 000,00 | 24 mois reconductible 2 fois 1 an | | A PROPOS | 50 rue François Coli 31430 MAUGUIO | 13/09/2021 |
| 2021M046 | Prestations de contrôle périodique, de maintenance et de fourniture de pièces détachées pour les matériels de désincarcération de marque HOLMATRO | 50 000,00 | 150 000,00 | | 48 | GALLIN | 109 rue des Valets CS 10038 01124 MONTLUEL CEDEX | 24/09/2021 |
| 2021M086 | Maintenance du logiciel de gestion financière ASTIRE et prestations associées aux évolutions | 90 000,00 | 180 000,00 | | 48 | INETUM SOFTWARE | 145 Boulevard Victor Hugo 93400 SAINT-OUEN | 24/09/2021 |
| 2021M060 | fourniture de pièces détachées captives pour l'entretien et la réparation des véhicules de moins de 3,5 T de marque LAND ROVER entretenus par le SDMS | 25 000,00 | 75 000,00 | | 48 | AUTOMOTION | ZAC de sans Souci Chemin de Paisy 69760 LIMONEST | 05/10/2021 |
| 2021M057 | Prévention des risques psycho-sociaux | 20 000,00 | 120 000,00 | 24 mois renouvelable 1 fois 2 ans | | SARL FHC CONSEIL | 115/117 rue Nationale 59000 LILLE | 11/10/2021 |

Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion

| N° Marché | Objet du marché | Montant € HT mini | Montant € HT maxi | Prix unitaire € HT | Durée en mois | Nom du titulaire | Adresse du titulaire | Date de notification |
|-----------|--|-------------------------|-------------------------|-----------------------|------------------|------------------------------|--|-------------------------|
| 2021M088 | Prestations de fourniture et livraison de matériel de marquage spécifique, de balisage, de logos et d'étiquettes adhésives pour le SDMS. | 50 000,00 | 180 000,00 | | 48 | BRL DISTRIBUTION | 15 avenue des Catalines 69720 ST LAURENT DE MURE | 11/10/2021 |
| 2021M089 | Entretien réparation et transformation des appareils de nettoyage du SDMS (autolaveuses et nettoyeurs HP) | 15 000,00 | 60 000,00 | | 48 | AUTODISTRIBUTION GOBILLOT | 2 rue Pierre Timbaud 69200 VENISSIEUX | 22/10/2021 |
| 2021M092 | Mise à disposition de personnels de bureau pour assurer l'accueil administratif lors des journées de vaccination sur le centre d'ARNAS | 50 000,00 | 180 000,00 | | 12 | CITY ONE ACCUEIL | 23 rue Lafayette 31000 TOULOUSE | 22/10/2021 |
| 2021M061 | Fourniture d'une plateforme externalisée (SaaS) d'envoi de messages de masse | sans mini | 100 000,00 | | 24 | ORANGEBUSINESS SERVICE | 131 avenue Félix Faure 69425 LYON CEDEX 03 | 02/11/2021 |
| 2021M103 | Mission de MOE pour la réalisation d'installations solaires photovoltaïques sur les casernes de Villié Morgon, Quincieux et Saint Vincent de Reins | | 33 201,00 | | | NEPSEN | 2-4 allée de Lodz 69007 LYON | 18/11/2021 |
| 2021M049 | Restructuration de la caserne de Quincieux Lot 1 : démolition - maçonnerie | | | 37 275,33 | | RAE | ZA Visionis 84 rue de l'Artisanat 01900 GUEREINS | 29/11/2021 |
| 2021M050 | Restructuration de la caserne de Quincieux Lot 2 : charpente - ossature bois | | | 27 759,19 | | GERMAIN | 15 rue Marius Berliet 69380 CHAZAY DAZERGUES | 29/11/2021 |
| 2021M051 | Restructuration de la caserne de Quincieux Lot 3 : menuiseries extérieures bois - métallerie | | | 28 162,00 | | GENEVRIER | Avenue Benoît Fourneyron 42160 ANDREYZIEUX BOUTHEON | 29/11/2021 |
| 2021M052 | Restructuration de la caserne de Quincieux Lot 4 : menuiseries intérieures | | | 35 162,65 | | LCA | ZI sud la Pontchonnière 69210 SAIN BEL | 29/11/2021 |
| 2021M053 | Restructuration de la caserne de Quincieux Lot 5 : plâtrerie - peinture - plafonds suspendus - sols souples | | | 46 365,47 | | GPR | 29 avenue Arsène d'Arsonval 01009 BOURG EN BRESSE | 29/11/2021 |
| 2021M054 | Restructuration de la caserne de Quincieux Lot 6 : carrelage - faïence | | | 21 361,50 | | CARRELAGE BERRY | 122 Zone de la Teppc 01380 SAINT ANDRÉ DE BÂGÉ | 29/11/2021 |
| 2021M055 | Restructuration de la caserne de Quincieux Lot 7 : plomberie sanitaire - chauffage - ventilation | | | 85 262,88 | | MURY | 220 rue Jean Baptiste Martini 69400 GLEIZE | 29/11/2021 |
| 2021M056 | Restructuration de la caserne de Quincieux Lot 8 : électricité courants forts et faibles | | | 30 146,67 | | AEGE | 3 allée de la Seine 94200 IVRY SUR SEINE | 29/11/2021 |
| 2021M095 | Maintenance, les évolutions, l'achat de licences et prestations associée pour l'outil d'aide à la décision Ciril Group. | 80 000,00 | 210 000,00 | | 48 | CIRIL GROUP | 49 avenue Albert Einstein BP 12074 69604 VILLEURBANNE CEDEX | 16/12/2021 |
| 2021M101 | Relance lot 10 carrelage caserne de Villié Morgon | | | 15 609,50 | 10 | GEOFFRAY CARRELAGE | 286 rue de l'Industrie 01390 SAINT ANDRÉ DE CORCY | 20/12/2021 |
| 2021M090 | Fourniture de tennes de travail pour les spécialités du SDMS | 60 000,00 | 180 000,00 | | 48 | L'EQUIPEUR | 1 rue Henri Moissan 69310 PIERRE BENITE | 04/01/2022 |

Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion

| N° Marché | Objet du marché | Montant € HT mini | Montant € HT maxi | Prix unitaire € HT | Durée en mois | Nom du titulaire | Adresse du titulaire | Date de notification |
|-----------|--|-------------------------|-------------------------|-----------------------|------------------|--------------------------|---|-------------------------|
| 2021M069 | Construction de la caserne de Tarare Lot 1 : terrassements généraux - vrd | | | 211 693,10 | | EIFFAGE ROUTE | Boulevard de la Turdine 69490 PONTCHARRA SUR TURDINE | 27/01/2022 |
| 2021M070 | Construction de la caserne de Tarare Lot 2 : gros œuvre - enduit de façades + PSE gestion collective de la plateforme de stockage des déchets par un agent, environnement local | | | 565 640,28 | | VALLORGE | 107 route de Paris 42300 MABLY | 27/01/2022 |
| 2021M071 | Construction de la caserne de Tarare Lot 3 : charpente bois | | | 181 235,50 | | TOITURES BARSKI | 2 boulevard Jean Monnet 69490 VINDRY SUR TURDINE | 27/01/2022 |
| 2021M073 | Construction de la caserne de Tarare Lot 5 : éanchéité | | | 64 920,00 | | SUPER ETANCHEITE | ZAC du Tissot 42530 SAINT GENEST LERPT | 27/01/2022 |
| 2021M075 | Construction de la caserne de Tarare Lot 7 : serrurerie | | | 200 373,90 | | DENJEAN | 11 route d'Yzeron 69850 SAINT MARTIN EN HAUT | 27/01/2022 |
| 2021M077 | Construction de la caserne de Tarare Lot 9 : cloisons - doublages - plafonds suspendus | | | 57 623,15 | | LARDY | 119 Chemin de Pressin 69230 SAINT GENIS LAVAL | 27/01/2022 |
| 2021M078 | Construction de la caserne de Tarare Lot 10 : menuiserie bois | | | 104 900,00 | | THALMANN | PAE Clapeloup 17 rue du Grand Chêne 69280 SAINTE CONSORCE | 27/01/2022 |
| 2021M079 | Construction de la caserne de Tarare Lot 11 : revêtements de sols souples | | | 19 927,75 | | AUBONNET ET FILS | 794 rue de Charlieu Cours la Ville 69470 COURS | 27/01/2022 |
| 2021M080 | Construction de la caserne de Tarare Lot 12 : revêtements de sols durs - faïence | | | 37 274,30 | | LOUIS FONTAINE | Rue Jules Ferry BP 35 01480 IASSANS RIOTIER | 27/01/2022 |
| 2021M081 | Construction de la caserne de Tarare Lot 13 : peinture | | | 62 644,00 | | LARDY | 119 Chemin de Pressin 69230 SAINT GENIS LAVAL | 27/01/2022 |
| 2021M082 | Construction de la caserne de Tarare Lot 14 : chauffage - ventilation - plomberie | | | 228 503,35 | | CONNECT | 190 avenue Franklin Roosevelt 69120 VAULX EN VELIN | 27/01/2022 |
| 2021M083 | Construction de la caserne de Tarare Lot 15 : électricité courants forts et faibles | | | 151 560,00 | | BERTHELON ELECTRICITE | 182 impasse du savoir faire 69490 VINDRY SUR TURDINE | 27/01/2022 |
| 2021M084 | Construction de la caserne de Tarare Lot 16 : pylône | | | 19 632,00 | | DELCOM | 12 rue du 35 ^{ème} Régiment d'Aviation 69500 BRON | 27/01/2022 |

Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion

| N° Marché | Objet du marché | Montant € HT mini | Montant € HT maxi | Prix unitaire € HT | Durée en mois | Nom du titulaire | Adresse du titulaire | Date de notification |
|-----------|--|-------------------------|-------------------------|-----------------------|------------------|------------------|--|-------------------------|
| 2021M104 | Achat de titres de transport ferroviaire pour les déplacements professionnels temporaires des personnels du SDMS par l'intermédiaire d'un outil de réservation et de commande en ligne et utilisation d'un compte de carte voyageur | 35 000,00 | 200 000,00 | | 48 | SNCF VOYAGEURS | 9 rue Jean Philippe Rambeau 93200 SAINT DENIS CEDEX | 28/01/2022 |
| 2021M097 | Formation gestion des situations agressives | 100 000,00 | 125 000,00 | | 36 | SIMON FORMATION | Domaine du Vert château Route de Sérézin 38300 NIVOLAS VERMELLE | 31/01/2022 |
| 2021M063 | Fourniture, livraison et maintenance d'appareils portables de détection de gaz et de matières connexes. Lot 1 : Fourniture d'appareils portables de détection du monoxyde de carbone (CO), des matériels connexes et pièces détachées, formation des agents du SDMS, ainsi que la maintenance et le calibrage éventuel du parc d'appareils proposés et en service au SDMS. | 30 000,00 | 100 000,00 | | 48 | LEMS | 4 rue Jacques Monod 69520 FEYZIN | 02/02/2022 |
| 2021M064 | Fourniture, livraison et maintenance d'appareils portables de détection de gaz et de matières connexes. Lot 2 : Fourniture, livraison, maintenance et calibrage de divers détecteurs portables mono-toxiques (NH3, CL2, H2S, HCN, SO2, NO2). | 10 000,00 | 25 000,00 | | 48 | BE ATEX | 250 rue du Canal de Midi 31750 ESCALQUENS | 02/02/2022 |
| 2021M065 | Fourniture, livraison et maintenance d'appareils portables de détection de gaz et de matières connexes. Lot 3 : Maintenance et calibrage de détecteurs multi-cellulaires HF/HCL de marque DRAGER. | 5 000,00 | 15 000,00 | | 48 | LYRECO | Rue Alfonse Terroir 59584 MARLY CEDEX | 02/02/2022 |
| 2021M066 | Fourniture, livraison et maintenance d'appareils portables de détection de gaz et de matières connexes. Lot 4 : Maintenance des détecteurs 4 gaz et des matériels connexes de marque HONEYWELL en service au SDMS, fourniture des pièces détachées, calibrage éventuel et prestation de formation des agents du SDMS à la maintenance et au contrôle. | 10 000,00 | 20 000,00 | | 48 | LYRECO | Rue Alfonse Terroir 59584 MARLY CEDEX | 02/02/2022 |
| 2021M067 | Fourniture, livraison et maintenance d'appareils portables de détection de gaz et de matières connexes. Lot 5 : Maintenance du parc d'explosimètres et des matériels connexes de marque MSA en service au SDMS, calibrage éventuel, fourniture des pièces détachées et accessoires, et prestation de formation des agents du SDMS pour la maintenance et le contrôle des appareils. | 10 000,00 | 20 000,00 | | 48 | DUMONT SECURITE | 9 rue Lucien Rosengart 01500 AMBERIEU EN BUGEY | 02/02/2022 |

Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion

| N° Marché | Objet du marché | Montant € HT min. | Montant € HT maxi | Prix unitaire € HT | Durée en mois | Nom du titulaire | Adresse du titulaire | Date de notification |
|-----------|--|-------------------------|-------------------------|-----------------------|------------------|---|---|-------------------------|
| 2021M068 | Fourniture, livraison et maintenance d'appareils portables de détection de gaz et de matières connexes. Lot 6 : Fourniture d'appareil de détection 4 gaz avec pompe intégrée, des accessoires, matériels connexes et pièces détachées, formation des agents du SDMIS pour la maintenance et le contrôle, ainsi que la maintenance et le calibrage éventuel. | 10 000,00 | 30 000,00 | | 48 | LYRECO | Rue Alfonse Terroir 59584 MARLY CEDEX | 02/02/2022 |
| 2021M102 | Formation gestion de sensibilisation des formateurs du SDMIS à la lutte contre la pédocriminalité et le harcèlement | | | 36 800,00 | 48 | COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE | 30 avenue de la Liberté 40990 SAINT PAUL LES DAX | 07/02/2022 |
| 2022M001 | Maintenance et remplacement éventuel des portes, portails et barrières des casernes à garde postée du SDMIS hors sites soumis au BEA | 40 000,00 | 160 000,00 | | 12 | Société CITEC PORTES AUTOMATIQUES | 36 route nationale 6 69380 LISSIEU | 11/02/2022 |
| 2022M003 | Maintenance chaudières à bois | 13 250 € annuel | 53 250 € annuel | | 24 | VEOLIA ENERGIE France | 21 rue de la Boétie 75008 PARIS | 04/03/2022 |
| 2022M013 | Réalisation et prestation de mise à disposition de solution de vote afin de permettre l'organisation d'élection (scrutin C.A.T.S.I.S) | | | 6 300,00 | | VOXALY DOCAPOSTE | 6 impasse Augustin Fresnel 44800 SAINT HERBLAIN | 07/03/2022 |

**Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration
pour accomplir certains actes de gestion**

| N° Marché | Objet du marché | Montant € HT mini | Montant € HT maxi | Prix unitaire € HT | Durée en mois | Nom du titulaire | Adresse du titulaire | Date de notification |
|-----------|---|-------------------------|-------------------------|-----------------------|------------------|------------------------------|--|-------------------------|
| 2022M005 | Construction de la caserne de Tarare Lot 4 : couverture - bardage | | | 411 019,00 | | TOITURES BARSKI | 2 boulevard Jean Monnet 69490 VINDRY SUR TURDINE | 08/03/2022 |
| 2022M006 | Construction de la caserne de Tarare Lot 6 : menuiserie extérieure | | | 81 814,00 | | METALLIANCE INDUSTRIE | 12 rue Léon Blum 69320 FEYZIN | 08/03/2022 |
| 2022M007 | Construction de la caserne de Tarare Lot 8 : portes sectionnelles | | | 42 138,00 | | FEA | 148 rue Antoine Emery 38530 PONTCHARRA | 08/03/2022 |
| 2021M093 | Réalisation de flexibles hydrauliques au modèle | 5 000,00 | 25 000,00 | | 48 | Société HYDRA CONNECT SAS | 542 rue de Chavanne ZAC - BP 10281 69400 ARNAS | 16/05/2022 |
| 2021M098 | Fourniture et livraison de produits industriels (nettoyant, dégraissant multi usages, mousse, lubrifiant, colle, détergent, souffleur dépoussiérant, déboucheur, etc ...) pour le SDMIS | 60 000,00 | 205 000,00 | | 48 | WURTH | ZI OUEST rue Georges Besse 67158 ERSTEIN | 21/05/2022 |

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DES MOYENS MATÉRIELS

NUMÉRO **D/22 – 06/07**

OBJET **Plan d'actions du SDMIS en faveur de la transition écologique pour la période 2022-2027**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Gérard TACHON, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ, Renaud PFEFFER

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Nul ne peut ignorer aujourd'hui la réalité du dérèglement climatique et de ses conséquences. Les événements météorologiques exceptionnels survenant dans le monde entier, la rareté des ressources, la perte de biodiversité et la multiplication des risques sanitaires et environnementaux nous alertent sur la nécessité de réinventer un modèle économique et social en engageant collectivement la transition écologique.

Celle-ci doit nous permettre de renouveler nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux enjeux climatiques qui s'imposent à nous.

Dans leur dernier rapport paru le 4 avril 2022, les experts climat de l'ONU (GIEC) donnent trois ans pour inverser la courbe des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de la planète afin de se protéger d'un réchauffement climatique aux conséquences dévastatrices et assurer à chacun un « avenir viable ».

Les sapeurs-pompiers, en tant que maillon essentiel de la gestion de crise, sont confrontés à ces évolutions dans leurs missions opérationnelles (phénomènes climatiques exceptionnels, feux de forêts, inondations torrentielles...) et doivent s'adapter.

Au-delà de son activité opérationnelle, le SDMIS doit prendre la mesure de ces enjeux et de leur urgence en intégrant la transition écologique dans son organisation.

Afin de concrétiser l'engagement du SDMIS en faveur de la transition écologique, je souhaite soumettre à votre approbation un plan d'actions en matière de programmation écologique, outil de pilotage mais aussi instrument d'anticipation, permettant de garantir la cohérence de nos engagements, afin d'atteindre la neutralité carbone de notre établissement à l'horizon 2050.

Je vous propose que ce plan d'actions pour la période 2022-2027 se traduise par des actions concrètes dans 4 domaines :

1. L'évolution écologique du patrimoine immobilier,
2. La production d'énergies renouvelables,
3. La transition écologique du parc de véhicules,
4. La modification des comportements en matière de transition écologique.

1. L'évolution écologique du patrimoine immobilier

Le patrimoine immobilier du SDMIS représente 156 000 m² comprenant les casernes ainsi que les sites état-major.

L'objectif envisagé d'ici 2027 est de réduire les émissions de CO₂ du patrimoine immobilier du SDMIS de 30 % par rapport au bilan gaz à effet de serre réalisé en 2015, afin d'atteindre la neutralité carbone du patrimoine immobilier d'ici 2050.

Pour atteindre cet objectif, je vous propose :

- de favoriser l'utilisation d'énergies vertes et de diminuer les consommations énergétiques,

- d'intégrer systématiquement l'amélioration de la performance énergétique lors de la réalisation de travaux.

Par ailleurs, en lien avec les enjeux de restauration du cycle de l'eau et d'adaptation au changement climatique, le SDMIS se fixe également comme objectif de favoriser la perméabilité des sols et d'améliorer ses aménagements paysagers.

1.1. Favoriser l'utilisation d'énergies vertes et diminuer les consommations énergétiques

La sobriété énergétique et le transfert vers des sources d'énergie décarbonées permettront de réduire la consommation d'énergie fossile de notre établissement.

- Action n°1 : Limiter l'usage d'énergie carbonée à 50% de l'énergie consommée en 2027,
- Action n°2 : Acheter prioritairement de l'énergie verte via les différents dispositifs existants, et notamment le mécanisme des « garanties d'origine »,
- Action n°3 : Identifier les bâtiments les plus énergivores afin d'agir en priorité sur ces bâtiments pour réduire leur consommation énergétique,
- Action n°4 : Réaliser un plan de priorisation et d'actions en matière de rénovation thermique des bâtiments incluant des objectifs quantifiables issus des dispositions du décret tertiaire,
- Action n°5 : Étudier systématiquement des solutions de chauffage via les réseaux de chaleur locaux, existants ou à venir. Lorsque le site est éloigné des réseaux de chaleur urbains, étudier l'opportunité d'une solution individuelle de production de chaleur renouvelable : solaire thermique, chaufferie bois, géothermie.
- Action n°6 : Recourir aux contrats de performance énergétique pour optimiser le fonctionnement des installations de chauffage,
- Action n°7 : Prendre en compte les rendements énergétiques dans le choix des équipements d'éclairage et développer l'installation de détecteurs de mouvement et de luminosité.

1.2. Intégrer systématiquement l'amélioration de la performance énergétique lors de la réalisation de travaux

La nouvelle réglementation environnementale des bâtiments neufs « RE2020 » a été prévue par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite « Loi ELAN », et a notamment pour ambition de diminuer significativement les émissions de carbone du bâtiment.

Elle impose des règles en matière de performance thermique et notamment la mesure des coûts carbone de tout nouveau bâtiment. Notre établissement se conformera à ces exigences.

- Action n°8 : Prioriser la mise en place de régulations centralisées des systèmes de chauffage, de l'isolation de l'enveloppe des bâtiments et des réseaux de chaleur intérieurs,
- Action n°9 : Valoriser les travaux réalisés par des certificats d'économie d'énergie,
- Action n°10 : Privilégier les matériaux biosourcés type ouate de cellulose ou fibre de bois.

1.3. Favoriser la perméabilité des sols et les aménagements paysagers

La gestion des ressources en eau passe par une meilleure perméabilité des sols, afin de rétablir le cycle naturel de l'eau en favorisant la recharge des nappes phréatiques et l'alimentation des cours d'eau.

De plus, l'enrichissement de notre patrimoine végétal contribuera également à préserver la biodiversité, à limiter le réchauffement climatique et à améliorer la qualité de l'air.

Action n°11 : Aménager les surfaces extérieures au moyen de revêtements limitant le ruissellement et permettant l'écoulement des eaux dans les nappes phréatiques lors des travaux ou constructions,

Action n°12 : Porter le nombre d'arbres de 250 à 500, en ciblant des espèces favorisant la biodiversité et les insectes pollinisateurs.

2. La production d'énergies renouvelables

Différentes sources d'énergies renouvelables coexistent actuellement dans la production d'énergie : solaire, éolien, biogaz... Elles sont indispensables pour préparer le système énergétique de demain en permettant la diversification des sources d'énergie.

D'après les premières estimations, le patrimoine bâti du SDMIS est susceptible d'accueillir près de 17 000 m² de panneaux photovoltaïques, que ce soit en toiture ou sur les parkings. L'objectif du SDMIS est d'installer et d'exploiter environ 13 000 m² de panneaux photovoltaïques d'ici 2027.

Action n°13 : Équiper en panneaux photovoltaïques 100 % des surfaces, estimées à 9 000 m², sur les sites état-major et les principales casernes à garde postée, qui seront exploités en autoconsommation,

Action n°14 : Équiper en panneaux photovoltaïques 50 % des surfaces, soit environ 4 000 m², sur les autres casernes, qui seront exploités via un dispositif de revente totale de l'électricité produite.

3. La transition écologique du parc de véhicules

Le parc de véhicules du SDMIS comprend environ 1 000 véhicules, répartis dans 3 gammes : « gamme basse », « gamme moyenne » et « gamme poids lourds ».

Le renouvellement régulier de son parc de véhicules doit permettre au SDMIS de saisir toutes les opportunités d'énergies propres, alors même que le secteur automobile est fortement marqué par les innovations et les nouvelles technologies dans ce domaine.

3.1 Transition écologique des véhicules de la gamme basse

La gamme basse regroupe les véhicules légers opérationnels et les véhicules légers utilisés à des fins non opérationnelles. Ces véhicules représentent environ 20% de notre consommation annuelle de carburant. Il existe déjà sur le marché des solutions techniques permettant de réaliser dès à présent la transition écologique de tous les véhicules de la gamme basse.

Action n°15 : Acquérir 100% de véhicules légers opérationnels dotés de motorisation hybride prioritairement rechargeable,

Action n°16 : Acquérir 100% de véhicules légers non opérationnels dotés de motorisation électrique.

3.2 Transition écologique des véhicules de la gamme moyenne

Les véhicules de la gamme moyenne sont majoritairement des VSAV (véhicules de secours et d'assistance aux victimes) et des VTU (véhicules tout usage).

Il s'agit des engins qui parcourent le plus de kilomètres annuellement, c'est pourquoi la réduction de leur impact carbone constitue une priorité.

Ces véhicules sont actuellement équipés d'une motorisation diesel et consomment environ 50 % du volume total de carburant consommé annuellement par les véhicules du SDMIS.

Action n°17 : Acquérir en 2023, 2 VSAV à motorisation décarbonée dans le cadre d'un marché « d'innovation » en lien avec les autres SDIS de la zone de défense et de sécurité Sud-Est.

Action n°18 : Acquérir des véhicules à motorisation électrique pour les circuits logistiques.

3.3 Transition écologique des véhicules de la gamme poids lourds

La gamme poids lourds comprend notamment les engins incendie et les échelles, et représente environ 30 % de notre consommation annuelle de carburant.

Concernant cette gamme, le SDMIS procède systématiquement à l'achat de motorisations conformes à la dernière norme « Euro » en vigueur.

La norme actuelle dite « Euro 6 » a permis de diviser par 15 les émissions de particules et par 3 les émissions de carbone en 20 ans.

Cependant, il n'existe pas pour l'instant d'offre alternative pour ce type de véhicules. Aussi, le SDMIS continuera à assurer une veille technologique et adaptera sa politique d'achat dès que de nouvelles opportunités seront présentes sur le marché.

4. La modification des comportements en matière de transition écologique

Les services d'incendie et de secours, tout comme l'ensemble des collectivités territoriales, ont un rôle évident à jouer en faveur de la transition écologique, en menant des actions pragmatiques et concrètes au sein de leurs organisations et en favorisant les comportements vertueux de leurs salariés.

4.1. Permettre aux personnels de recharger leur véhicule sur leur lieu de travail

Les véhicules électriques ont représenté près de 10 % des immatriculations en France en 2021, contre à peine 2 % en 2018. À l'image de la population française, les personnels du SDMIS utilisent de plus en plus des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, pour se rendre sur leur lieu de travail. Afin de favoriser ces usages, le SDMIS souhaite mettre à disposition des bornes de recharge électrique, par l'intermédiaire d'un prestataire et à la charge des personnels concernés.

Action n°19 : Installer des bornes de recharge électrique sur tous les sites du SDMIS accueillant des salariés.

4.2. Développer une culture d'établissement en matière de transition écologique

La lutte contre le réchauffement climatique et le développement de bonnes pratiques sociales et environnementales nécessitent l'adhésion et la participation de toutes et tous. Cette prise en compte doit être intégrée dans nos pratiques professionnelles quotidiennes.

- Action n°20 : Diffuser des bonnes pratiques auprès de l'ensemble des personnels en matière de transition écologique,
- Action n°21 : Réactualiser le plan de déplacement d'administration (PDA) du SDMIS et renforcer l'information auprès des salariés sur les dispositifs qu'il contient,
- Action n°22 : Sensibiliser régulièrement les personnels sur l'écoconduite et les écogestes du quotidien,
- Action n°23 : Renforcer la formation des cadres afin qu'ils contribuent dans leurs services à encourager les équipes aux bonnes pratiques environnementales,
- Action n°24 : Limiter le chauffage dans les halls de départ pour lutter contre les déperditions de chaleur.

4.3. Favoriser les achats durables

La commande publique peut être un levier de mise en œuvre de la transition écologique et un outil de promotion de nouveaux modèles économiques, en intégrant les enjeux sociaux et environnementaux dans ses procédures.

- Action n°25 : Intégrer des clauses sociales et environnementales dans 100 % des procédures d'achat public,
- Action n°26 : Former l'ensemble des acheteurs du SDMIS aux achats responsables et durables.

4.4. Limiter la production de déchets

Alors même que des progrès importants ont d'ores et déjà été réalisés au SDMIS et ont conduit à la réduction de 18 % de notre production de déchets entre les années 2019 et 2021, je souhaite que les actions en faveur de cette réduction se poursuivent.

- Action n°27 : Intégrer au futur marché de gestion des déchets du SDMIS des critères portant sur les modalités de recyclage.

4.5. Agir pour une sobriété numérique

La stratégie numérique est désormais intégrée aux missions opérationnelles et aux activités fonctionnelles du SDMIS. Le numérique s'est révélé être un accélérateur d'opportunités pour notre établissement public, notamment dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19.

Toutefois, selon certaines études, l'impact environnemental du numérique pourrait tripler d'ici 2030, c'est pourquoi son évolution doit être raisonnée et maîtrisée.

- Action n°28 : Développer la connaissance de l'empreinte environnementale de notre système d'information (SI) afin de cibler les premières actions à mener dès 2023 (renouvellement d'équipements, optimisation de leur utilisation, limitation des stockages de données et de courriels...),
- Action n°29 : Soutenir la réparation et le réemploi des équipements électriques et électroniques en favorisant leur réemploi solidaire et en nouant des partenariats avec des associations locales spécialisées dans ce domaine,
- Action n°30 : Prendre en compte l'indice de réparabilité/durabilité lors de l'acquisition de matériels.

Pilotage du plan d'actions en faveur de la transition écologique

Action n°31 : Mettre en œuvre des dispositifs permettant d'assurer le pilotage et le suivi du plan, et de mesurer les effets des actions réalisées,

Action n°32 : Rechercher systématiquement, pour chaque action engagée, les possibilités de participation aux financements par les fonds d'aide existants.

Le plan d'actions en faveur de la transition écologique du SDMIS pour la période 2022-2027, qui vous est proposé aujourd'hui, est la traduction de l'une des trois priorités fixées par la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI) que vous avez approuvée le 8 mars 2021, et qui sont, je vous le rappelle :

- la réalisation de la mission opérationnelle,
- la santé, la sécurité et la qualité de vie en service,
- l'engagement vers la transition écologique.

La PPI prévoit ainsi la mobilisation de 23 millions d'€ chaque année, pour répondre aux besoins d'investissement du SDMIS, qui intégreront donc les actions en faveur de la transition écologique prévues dans ce plan, nonobstant les dépenses spécifiques liées à certaines installations photovoltaïques qui se réaliseront pour leur part sur le budget annexe « Énergies renouvelables ».

Je vous demande, mesdames, messieurs, d'approuver le plan d'actions en faveur de la transition écologique du SDMIS pour la période 2022-2027, tel qu'il vient de vous être présenté. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente

**DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

RÉUNION DU 24 JUIN 2022 – 14H30

DIRECTION DES MOYENS MATÉRIELS
GROUPEMENT BÂTIMENTS

NUMÉRO **D/22 – 06/08**

OBJET **Autorisation de programme et crédits de paiement 2022 – Déploiement de panneaux photovoltaïques en autoconsommation**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Blandine COLLIN, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GEOURJON, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Jean-Charles KOHLHAAS, Pierre MARMONIER, Renaud PFEFFER, Alexandre PORTIER, Patrice VERCHERE, Sonia ZDOROVZOFF

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Bertrand ARTIGNY (procuration à Zémorda KHELIFI), Véronique SARSELLI (procuration à Pascal CHARMOT)

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Guy CORAZZOL, Gilles GASCON, Claire PEIGNÉ

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« L'engagement du SDMIS vers la transition écologique est un axe fort de notre mandat, il trouve son affirmation dans la délibération D/22-06/07 que notre conseil d'administration vient d'approuver.

L'installation de centrales photovoltaïques, prioritairement sur les sites Etat-Major et les casernes à garde postée, et ce dans le cadre d'un modèle en autoconsommation, permettrait de diminuer la consommation électrique inhérente à ce type de site dont l'activité est permanente.

Les premières estimations font état d'un potentiel de 9 000 m² de surface qui pourraient être équipées de panneaux photovoltaïques, pour un investissement estimé à 2 millions d'€.

Au-delà de contribuer à la transition écologique du SDMIS, ces panneaux contribueront également à la résilience de l'établissement, en garantissant une part d'autonomie énergétique. De plus, l'économie attendue grâce à la diminution de la consommation électrique est estimée à ce jour à environ 250 000 € par an, alors même que les prix de l'électricité sont en constante augmentation.

Aussi, je vous propose de créer une autorisation de programme « déploiement de panneaux photovoltaïques en autoconsommation » pour un montant de 2 millions d'€, dont les crédits de paiement seront inscrits aux budgets futurs de notre établissement, en fonction de la planification des opérations.

Je vous demande, mesdames et messieurs, de bien vouloir approuver cette autorisation de programme. »

DECIDE

- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 24 juin 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



ARRETE N° 22/06/01

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

OBJET **Composition du comité technique**

La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,

- vu le code général des collectivités territoriales ;
- vu le code général de la fonction publique ;
- vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° E/20-11-1/01 du 3 novembre 2020 relative à l'installation du conseil d'administration ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° E/21-07/01 du 9 juillet 2021 relative à l'installation des représentants du département du Rhône au conseil d'administration du SDMIS suite au renouvellement général des conseils départementaux ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n°E/20-11-1/06 du 30 novembre 2020 relative à la désignation des membres du conseil d'administration et des représentants de l'administration appelés à siéger au sein des comités et commissions du SDMIS ainsi qu'au sein de certains organismes extérieurs au SDMIS, modifiée par les délibérations n° E/21-03/02 du 8 mars 2021, n° E/21-07/06 du 9 juillet 2021, n° E/22-02/01 du 4 février 2022 et n° E/22-06/01 du 24 juin 2022 ;
- vu le procès-verbal des opérations électorales pour la désignation des représentants du personnel au comité technique du SDMIS en date du 6 décembre 2018 ;
- vu l'arrêté n° 22/02/02 du 2 mars 2022 relatif à la composition du comité technique du SDMIS ;
- considérant l'admission à la retraite du contrôleur général Serge DELAIGUE, directeur départemental et métropolitain du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours au 1^{er} juillet 2022, membre titulaire du comité technique au titre des représentants de l'établissement, et la nécessité de procéder à son remplacement ;
- considérant la nomination du lieutenant-colonel Dominique DREVET sur l'emploi de directeur des ressources humaines au 1^{er} avril 2022 en remplacement du colonel hors classe Alain COLLOT, et la nécessité de pourvoir au remplacement de ce dernier comme membre suppléant du comité technique au titre des représentants de l'établissement ;
- sur proposition du directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours ;

ARRÊTE

Article 1

Siègent comme représentants de l'établissement au comité technique du SDMIS :

Membres titulaires

Monsieur Bertrand ARTIGNY
Madame Blandine COLLIN
Madame Claire PEIGNÉ
Monsieur Jean-Jacques BRUN
Contrôleur général Emmanuel CLAVAUD
Colonelle Laetitia DIDIER
Madame Maud MASSARDIER-BELLEVRAS
Madame Stéphanie MOLLARD-CHAUMETTE

Membres suppléants

Madame Sonia ZDOROVITZOFF
Monsieur Jean-Charles KOHLHAAS
Monsieur Christophe GUILLOTEAU
Monsieur Renaud PFEFFER
Madame Magalie CHARDIN
Madame Géraldine ACHARD
Lieutenant-colonel Dominique DREVET
Colonel hors classe Vincent GUILLOT

Article 2

Siègent comme représentants du personnel au comité technique du SDMIS :

Membres titulaires

Adjudant-chef Didier DUPIR
Adjudant-chef Benoît MERLATON
Monsieur Cédric GRANOTIER
Monsieur Sammy DIARRA
Monsieur Jean-René JACQUET
Commandant Nicolas REYNARD
Monsieur Philippe BELZUNCES
Lieutenant 2^{ème} classe Nicolas PANTANO

Membres suppléants

Madame Stéphanie MARION
Adjudant-chef Nicolas BURY
Sergent Sylvain HILAIRE
Madame Elisabeth GNOJEK
Madame Catherine LEDOUX
Commandant Clément JACQUIER
Cadre supérieur de santé Julien FOUQUES
Adjudant-chef Olivier NOLY

Article 3

La présidence du comité technique du SDMIS sera assurée par monsieur Bertrand ARTIGNY, membre du bureau du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours. En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Bertrand ARTIGNY, la présidence de ce comité sera assurée par madame Blandine COLLIN vice-présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours. En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Bertrand ARTIGNY et de madame Blandine COLLIN, la présidence de ce comité sera assurée par madame Claire PEIGNÉ, membre du conseil d'administration.

Article 4

Le président du comité technique du SDMIS peut appeler devant le comité toute personne dont l'audition est de nature à éclairer le débat.

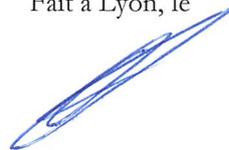
Article 5

Le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Article 6

L'arrêté n° 22/02/02 du 2 mars 2022 est abrogé.

Fait à Lyon, le 04 JUIL. 2022



Zémorda KHELIFI
Présidente

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.



ARRETE N° 22/06/02

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

OBJET **Composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail**

La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,

- vu le code général des collectivités territoriales ;
- vu le code général de la fonction publique ;
- vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° E/20-11-1/01 du 3 novembre 2020 relative à l'installation du conseil d'administration ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° E/21-07/01 du 9 juillet 2021 relative à l'installation des représentants du département du Rhône au conseil d'administration du SDMIS suite au renouvellement général des conseils départementaux ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n°E/20-11-1/06 du 30 novembre 2020 relative à la désignation des membres du conseil d'administration et des représentants de l'administration appelés à siéger au sein des comités et commissions du SDMIS ainsi qu'au sein de certains organismes extérieurs au SDMIS, modifiée par les délibérations n° E/21-03/02 du 8 mars 2021, n° E/21-07/06 du 9 juillet 2021 et n° E/22-02/01 du 4 février 2022 ;
- vu le procès-verbal des opérations électorales pour la désignation des représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du SDMIS par les organisations syndicales suite au scrutin du 6 décembre 2018 relatif à la désignation des représentants du personnel au comité technique du SDMIS ;
- vu l'arrêté n° 22/02/04 du 2 mars 2022 relatif à la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- considérant l'admission à la retraite du contrôleur général Serge DELAIGUE, directeur départemental et métropolitain du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours au 1^{er} juillet 2022, membre titulaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, au titre des représentants de l'établissement, et la nécessité de procéder à son remplacement ;
- considérant la nomination du lieutenant-colonel Dominique DREVET sur l'emploi de directeur des ressources humaines au 1^{er} avril 2022 en remplacement du colonel hors classe Alain COLLOT, et la nécessité de pourvoir au remplacement de ce dernier comme membre suppléant du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, au titre des représentants de l'établissement ;
- considérant la nomination du lieutenant-colonel Jérôme BELLERET sur l'emploi de directeur des moyens matériels au 1^{er} avril 2022 en remplacement du colonel hors classe Eric COLLOT, et la nécessité de pourvoir au remplacement de ce dernier comme membre suppléant du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, au titre des représentants de l'établissement ;

- sur proposition du directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours ;

ARRÊTE

Article 1

Siègent comme représentants de l'établissement au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail :

Membres titulaires

Monsieur Bertrand ARTIGNY
Madame Blandine COLLIN
Madame Christiane CHARNAY
Madame Claire PEIGNÉ
Contrôleur général Emmanuel CLAVAUD
Colonelle Laetitia DIDIER
Madame Maud MASSARDIER-BELLEVRAS
Madame Stéphanie MOLLARD-CHAUMETTE

Membres suppléants

Monsieur Christophe GEOURJON
Madame Sonia ZDOROVITZOFF
Monsieur Mohamed CHIHI
Monsieur Alexandre PORTIER
Colonel hors classe Vincent GUILLOT
Lieutenant-colonel Dominique DREVET
Lieutenant-colonel Jérôme BELLERET
Colonel hors classe Lionel CHABERT

Article 2

Siègent comme représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail :

Membres titulaires

Adjudant-chef Didier DUPIR
Adjudant-chef Benoît MERLATON
Monsieur Cédric GRANOTIER
Monsieur Brian CANALE
Monsieur Lionel RAVACHOL
Commandant Nicolas REYNARD
Cadre supérieur de santé Julien FOUQUES
Lieutenant de 2^{ème} classe Yann ROLLIN

Membres suppléants

Madame Stéphanie MARION
Adjudant-chef Nicolas BURY
Sergent Sylvain HILAIRE
Monsieur Saïd TARDY
Monsieur Sammy DIARRA
Monsieur Philippe BELZUNCES
Commandant Christophe BEAU
Adjudant-chef Loïc PIERREFEU

Le secrétaire du comité est désigné parmi les représentants du personnel, conformément aux dispositions du règlement intérieur du CHSCT.

Article 3

Assistent de plein droit, avec voix consultative, aux réunions du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail :

- en qualité de médecins de prévention : le médecin-chef du service de santé et de secours médical et le médecin des services de médecine professionnelle et préventive des personnels administratifs, techniques et sociaux,

- l'agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI) désigné par le Centre de Gestion du Rhône et de la métropole de Lyon,
- le conseiller de prévention ou, à défaut, l'un des assistants de prévention.

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 précité, lors de chaque réunion du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, le président sera assisté, en tant que de besoin, par :

- le chef du groupement management par la sécurité,
- le médecin responsable de l'unité médecine préventive du service de santé et de secours médical du SDMIS,
- l'assistant socio-éducatif du SDMIS,
- les assistants de prévention du groupement management par la sécurité et d'autres relais de prévention (assistant de prévention ou correspondant hygiène et sécurité) jusqu'à un maximum de 5 représentants en totalité par séance.

Le secrétariat administratif du CHSCT est assuré par la direction des ressources humaines, avec l'assistance d'une sténotypiste.

Article 4

La présidence de ce comité sera assurée par monsieur Bertrand ARTIGNY, membre du bureau du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours. En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Bertrand ARTIGNY, la présidence de ce comité sera assurée par madame Blandine COLLIN, vice-présidente du conseil d'administration. En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Bertrand ARTIGNY et de madame Blandine COLLIN, la présidence de ce comité sera assurée par madame Christiane CHARNAY membre du conseil d'administration.

Article 5

Le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Article 6

L'arrêté n° 22/02/04 du 2 mars 2022 est abrogé.

Fait à Lyon, le 04 JUIL. 2022



Zémorda KHELIFI
Présidente

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARRETE N° 22/06/03

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

OBJET Composition de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours

La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,

- vu le code général des collectivités territoriales ;
- vu le procès-verbal des opérations électorales organisées pour désigner les représentants des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et des fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de sapeur-pompier professionnel à la commission administrative et technique du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours en date du 16 octobre 2020 ;
- vu le procès-verbal du 28 juin 2022 des opérations électorales organisées pour désigner les représentants des sapeurs-pompiers professionnels non officiers et les fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de sapeurs-pompiers professionnels à la commission administrative et technique du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours ;
- vu l'arrêté n° 21/03/12 du 27 avril 2021 relatif à la composition de la commission administrative et technique du SDMIS ;
- considérant la désignation de monsieur Adrien LEBEAU en tant que membre titulaire des représentants des officiers de sapeurs-pompiers professionnels à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours en remplacement de monsieur Michael CATOIRE, radié des effectifs suite à une mutation, conformément à l'arrêté du 27 avril 2021 précité ;
- considérant la désignation de monsieur Anthony FOSSAT en tant que membre suppléant à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours au titre des représentants des officiers de sapeurs-pompiers professionnels en remplacement de monsieur Adrien LEBEAU, conformément à l'arrêté du 27 avril 2021 précité ;
- sur proposition du directeur départemental et métropolitain du service d'incendie et de secours ;

ARRETE

Article 1

Siègent à la commission administrative et technique du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours :

Le directeur départemental et métropolitain du service d'incendie et de secours, chef du corps départemental, président, ou, en son absence, le directeur départemental et métropolitain adjoint.

Collège des officiers de sapeurs-pompiers professionnels :

Membres titulaires

Lieutenant 1^{ère} classe Adrien LEBEAU
Lieutenant 2^{ème} classe Sylvain MARION

Membres suppléants

Capitaine Anthony FOSSAT
Capitaine Georges-Alexandre BROUCHUD

Collège des officiers de sapeurs-pompiers volontaires :

Membres titulaires

Lieutenant Jonathan LONOCE
Lieutenant Roberto DIAZ

Membres suppléants

Commandant Franck JACQUIER
Infirmier principal Filomena VIGARIO

Collège des non-officiers de sapeurs-pompiers professionnels :

Membres titulaires

Adjudant-chef Franck CHENAL
Monsieur Jean-René JACQUET
Adjudant Nicolas LAUMET

Membres suppléants

Adjudant-chef Nicolas BURY
Monsieur Brian CANALE
Sergent Quentin INSERGUET

Collège des non-officiers de sapeurs-pompiers volontaires :

Membres titulaires

Adjudant-chef Killian AKAKPO
Sapeur 1^{ère} classe Imen SAADENE
Adjudant Antoine FAYOLLE

Membres suppléants

Sergent-chef Guylène DUMONTET
Lieutenant Bastien PICHON
Adjudant Quentin REYNAUD

Collège des fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de sapeur-pompier professionnel :

Monsieur Philippe BELZUNCES
Monsieur Karim KHAZAZ

Monsieur Jean-Christophe WADBLED
Madame Angélique RICO

Service de santé et de secours médical :

La médecin cheffe, ou son représentant.

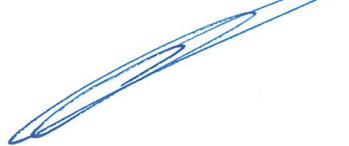
Article 2

Le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Article 3

L'arrêté n° 21/03/12 du 27 avril 2021 est abrogé.

Fait à Lyon, le 29 JUIN 2022



Zémorda KHELIFI
Présidente

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARRETE N° 22/06/04

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

OBJET

Composition du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires

La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,

- vu le code général des collectivités territoriales ;
- vu le code de la sécurité intérieure ;
- vu la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers ;
- vu l'arrêté du 29 mars 2016 portant organisation du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° E/20-11-1/01 du 3 novembre 2020 relative à l'installation du conseil d'administration ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° E/21-07/01 du 9 juillet 2021 relative à l'installation des représentants du département du Rhône au conseil d'administration du SDMIS suite au renouvellement général des conseils départementaux ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° E/20-11-1/06 du 3 novembre 2020 relative à la désignation des membres du conseil d'administration et des représentants de l'administration appelés à siéger au sein des comités et commissions du SDMIS ainsi qu'au sein de certains organismes extérieurs au SDMIS modifiée par les délibérations n° E/21-03/02 du 8 mars 2021 et n° E/22-02/01 du 4 février 2022 ;
- vu le procès-verbal des élections du 16 octobre 2020 organisées pour désigner les représentants des sapeurs-pompiers volontaires au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;
- vu l'arrêté n° 22/03/02 du 2 mars 2022 relatif à la composition du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires du SDMIS ;
- considérant l'admission à la retraite du contrôleur général Serge DELAIGUE, directeur départemental et métropolitain du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours au 1^{er} juillet 2022, membre titulaire du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires au titre des représentants de l'établissement, et la nécessité de procéder à son remplacement ;
- considérant la nomination du lieutenant-colonel Dominique DREVET sur l'emploi de directeur des ressources humaines au 1^{er} avril 2022 en remplacement du colonel hors classe Alain COLLOT, et la nécessité de pourvoir au remplacement de ce dernier comme membre suppléant du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, au titre des représentants de l'établissement ;

- considérant la désignation de monsieur Alexandre FAYET en tant que membre titulaire du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires au titre des représentants des sapeurs-pompiers volontaires en remplacement de monsieur Mathias DE ALMEIDA, démissionnaire, conformément à l'arrêté du 29 mars 2016 précité ;
- considérant la désignation de monsieur Pierre BRENAS en tant que membre suppléant du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires au titre des représentants des sapeurs-pompiers volontaires en remplacement de monsieur Alexandre FAYET, conformément à l'arrêté du 29 mars 2016 précité ;

ARRETE

Article 1

Siègent comme représentants de l'administration au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires :

Membres titulaires

Monsieur Renaud PFEFFER
Monsieur Christophe GUILLOTEAU
Monsieur Patrice VERCHERE
Madame Sonia ZDOROVITZOFF
Contrôleur général Emmanuel CLAVAUD
Colonelle Laetitia DIDIER
Madame Maud MASSARDIER-BELLEVRAS
Madame Stéphanie MOLLARD-CHAUMETTE

Membres suppléants

Monsieur Bertrand ARTIGNY
Madame Claire PEIGNÉ
Madame Blandine COLLIN
Monsieur Jean-Charles KOHLHAAS
Madame Magalie CHARDIN
Madame Géraldine ACHARD
Lieutenant-colonel Dominique DREVET
Colonel hors classe Vincent GUILLOT

Article 2

Siègent comme représentants des sapeurs-pompiers volontaires au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires :

Membres titulaires

Sapeur 1^{ère} classe Aurélien FAYET
Sergent Willy DELAGE
Caporal-chef Cyril SAUZON
Lieutenant Bénédicte ROGER-CERTHOUX
Adjudant-chef Cyril PREVOT
Capitaine Hélène PASINATO
Capitaine Alain VACHE
Médecin lieutenant-colonelle Céline ROBERJOT

Membres suppléants

Sapeur 1^{ère} classe Pierre BRENAS
Caporal-chef Lucas GRANDJANNY
Caporal-chef Anthony GARRIDO
Sergent-chef Alexandre CARRET
Adjudant-chef David BROSE
Lieutenant Franck FOURNEL
Lieutenant Renaud GRATIER DE SAINT LOUIS
Infirmière principale Isabelle MAUCHAMP

Article 3

La présidence des réunions du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires sera assurée par monsieur Renaud PFEFFER, vice-président du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours. En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Renaud PFEFFER, la présidence de ce comité sera assurée par monsieur Christophe GUILLOTEAU, 1^{er} vice-président du conseil d'administration. En cas d'absence ou d'empêchement

de monsieur Renaud PFEFFER et de monsieur Christophe GUILLOTEAU, la présidence de ce comité sera assurée par monsieur Patrice VERCHERE, membre du conseil d'administration.

Article 4

En application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 29 mars 2016 modifié du ministre de l'intérieur, portant organisation du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, siègent, avec voix consultative, aux séances du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires :

- la médecin-chef du service de santé et de secours médical ou son représentant ;
- le président de l'Union départementale et métropolitaine des sapeurs-pompiers ou son représentant.

En outre, en fonction des sujets inscrits à l'ordre du jour, peuvent siéger, en qualité d'experts, aux séances du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires :

- le chef du groupement développement du volontariat et de l'engagement citoyen ou son représentant ;
- le chef du groupement management par la sécurité ou son représentant ;
- l'agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI) désigné par le Centre de Gestion ;
- le conseiller de prévention ou, à défaut, l'un des assistants de prévention ;
- les assistants de prévention du groupement management par la sécurité, et d'autres relais de prévention (assistant de prévention ou correspondant hygiène et sécurité) jusqu'à un maximum de 5 représentants en totalité par séance ;
- le chef du groupement formation - école départementale-métropolitaine ou son représentant.

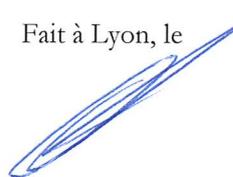
Article 5

Le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Article 6

L'arrêté n° 22/02/03 du 2 mars 2022 est abrogé.

Fait à Lyon, le 04 JUIL. 2022



Zémorda KHELIFI
Présidente

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARRÊTÉ N° 22/06/05

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
GROUPEMENT FORMATION
ÉCOLE DÉPARTEMENTALE-MÉTROPOLITAINE

OBJET Liste d'aptitude d'accès au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels.

La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,

- Vu le code général de la fonction publique,
- Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- Vu le décret n° 94-163 du 16 février 1994 modifié ouvrant aux ressortissants des États membres de la Communauté européenne autres que la France l'accès à certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 modifié fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la fonction publique de l'État et à la fonction publique hospitalière par voie télématique,
- Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique,
- Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française,
- Vu le décret n° 2012-520 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels,
- Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant modifications statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n° 2017-1748 du 22 décembre 2017 modifié fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique de l'État,
- Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 modifié relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap,
- Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- Vu le décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels,

- Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 modifié fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation,
- Vu l'arrêté du 7 octobre 2020 fixant la date d'ouverture des concours de caporaux de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2021,
- Vu les arrêtés du 30 novembre 2020 relatifs aux programmes des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels et aux épreuves physiques communes aux concours externes ouverts pour le recrutement de sapeurs-pompiers professionnels,
- Vu l'arrêté n° 21/01/03 du 5 janvier 2021 portant ouverture de deux concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, session 2021,
- Vu l'arrêté n° 21/09/02 du 29 septembre 2021 portant modification de l'arrêté du 5 janvier 2021 portant ouverture de deux concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, session 2021,
- Vu l'arrêté n° 21/10/02 du 10 novembre 2021 portant désignation des membres du jury des deux concours de caporal de sapeurs-pompiers professionnels organisés au titre de l'année 2021,
- Vu l'arrêté n° 21/10/03 du 10 novembre 2021 fixant les listes de candidats autorisés à prendre part aux épreuves des deux concours de caporal de sapeurs-pompiers professionnels organisés au titre de l'année 2021,
- Vu l'arrêté n° 22/01/03 du 26 janvier 2022 portant désignation des examinateurs spécialisés et des examinateurs des épreuves physiques de préadmission des deux concours de caporal de sapeurs-pompiers professionnels organisés au titre de l'année 2021,
- Vu l'arrêté n° 22/01/06 du 13 avril 2022 portant désignation des examinateurs spécialisés et examinateurs suppléants des épreuves orales d'admission des deux concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels organisés au titre de l'année 2021,
- Vu les conventions de mutualisation conclues entre le SDMIS et les SDIS de l'Ain, de l'Allier, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Puy-de-Dôme, de la Savoie et de la Haute-Savoie,
- Vu la convention de mise à disposition de moyens humains, techniques et logistiques conclue entre le SDMIS et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69) et confiant à ce dernier l'organisation des concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels,
- Vu la délibération n° D/20-06/13 du conseil d'administration du service départemental métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) en date du 16 juin 2020 relative à l'organisation de deux concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2021,
- Vu le procès-verbal de tirage au sort des membres de la commission administrative paritaire,
- Vu les procès-verbaux de délibération du jury en date du 31 mai 2022,

ARRÊTE

Article 1

La liste d'aptitude d'accès au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels est établie comme suit, par ordre alphabétique :

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|---------------------|--------------------|--------------|
| ABDESSELAMYENE | | Kamil |
| AGI | AGI | Alexandra |
| AIT SLIMANI | | Chahine |
| AKELIAN | | Thibault |
| ALIX | | Sacha |
| ALLIGNON | | Dylan |
| ALVAREZ NAVARRO | | Bastien |
| AUBANEL-EHRMANTRAUT | AUBANEL | Jessica |
| AUBEPART | | Dorian |
| AUDIGIER | AUDIGIER | Adeline |
| AURELLE | | Arthur |
| AVRILLIER | | Guillaume |
| AYEL | | Theo |
| AZOR | | Alexis |
| BADEL | | Jordan |
| BADUEL | | Louis |
| BAISAMY | | Aymerick |
| BARBARET | | Rémy |
| BARRON-ROQUES | | Valentin |
| BARTHELEMY | | Nicolas |
| BASTIN | | Paul |
| BAUDON | | Dorian |
| BAULMONT | | Sébastien |
| BAZIN | | Paul |
| BEAU | | Loïc |
| BEAU | | Romain |
| BELHADJ | | Karim |
| BELIN | | Quentin |
| BERGALLO | | Cédric |
| BERGER | | Boris |
| BERGER-BY | | Anthony |
| BERNARD | | Bruno |
| BERNARD | | Alexandre |
| BEROD | | Franck |
| BERRICHE | | Yann |
| BERTHEBAUD | | Kevin |
| BERTHIER | | Yann |
| BERTON | | Alexandre |
| BERTRAND | | Thibault |
| BESSET | | Antoine |
| BEYSSON | | Julien |
| BIAJOUX | | Romain |
| BICHET | | Théo |
| BLANC-GARIN | | Thomas |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|----------------|--------------------|--------------|
| BLANCHARD | | Adrien |
| BLANCHARD | | Anthony |
| BLANCHARD | | Thomas |
| BLANCHON | | Augustin |
| BLANCHON | BLANCHON | Héloïse |
| BOEZ | BOEZ | Louise |
| BOILEAU | | Thomas |
| BOISSONNADE | | Romain |
| BOIVIN | | Adrien |
| BONAL | BONAL | Stella |
| BONARDOT | | Jérémy |
| BONIN | | Kevin |
| BONNEAU | | Simon |
| BONNEFOY | | Alexandre |
| BONNET | BONNET | Jennifer |
| BONNET | BONNET | Pauline |
| BONNEVIE | | Paul |
| BONNIN | | Pierre |
| BORDONE | | Florian |
| BOREL | BOREL | Sandrine |
| BOTTAZZI | | Lucas |
| BOUCHET | | Joris |
| BOUCHET | | Martin |
| BOUILLOT | | Pierre |
| BOULLOUD | BOULLOUD | Coralie |
| BOURDIN | | Thomas |
| BOURDON | | Corentin |
| BOUREL | | François |
| BOURRIN | | Guillaume |
| BOUVET | | Malo |
| BRASLERET | | Alexandre |
| BREAT | BREAT | Clara |
| BREMOND | | Fabrice |
| BRENAS | | Pierre |
| BREYSSE | BREYSSE | Sarah |
| BRIDON | | François |
| BRUGES | | Rémi |
| BRUN | | Xavier |
| BRUN | | Nathan |
| BRUNEL | BRUNEL | Célia |
| BRUNET-MANQUAT | | Michaël |
| BUATHIER | | Maxime |
| BUET | | Maxime |
| BURELIER | | Romus |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|----------------------------|--------------------|--------------|
| CACHARD | | Jérôme |
| CAMELIN | | Aristide |
| CARRARA | | Maxime |
| CARRE | | Nathan |
| CAVERO | CAVERO | Audrey |
| CAZES | | Tanguy |
| CELLARIER | | Jimmy |
| CELLIER | | Rudy |
| CHABROL | | Tanguy |
| CHALEAT | | Etienne |
| CHALMANDRIER | | Jonathan |
| CHALUMEAU | CHALUMEAU | Emeline |
| CHAMI-DAMGE | CHAMI-DAMGE | Kiliane |
| CHAPELLE | | André |
| CHAPELON | | Grégory |
| CHARLES | | Clément |
| CHARREL | | Corentin |
| CHARRETIER | | Louison |
| CHASSAGNE | | Joffrey |
| CHATALOVA-SAZEPIN CHERY | | Thomas |
| CHAUVEL | | Valentin |
| CHAUVET | | Christophe |
| CHAYLA | | Cédric |
| CHEVALIER | | Corentin |
| CHEVRON | | Robin |
| CHOPIN | | Ambroise |
| CHOQUET | | Lucas |
| CHORETIER | CHORETIER | Monia |
| CHOSSAT | | Simon |
| CLAIRET | | Fabien |
| CLEMENT-COLAS | | Armand |
| COLLIN | | Constant |
| COLONGES | | Thibault |
| COLSON | | Valentin |
| COMBARETTE | | Amaury |
| COMES | COMES | Amandine |
| COMMUNAL | | François |
| CORM | | Simon |
| COTTIN | | Florian |
| COURTIAL | | Nicolas |
| CRONIER | | Nino |
| CROSASSO | | Anthony |
| CROZAT | | Antonin |
| CUNCHON | | Aurélien |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|------------|--------------------|--------------|
| CURCIO | | Ludovic |
| DA SILVA | | Tony |
| DAVIN | | Théo |
| DELAHAYE | | Hypolite |
| DELAS | | Lucas |
| DELAYE | | Alexandre |
| DELEAZ | | Marius |
| DELHOMMEAU | | Aurélien |
| DELOULE | | Hugo |
| DENIS | | Florent |
| DENYS | | Julien |
| DEROSSY | | Maxime |
| DERVIER | | Frédéric |
| DESATY | | Damien |
| DESMARTIN | | Jeremy |
| DEVAUTOUR | | Nicolas |
| DIARD | DIARD | Mathilde |
| DIET | | Quentin |
| DINIZ | | Brice |
| DJOUAHRA | | Ramzy |
| DOMINICI | | Gabriel |
| DOMMERGUE | | Florent |
| DONNA | DONNA | Célia |
| D'ORIA | | Quentin |
| DOUVRE | | Axel |
| DRIZET | DRIZET | Nadine |
| DUBESSY | | Colin |
| DUFLOS | | Jeremy |
| DUFOUR | DUFOUR | Lisalène |
| DULLIN | | Tristan |
| DUPASQUIER | | Maxime |
| DUPUIS | | Emmanuel |
| DUPUY | | Fabien |
| DUPUY | | Yohann |
| DUQUESNE | DUQUESNE | Axelle |
| DURAND | | Arslan |
| DURAND | | Aurélien |
| DURAND | | Matthieu |
| DURET | DURET | Maryne |
| DURINCK | | Damien |
| DUROCH | | Romain |
| DYLAS | | Jérémy |
| EGEA | | Thomas |
| ENGEL | | Alex |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|--------------|--------------------|-----------------|
| ESBELIN | | Sébastien |
| ESCAT | | Emmanuel |
| FABRE | | Baptiste |
| FABRE | FABRE | Océane |
| FAIRY | | Bastien |
| FALCO | | Lucas |
| FAURE | | Pierre-François |
| FAYAT | | Philémon |
| FAYE | | Lilian |
| FAYOLLE | | Antoine |
| FELLOUS | | Yannis |
| FIDALGO DIAS | | Hugo |
| FILLION | FILLION | Coralie |
| FLAMENT | FLAMENT | Marion |
| FLAMME | | Léo |
| FLORI | | Florian |
| FOSCHIA | | Nolan |
| FOUCAMBERT | | Antoine |
| FOURNIER | | Jérôme |
| FRAPPÉ | FRAPPÉ | Alix |
| FRERY | | Yann |
| FUCINA | | Valentin |
| GAGNERIE | | Corentin |
| GALIGNE | | Dorian |
| GAMBA | | Clement |
| GAMBINA | | Eduardo |
| GAMBLIN | | Loïc |
| GARCIN | | Alexandre |
| GARNAOUY | GARNAOUY | Laura |
| GAUDARD | GAUDARD | Manon |
| GAUTHIER | | Florent |
| GAYTE | | Mickaël |
| GENDRON | GENDRON | Fanny |
| GENTELET | | Kevin |
| GEORGEAULT | | Quentin |
| GEORGES | | Maxime |
| GERMAIN | | Mathis |
| GERVAIL | | Robin |
| GHIRARD | GHIRARD | Lauryne |
| GIAI-VIA | | Baptiste |
| GIBERT | | Mathias |
| GILIBERT | GILIBERT | Nolwenn |
| GILI-TOS | | Ugo |
| GIMENEZ | | Rémi |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|------------------|--------------------|--------------|
| GIMET | | Xavier |
| GINESTE | | Benjamin |
| GINHOUX | | Quentin |
| GIRARD | | Alexis |
| GIRARD | | Clement |
| GIROUTRU | | Gilles |
| GOMBERT | | Theo |
| GOMILA | | Flavien |
| GORIS | | Brice |
| GORRUT | | Cédric |
| GOUIRAN | | Thibault |
| GOURJON | | Julien |
| GOUTTE | | Cyril |
| GOUX | | Jérémy |
| GRANGER | | Alexis |
| GRAS | | Antoine |
| GRAVES | | Alexis |
| GREVILLOT | | Guillaume |
| GRIN | GRIN | Marine |
| GRIVOLAT | GRIVOLAT | Candice |
| GROLEAS | GROLEAS | Candice |
| GUALTIERI | | Maxence |
| GUÉRIN | | Jean-Côme |
| GUET | | Quentin |
| GUICHARD | | François |
| GUIGNAT-TRAINEAU | GUIGNAT-TRAINEAU | Marie-Pierre |
| GUILLAUME | | Ludovic |
| GUYOT | | Quentin |
| HADJ-BENELEZAAR | | Yannick |
| HALILOVIC | | Adi |
| HEMON | | Soïg |
| HENNEQUIN | | Nathan |
| HENRY | HENRY | Lucile |
| HERNANDEZ | | Florian |
| HIBBERT | HIBBERT | Jessica |
| HOSTACHY | | Kévin |
| HOUMMADI | | Nacim |
| HUBER | | Simon |
| HUMEZ | | Nicolas |
| HUOT-MARCHAND | | Maxime |
| HYVERT | | Florent |
| ISERN | | Benjamin |
| IZAC | | Charles |
| JAMBERT | | Charles |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|---------------|--------------------|--------------|
| JAUSSOIN | | Jimmy |
| JÉNIC | | Guillaume |
| JOLY | | Guillaume |
| JOUSSERAND | | Tom |
| JOZ-ROLAND | | Virgile |
| JULIEN | | Stéphane |
| JULLIA | | Gabin |
| KADDOURI | | Walid |
| KROMMENAKER | | Jules |
| KROPF | | Benoist |
| KYPRAIOS | | Clément |
| LABE | | Quentin |
| LACATENA | | Thibaud |
| LAFARGE | | Julien |
| LAFARGUE | | Jérémy |
| LAGHZAoui | | Wacime |
| LAINÉ | | Théo |
| LALLIER | | Guillaume |
| LARFOUILLOUX | LARFOUILLOUX | Coralie |
| LATRECHE | LATRECHE | Mounia |
| LAUDIER | LAUDIER | Emilie |
| LAUNAY | | Nicolas |
| LAURENT | | Pierre |
| LAVALLEZ | | Laurent |
| LE FRANC | | Jérémy |
| LEGENDRE | | Cyril |
| LEGRAIN | | Clément |
| LEGRAND | | Baptiste |
| LEMIERE | | Francois |
| LENFANT | | Loïc |
| LEON | | Stephane |
| LEPORATI | LEPORATI | Arielle |
| LEROY-SYMOËNS | | Corentin |
| LESAGE | | Jordan |
| LIADOUZE | LIADOUZE | Hélène |
| LIMONE | | Julien |
| LIMOUZIN | | Maxime |
| LINARD | | Bastien |
| LINOSSIER | | Thibaut |
| LOMBARD | | Bastien |
| LOMBARDINI | | Samuel |
| LOTISSIER | | Greg |
| LOTTE | | Guenole |
| LOTTE | | Timothe |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|------------|--------------------|--------------|
| LOUBAT | | Romain |
| MAGGIORE | | Tom |
| MAHIQUES | MAHIQUES | Claire |
| MALIGNIER | | Maxime |
| MAMMOLITI | | Denis |
| MANTEL | | Frédéric |
| MARDUEL | | Antoine |
| MARIJON | | Lucas |
| MARONGIN | MARONGIN | Camille |
| MARQUET | MARQUET | Coraline |
| MARTHE | | Benoît |
| MARTIN | | Guillaume |
| MARTIN | | Lucas |
| MARTIN | | Renaud |
| MARTINET | | Alexandre |
| MASSON | | Antonin |
| MATHEVET | | Maxime |
| MAUCHAMP | | Yannick |
| MEHU | | Florian |
| MEIGNIER | MEIGNIER | Célia |
| MEJEAN | | Steve |
| MENCIEUX | MENCIEUX | Marlene |
| MENU | | Kévin |
| MESSOUSSE | | Mathéo |
| MICHAUD | | Maxime |
| MICHÉ | | Baptiste |
| MIGLIORINI | | Kévin |
| MIGNERY | | Guillaume |
| MILHAN | | Antoine |
| MILHAUD | | Jean-Fabien |
| MINNE | | Lucas |
| MOINE | | Arthur |
| MOIRAUD | | Colin |
| MOISSIN | | Michael |
| MOITIE | | Aurelien |
| MOLIN | | Nicolas |
| MONTEIL | | Hugo |
| MONTEBAULT | | Valentin |
| MONTROBERT | | Etienne |
| MOREL | MOREL | Caurie |
| MORIN | | Sébastien |
| MOUCHE | | Hugo |
| MOURACAS | | Sylvain |
| MOUTON | | Joffrey |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|------------------|--------------------|--------------|
| MURAT | | Jocelyn |
| MURGUE | | Adrien |
| NEGRE | | Alexis |
| NICOL | | Antoine |
| NICOLAS | | Thibault |
| NICOLLE | | Guillaume |
| NISSLE | | Lucas |
| OBLINGER | OBLINGER | Marion |
| OLIVIER | | Benjamin |
| OLLEON | | Jules |
| OLLIER | | Mathis |
| LOUDIN | | Mathieu |
| PALLIER | | Alek |
| PALLUAU | | Hugo |
| PANCHOT | | Clément |
| PARFANT | | Gatien |
| PASCAL | | Sylvain |
| PASSEMARD | PASSEMARD | Emilie |
| PERBET | | Romain |
| PEREZ | | Florian |
| PERRAUD | | Rémi |
| PERRILLAT-AMEDEE | | Remi |
| PERROT | | Thomas |
| PERTHOIS | | Alexis |
| PETIT | | Joffroy |
| PETITPREZ | | Thomas |
| PETROT | | Pierre |
| PEYRONNET | PEYRONNET | Emma |
| PEYROUX | | Maxime |
| PHOLOPPE | | Samuel |
| PICCARDI | | Raphaël |
| PINEL | | Alexis |
| PINET | | Aurélien |
| PLAYEZ | | Alexis |
| POCHON | POCHON | Prudence |
| POLLAERT | | Quentin |
| POMMIER | | Yves |
| POMPORT | | Lilian |
| PONCET | | Clément |
| PONTON | | Romain |
| PORCHET | PORCHET | Marie |
| PORTIER | | Vincent |
| PORTIER | | Quentin |
| PRUNIER | | François |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|---------------------|--------------------|--------------|
| PUIGCERVER | | Geremie |
| PUJOL | | Valentin |
| RABACA | | Julien |
| RABY | | Alexandre |
| RAHAL | | Théo |
| RAISIN-BYSTRYIEWSKY | | Sacha |
| RASCLE | | Julien |
| RAVAUD | | Antoine |
| RAVEL | | Aurélien |
| RAVENET | | Jonathan |
| RAYNAL | | Patrick |
| REBENDENNE | | Théo |
| RELAVE | RELAVE | Estelle |
| REYNARD | | Yannick |
| REYNAUD | | Sylvain |
| RIBERON | | Guillaume |
| RIBOUCHON | | Marc |
| RICARD | | Jérémy |
| RICHER-KANY | | Antoine |
| RIVOIRARD | | Maxime |
| RIVOIRE | | Robin |
| ROBERT | | Mathéo |
| ROCCA | | Mateo |
| ROCHAIX | ROCHAIX | Sarah |
| ROCHE | | Jules |
| ROCHE | | Raphaël |
| ROCHER | | Franck |
| ROIGT | | Kevin |
| ROSSIGNOL | | Maximilien |
| ROUAUD | | Clément |
| ROUFFIGNAC | ROUFFIGNAC | Emma |
| ROULLARD | | Yoan |
| ROUMEAS | | Joel |
| ROUPIOZ | | Antoine |
| ROUSSEAUX | | Thibaut |
| ROUSSELET | ROUSSELET | Camille |
| ROUSSET | | Thibaut |
| ROUTIER | | Axel |
| ROUX | | Bastien |
| ROYER | | Dylan |
| RUSSIER | | Nathan |
| SANTONI | | Anthony |
| SARRAZIN | | Jean-Rémi |
| SARZIER | | François |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|----------------|--------------------|---------------|
| SAUSSEAU | | Emeric |
| SAVIGNON | | Mathis |
| SCHWEITZER | | Eymrick |
| SERAFIN | | Florent |
| SEU | | Mathieu |
| SIMONDIN | | Dorian |
| SONZOGNI | SONZOGNI | Noémie |
| SOUBEYRAND | | Jocelyn |
| SOULIER | | Alex |
| SOUTOUL | | Jimmy |
| SPATAZZA | | Flavio |
| SPERANZA | | Jeremy |
| SQUILLARI | | Pierre |
| STEINMANN | | Thibault |
| STRAZZULLA | | Cédric |
| SULPICE | | Adrien |
| TAFANI | | Mathieu |
| TAPPA | | Arnaud |
| TERRIER | | Antoine |
| TERROSO | | Dylan |
| TESSIER | | Antoine |
| THEL | | Hugo |
| THIOLLIER | THIOLLIER | Sarah |
| THOMAS | | Adrien |
| TISSOT | | Geoffrey |
| TONNEL | | Kevin |
| TOP | TOP | Marion |
| TOREND | | Matis |
| TORRES | TORRES | Lucy |
| TORRILLON | | Nicolas |
| TOSCO | | Ayrton |
| TREVISAN | | Jean-Baptiste |
| TRICHET | | Julien |
| TRIGON | TRIGON | Maurane |
| TROLET | TROLET | Elodie |
| TROUOSSARD | | Yoann |
| TROUILLER | | Damien |
| TURIN | | Fabien |
| VALBRUN | | Douglas |
| VALLES-MAZZOLA | VALLES-MAZZOLA | Manon |
| VANNI | | Fabrice |
| VARVARANDE | | Mathis |
| VERGNE | | Adrien |
| VERNIN | | Arthur |

| Nom usuel | Nom de jeune fille | Prénom usuel |
|--------------|--------------------|--------------|
| VERRET | | Matthieu |
| VERRO | | Guillaume |
| VEY | | Maxence |
| VIALARD | | Thomas |
| VIALON | | Sylvain |
| VIALON | | Nicolas |
| VIGNE-MASSOT | | Christopher |
| VILLARD | | Corentin |
| VINAY | | Jean-Raphaël |
| VISSET | | Armel |
| WEICK | WEICK | Mathilde |
| WEISS-GUINET | GUINET | Mariette |
| WOUTERS | | Luke |
| ZAHER | | Nordine |
| ZAMBARDI | | Lucas |
| ZARRELLA | | Killyan |

Article 2

L'inscription sur la liste d'aptitude pour les lauréats de la session 2021, inscrits au titre des deux premières années prendra effet à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 3

L'inscription sur la liste d'aptitude, après admission à un concours, est établie pour une durée de deux ans. Elle peut être renouvelée une troisième et une quatrième année sous réserve que le lauréat qui ne serait pas recruté fasse connaître son intention d'être maintenu sur cette liste dans le délai d'un mois avant le terme de l'année d'inscription en cours.

Le décompte de la période de quatre ans est suspendu, le cas échéant, durant l'accomplissement du service national ou en cas de congé parental, de maternité, d'adoption, de présence parentale, de longue durée ou d'accompagnement d'une personne en fin de vie (congé de solidarité familiale). Il est également suspendu pour les élus locaux jusqu'au terme de leur mandat et lorsqu'un lauréat est recruté en qualité d'agent contractuel pour pourvoir un emploi permanent sur le fondement de l'article L332-13 du code général de la fonction publique alors qu'il est inscrit sur une liste d'aptitude d'accès à un cadre d'emplois dont les missions correspondent à l'emploi qu'il occupe. Le décompte de cette période de quatre ans est également suspendu pour la personne qui a conclu un engagement de service civique prévu à l'article L120-1 du code du service national, à la demande de cette personne, jusqu'à la fin de cet engagement.

Article 4

Le SDIS qui a décidé de procéder au recrutement d'une personne inscrite sur une liste d'aptitude lui notifie cette offre par lettre recommandée avec accusé réception et en informe l'autorité organisatrice du concours.

Article 5

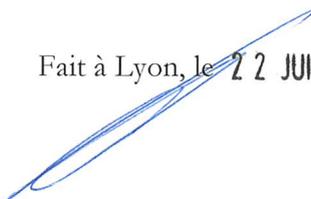
Lorsque le SDIS n'a reçu dans un délai de deux mois, aucune réponse à son offre, il le fait connaître à l'autorité organisatrice du concours. L'offre est alors considérée comme refusée. Toute personne inscrite sur une liste d'aptitude qui a refusé deux offres d'emploi notifiées dans les conditions prévues ci-dessus, est radiée de la liste d'aptitude.

Article 6

Le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site www.cdg69.fr ou <https://www.cdg-aura.fr> et affiché dans les locaux du SDMIS, du cdg69 et de la délégation régionale du CNFPT d'Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi que dans les locaux de l'institution mentionnée à l'article L5312-1 du Code du Travail.

Ampliation du présent arrêté sera transmise aux présidents des conseils d'administration des SDIS, parties prenantes à la présente organisation.

Fait à Lyon, le 22 JUILLET 2022



Zémorda KHELIFI
Présidente

- Publié sur le site internet www.cdg-aura.fr le : 24 JUILLET 2022
- Transmis au représentant de l'Etat dans le département le : 24 JUILLET 2022

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la présidente du conseil d'administration du SDMIS dans les deux mois suivant sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclín, 69433 LYON CEDEX 03, dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr



ARRETE N° 22/06/06

DIRECTION

OBJET **Délégations de signature**

La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,

- vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1424-30, L.1424-33,
- vu le code général de la fonction publique,
- vu la loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique,
- vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.711-1 et suivants et R.723-1 et suivants,
- vu le code de la commande publique,
- vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- vu le décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires,
- vu l'arrêté conjoint modifié n° 03/12/01 du 15 décembre 2003 portant organisation du SDMIS,
- vu le résultat de l'élection de la présidente du conseil d'administration du SDMIS du 9 juillet 2021,
- sur proposition du directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1

➤ Délégation de signature est accordée au contrôleur général Emmanuel CLAUD, directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours, à l'effet de signer au nom de la présidente du conseil d'administration, tous actes, décisions et correspondances relevant de la gestion administrative, financière et des ressources humaines du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours, à l'exception :

- des actes, décisions et correspondances relatifs aux procédures et sanctions disciplinaires des personnels du SDMIS (SPP et PATS) ne relevant pas du 1^{er} groupe de sanctions, des arrêtés réglementaires et individuels relatifs au recrutement et à la

cessation définitive de fonction des personnels du SDMIS (SPP et PATS) et de ceux requérant les signatures conjointes de la présidente du conseil d'administration et du ministre de l'Intérieur ;

- des documents relatifs au conseil d'administration et au bureau du conseil d'administration : convocations, rapports, procès-verbaux, délibérations ;
- des requêtes et mémoires correspondant aux actions intentées par le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours devant les juridictions administratives et judiciaires ou aux actions auxquelles le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours défend devant les mêmes juridictions.

➤ Délégation de signature est accordée à la colonelle Laetitia DIDIER directrice départementale et métropolitaine adjointe des services d'incendie et de secours, à l'effet de signer au nom de la présidente du conseil d'administration, tous actes, décisions et correspondances relevant de la gestion administrative, financière et des ressources humaines du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours, à l'exception :

- des actes, décisions et correspondances relatifs aux procédures et sanctions disciplinaires des personnels du SDMIS (SPP et PATS) ne relevant pas du 1^{er} groupe de sanctions, des arrêtés réglementaires et individuels relatifs au recrutement et à la cessation définitive de fonction des personnels du SDMIS (SPP et PATS) et de ceux requérant les signatures conjointes de la présidente du conseil d'administration et du ministre de l'Intérieur ;
- des documents relatifs au conseil d'administration et au bureau du conseil d'administration : convocations, rapports, procès-verbaux, délibérations ;
- des requêtes et mémoires correspondant aux actions intentées par le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours devant les juridictions administratives et judiciaires ou aux actions auxquelles le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours défend devant les mêmes juridictions ;
- des courriers, autres que les simples transmissions et les courriers à caractère technique, adressés aux ministres, préfets, parlementaires, présidents de conseils régionaux et départementaux, maires et présidents d'établissements publics de coopération intercommunale, présidents d'établissements publics et chefs de juridictions.

➤ Délégation de signature est accordée dans les mêmes conditions, au colonel hors classe Vincent GUILLOT, directeur des groupements territoriaux, lorsqu'il est fait application de l'article 4, dernier alinéa, de l'arrêté conjoint n° 03/12/01 du 15 décembre 2003 modifié, portant organisation du SDMIS.

➤ Délégation de signature est accordée à madame Maud MASSARDIER-BELLEVRAS, directrice territoriale, directrice de l'administration et des finances, à l'effet de signer au nom de la présidente du conseil d'administration, tous actes, décisions et correspondances relevant de la gestion administrative et financière et des ressources humaines du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours, à l'exception :

- des actes, décisions et correspondances relatifs aux procédures et sanctions disciplinaires des personnels du SDMIS (SPP et PATS) ne relevant pas du 1^{er} groupe de sanctions, des arrêtés réglementaires et individuels relatifs au recrutement et à la cessation définitive de fonction des personnels du SDMIS (SPP et PATS) et de ceux requérant les signatures conjointes de la présidente du conseil d'administration et du ministre de l'Intérieur ;

- des documents relatifs au conseil d'administration et au bureau du conseil d'administration : convocations, rapports, procès-verbaux, délibérations ;
- des requêtes et mémoires correspondant aux actions intentées par le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours devant les juridictions administratives et judiciaires ou aux actions auxquelles le service départemental-métropolitain d'incendie et secours défend devant les mêmes juridictions ;
- des courriers, autres que les simples transmissions et les courriers à caractère technique, adressés aux ministres, préfets, parlementaires, présidents de conseils régionaux et départementaux, maires et présidents d'établissements publics de coopération intercommunale, présidents d'établissements publics et chefs de juridictions.

➤ Délégation de signature est accordée au contrôleur général Emmanuel CLAVAUD et à la colonelle Laetitia DIDIER pour les affaires relevant des attributions du groupement management par la sécurité de la direction du numérique et du management par la sécurité.

Délégation de signature est également accordée au lieutenant-colonel Christophe PERRET, chef du groupement management par la sécurité, pour les affaires relevant des attributions de son groupement à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Christophe PERRET, la délégation de signature qui lui est consentie est exercée par :

- monsieur Didier MARTELAT, ingénieur principal.

Article 2 - Direction des groupements territoriaux

➤ Outre la délégation de signature accordée au colonel hors classe Vincent GUILLOT à l'article 1 du présent arrêté, est également accordée au colonel hors classe Vincent GUILLOT, directeur des groupements territoriaux, délégation de signature pour les affaires relevant des attributions de la direction des groupements territoriaux à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

Article 3 - Direction des ressources humaines

➤ Délégation de signature est accordée au lieutenant-colonel Dominique DREVET, directeur des ressources humaines, pour les affaires relevant des attributions de la direction des ressources humaines à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

➤ Délégation de signature est accordée au lieutenant-colonel Christian BOUCHÉ, chef du groupement formation et école départementale-métropolitaine, pour les affaires relevant des attributions de la direction des ressources humaines, en cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Dominique DREVET, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Christian BOUCHÉ, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant des attributions du groupement formation et école départementale-métropolitaine, est exercée par :

- le commandant Georges FARRUGIA,

- la commandante Amélie GENIN, en cas d'absence ou d'empêchement du commandant Georges FARRUGIA.

- madame Aude BRUN, attaché territorial, adjointe au chef de groupement, pour les affaires relevant des missions du pôle administration et finances.

➤ Délégation de signature est accordée à madame Magalie CHARDIN, attaché principal, cheffe du groupement accueil, carrières, paie, pour les affaires relevant des attributions de la direction des ressources humaines, en cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Dominique DREVET et du lieutenant-colonel Christian BOUCHÉ, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Magalie CHARDIN, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant du groupement accueil, carrières, paie, est exercée par :

- madame Nadine LARRAS, attaché principal, adjointe à la cheffe de groupement.

➤ Délégation de signature est accordée à monsieur Franck CALLIGARIS, attaché territorial, chef du groupement gestion des emplois et des compétences, pour les affaires relevant des attributions de la direction des ressources humaines, en cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Dominique DREVET, du lieutenant-colonel Christian BOUCHÉ et de madame Magalie CHARDIN, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Franck CALLIGARIS, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant des attributions du groupement gestion des emplois et des compétences, est exercée par :

- madame Eve ALIAGA, attaché territorial, cheffe du bureau SI, GTT et déplacements.

➤ Délégation de signature est accordée au commandant Aurélien ABEILLON, chef du groupement développement du volontariat et de l'engagement citoyen, pour les affaires relevant des attributions de la direction des ressources humaines, en cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Dominique DREVET, du lieutenant-colonel Christian BOUCHÉ, de madame Magalie CHARDIN et de monsieur Franck CALLIGARIS et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement du commandant Aurélien ABEILLON, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant du groupement développement du volontariat et de l'engagement citoyen est exercée par :

- le commandant Daniel CHIREIX.

Article 4 - Direction de l'administration et des finances

➤ Outre la délégation de signature accordée à madame Maud MASSARDIER-BELLEVRAS à l'article 1^{er} du présent arrêté, est également accordée à madame Maud MASSARDIER-BELLEVRAS, délégation de signature pour les affaires relevant des attributions de la direction de l'administration et des finances, notamment en matière de commande publique, les courriers d'explication sur les motifs ayant conduit à retenir l'attributaire, les actes d'engagement des marchés publics et courriers de notification afférents, les déclarations sans suite, les déclarations de sous-traitance, les avenants, les convocations aux commissions, les

demandes de précisions ou de compléments sur l'offre, les lettres de consultation, les notifications de rejet des candidatures et des offres, les restitutions de garantie à première demande, les décisions de renouvellement de marchés pour une nouvelle période et tous courriers relatifs à l'exécution des marchés publics.

➤ Délégation de signature est accordée à monsieur Alain PIERRE, directeur territorial, chef du groupement affaires juridiques, pour les affaires relevant de la direction de l'administration et des finances, en cas d'absence ou d'empêchement de madame Maud MASSARDIER-BELLEVRAS, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement.

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Alain PIERRE, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant des attributions du groupement affaires juridiques est exercée par :

- madame Céline TALBOT, attaché territorial, cheffe du bureau affaires juridiques.

➤ Délégation de signature est accordée à monsieur Paul VELIKONIA, attaché principal, chef du groupement finances, pour les affaires relevant des attributions de son groupement.

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Paul VELIKONIA, la délégation de signature pour les affaires relevant des attributions du groupement finances est exercée par :

- madame Joëlle VALLOT, rédacteur principal 1^{ère} classe, adjointe au chef de groupement,
- monsieur Gérard LENTILLON, rédacteur principal 1^{ère} classe, chef du pôle budgétaire et financier, en cas d'absence ou d'empêchement de madame Joëlle VALLOT.

➤ Délégation de signature est donnée à monsieur Pascal TIXIER, attaché principal, chef du groupement marchés et assurances, pour les affaires relevant des attributions de son groupement et notamment en matière de commande publique, les convocations aux commissions, les demandes de précisions ou de compléments sur l'offre, les lettres de consultation, les notifications de rejet des candidatures et des offres, les courriers d'explication sur les motifs ayant conduit à retenir l'attributaire, les restitutions de garantie à première demande et les décisions de renouvellement de marchés pour une nouvelle période.

➤ En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Pascal TIXIER, la délégation de signature qui lui est consentie est exercée par :

- madame Farida MOUSSAOUI, attaché territorial, cheffe du bureau marchés.

Article 5 - Direction de la prévention et de l'organisation des secours

➤ Délégation de signature est accordée au colonel hors classe Lionel CHABERT, directeur de la prévention et de l'organisation des secours, pour les affaires relevant des attributions de sa direction, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

➤ Délégation de signature est également accordée au lieutenant-colonel Sébastien PONTET, chef du groupement analyse et couverture des risques, pour les affaires relevant de la direction de la prévention et de l'organisation des secours, en cas d'absence ou d'empêchement du colonel hors classe Lionel CHABERT, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

➤ Délégation de signature est accordée au lieutenant-colonel Alain GIRY, chef du groupement prévention des risques, pour les affaires relevant de la direction de la prévention

et de l'organisation des secours, en cas d'absence ou d'empêchement du colonel hors classe Lionel CHABERT et du lieutenant-colonel Sébastien PONTET, et pour les affaires relevant de son groupement, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Alain GIRY, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant des attributions du groupement prévention des risques est exercée par :

- le commandant Gilles GOUJAT, adjoint au chef de groupement,
- madame Nathalie BEZIAT, attaché principal, responsable administrative, en cas d'absence ou d'empêchement du commandant Gilles GOUJAT.

➤ Délégation de signature est accordée au lieutenant-colonel Jean-Pierre DUARTE, chef du groupement opération, pour les affaires relevant de la direction de la prévention et de l'organisation des secours, en cas d'absence ou d'empêchement du colonel hors classe Lionel CHABERT, du lieutenant-colonel Sébastien PONTET et du lieutenant-colonel Alain GIRY, et pour les affaires relevant de son groupement, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Jean-Pierre DUARTE, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant des attributions du groupement opération est exercée par :

- le commandant Clément JACQUIER,
- le capitaine Olivier VINEY en cas d'absence ou d'empêchement du commandant Clément JACQUIER.

➤ Délégation de signature est accordée au lieutenant-colonel Mickaël PEYRARD, chef du groupement réponse aux crises majeures et aux attentats, pour les affaires relevant de la direction de la prévention et de l'organisation des secours, en cas d'absence ou d'empêchement du colonel hors classe Lionel CHABERT, du lieutenant-colonel Sébastien PONTET, du lieutenant-colonel Alain GIRY et du lieutenant-colonel Jean-Pierre DUARTE, et pour les affaires relevant de son groupement, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

Article 6 - Direction des moyens matériels

➤ Délégation de signature est accordée au lieutenant-colonel Jérôme BELLERET, directeur des moyens matériels, pour les affaires relevant des attributions de la direction des moyens matériels. Cette délégation exclut tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS à l'exception des actes, correspondances et missions de représentation du SDMIS aux assemblées générales de copropriété.

➤ Délégation de signature est accordée à monsieur Baptiste DOUCET, ingénieur principal, chef du groupement des systèmes d'information, pour les affaires relevant des attributions de la direction des moyens matériels, en cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Jérôme BELLERET, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Baptiste DOUCET, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant des attributions du groupement des systèmes d'information est exercée par :

- monsieur Maxence BOUDON, ingénieur principal, chef de l'unité systèmes et services aux utilisateurs,

- monsieur Denis WELLER, ingénieur principal, chef de l'unité télécommunications, en cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Baptiste DOUCET et de monsieur Maxence BOUDON,

- Madame Virginie MONOT, ingénieure principale, cheffe de l'unité applications, en cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Baptiste DOUCET, de monsieur Maxence BOUDON et de monsieur Denis WELLER.

➤ Délégation de signature est accordée à monsieur Richard POLETTE, ingénieur en chef, chef du groupement bâtiments, pour les affaires relevant des attributions de la direction des moyens matériels, en cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Jérôme BELLERET et de monsieur Baptiste DOUCET, et pour les affaires relevant de son groupement. Cette délégation exclut tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS à l'exception des actes, correspondances et missions de représentation du SDMIS aux assemblées générales de copropriété.

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Richard POLETTE, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant des attributions du groupement bâtiments est exercée par :

- madame Nathalie COSSERAT, ingénieur principal, adjointe au chef de groupement, cheffe de l'unité travaux transition écologique,

- monsieur Sylvain ROMEUF, ingénieur, chef de l'unité maintenance et entretien, en cas d'absence ou d'empêchement de madame Nathalie COSSERAT.

➤ Délégation de signature est accordée au commandant Laurent FORFAIT, chef du groupement logistique, pour les affaires relevant des attributions de la direction des moyens matériels, en cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Jérôme BELLERET, de monsieur Baptiste DOUCET et de monsieur Richard POLETTE, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement du commandant Laurent FORFAIT, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant des attributions du groupement logistique est exercée par :

- le commandant Philippe BEAUPOIL, chef du bureau d'études,

- le commandant Jean-Philippe BARDELMANN, chef de l'unité véhicules, en cas d'absence ou d'empêchement du commandant Philippe BEAUPOIL,

- le capitaine Noé DENCHE, chef de l'unité matériels, en cas d'absence ou d'empêchement du commandant Philippe BEAUPOIL et du commandant Jean-Philippe BARDELMANN.

Article 7 - Service de santé et de secours médical

➤ Délégation de signature est donnée au docteur Naïma BALADI, médecin-chef du service de santé et de secours médical pour les affaires relevant des attributions de son service, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

➤ Délégation de signature est donnée au docteur Gil CIANCALEONI, médecin-chef adjoint du service de santé et de secours médical pour les affaires relevant des attributions du service de santé et de secours médical, en cas d'absence ou d'empêchement du docteur

Naïma BALADI, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

Article 8 - Direction des affaires réservées et de la communication

➤ Délégation de signature est accordée à madame Géraldine ACHARD, attaché territorial hors classe, directrice des affaires réservées et de la communication, pour les affaires relevant des attributions de sa direction, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

➤ Délégation de signature est accordée au lieutenant-colonel Christophe CHAMAGNE, chef du groupement communication, pour les affaires relevant des attributions de la direction des affaires réservées et de la communication en cas d'absence ou d'empêchement de madame Géraldine ACHARD, et pour les affaires relevant des attributions du groupement communication, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement du lieutenant-colonel Christophe CHAMAGNE, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant des attributions du groupement communication est exercée par :

- le commandant Christophe SERRE.

➤ Délégation de signature est accordée à madame Céline KRENCKER, attaché principal, cheffe du pôle affaires réservées, pour les affaires relevant des attributions de la direction des affaires réservées et de la communication, en cas d'absence ou d'empêchement de madame Géraldine ACHARD, et pour les affaires relevant des attributions du pôle affaires réservées, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

➤ Délégation de signature est accordée à madame Lauriane SERPIN-HÉRAUD, attaché territorial, responsable de l'unité Missions du SDMIS au sein du pôle affaires réservées, pour les affaires relevant des attributions de la direction des affaires réservées et de la communication, en cas d'absence ou d'empêchement de madame Géraldine ACHARD et de madame Céline KRENCKER, et pour les affaires relevant des attributions du pôle affaires réservées en cas d'absence ou d'empêchement de madame Céline KRENCKER, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

Article 9 - Direction du numérique et du management par la sécurité, la qualité et la performance globale

➤ Délégation de signature est accordée à madame Stéphanie MOLLARD-CHAUMETTE, ingénieur en chef, directrice du numérique et du management par la sécurité, la qualité et la performance globale, pour les affaires relevant des attributions du groupement management par la qualité et la performance globale, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

➤ Délégation de signature est accordée à madame Sylvie SANAEI, attaché territorial hors classe, cheffe du groupement management par la qualité et la performance globale, pour les affaires relevant des attributions de la direction du numérique et du management par la sécurité, la qualité et la performance globale, en cas d'absence ou d'empêchement de madame Stéphanie MOLLARD-CHAUMETTE et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, à l'exclusion de tous documents ayant trait à la gestion comptable et patrimoniale du SDMIS.

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Sylvie SANAEI, la délégation de signature qui lui est consentie pour les affaires relevant des attributions du groupement management par la qualité et la performance globale est exercée par :

- le capitaine Georges-Alexandre BROUCHUD.

Article 10

Le présent arrêté prendra effet le 1^{er} juillet 2022 et à cette date, tous les arrêtés antérieurs ayant le même objet seront abrogés.

Article 11

Monsieur le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours.

Fait à Lyon, le 24 JUIN 2022

Zémorda KHELIFI
Présidente



ARRETE N° 22/06/07

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

OBJET Composition de la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A

La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,

- vu le code général des collectivités territoriales,
- vu le code général de la fonction publique territoriale,
- vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° E/20-11-1/01 du 3 novembre 2020 relative à l'installation du conseil d'administration ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° E/21-07/01 du 9 juillet 2021 relative à l'installation des représentants du département du Rhône au conseil d'administration du SDMIS suite au renouvellement général des conseils départementaux ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n°E/20-11-1/06 relative à la désignation des membres du conseil d'administration et des représentants de l'administration appelés à siéger au sein des comités et commissions du SDMIS ainsi qu'au sein de certains organismes extérieurs au SDMIS, modifiée par la délibération n° E/20-12/01 du 16 décembre 2020, par la délibération n° E/21-03/02 du 8 mars 2021 et par la délibération n° E/21-07/06 du 9 juillet 2021 ;
- vu le procès-verbal des élections organisées pour désigner les représentants des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A à la commission administrative paritaire du 6 décembre 2018 ;
- considérant la radiation des effectifs de monsieur Thomas ROUGÉ à compter du 1^{er} janvier 2022 suite à une mutation, membre titulaire des représentants du personnel à la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A, et la nécessité de procéder à son remplacement ;
- vu l'arrêté n° 21/07/04 du 12 juillet 2021 relatif à la composition de la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A du SDMIS ;

ARRÊTÉ

Article 1 :

Siègent comme représentants de l'établissement à la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A :

Membres titulaires

Monsieur Bertrand ARTIGNY
Madame Sonia ZDOROVITZOFF
Madame Blandine COLLIN
Monsieur Pierre MARMONIER

Membres suppléants

Monsieur Mohamed CHIHI
Madame Muriel LECERF
Monsieur Jean-Charles KOHLHAAS
Madame Claude GOY

La CAP sera présidée par monsieur Bertrand ARTIGNY, membre du bureau du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours, représentant de la présidente du conseil d'administration.

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Bertrand ARTIGNY, la présidence de la commission sera assurée par madame Sonia ZDOROVITZOFF membre du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours. En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Bertrand ARTIGNY et de madame Sonia ZDOROVITZOFF, la présidence de la commission sera assurée par madame Blandine COLLIN vice-présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours.

Article 2 :

Siègent comme représentants élus des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A :

Membres titulaires

Madame Sylvie SANAËI
Groupe hiérarchique 6
Monsieur Philippe BELZUNCES
Groupe hiérarchique 5
Monsieur Jean-Christophe WADBLED
Groupe hiérarchique 5
Monsieur Martin KERNEIS
Groupe hiérarchique 5

Membres suppléants

Madame Géraldine ACHARD
Groupe hiérarchique 6
Madame Sandrine HERAIN
Groupe hiérarchique 5
Monsieur Philippe LIOGER
Groupe hiérarchique 5
Madame Aude BRUN
Groupe hiérarchique 5

Article 3 :

Le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Article 4 :

L'arrêté n° 21/07/04 du 12 juillet 2021 est abrogé.

Fait à Lyon, le 04 JUIL. 2022



Zémorda KHELIFI
Présidente

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.